

◆ Nouvelle Époque

« Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses »

N° 11 - Hors-série - septembre/octobre 2023 - 3,50 €

nouvelleepoque.fr



L'éditorial

2023: L'ANNÉE D'UNE NOUVELLE ÉPOQUE

Ce numéro spécial de Nouvelle Époque renferme le condensé de notre lumineuse époque. La première partie de l'année 2023 a exprimé totalement ce que nous affirmons chaque jour : **l'Humanité est entrée dans une nouvelle époque de Révolutions Proletariennes.** En France, cette nouvelle époque a pris la forme d'une grande bataille contre la réforme des retraites, où est réapparu le potentiel politique révolutionnaire de la classe ouvrière, seule classe qui porte l'émancipation de l'Homme jusqu'au bout. La classe ouvrière est au cœur de la contradiction capitaliste, entre le travail et le capital, c'est pour cela qu'elle doit diriger le processus révolutionnaire.

L'autre grand événement a été le Glorieux Soulèvement de juin, où la jeunesse la plus exploitée et la plus humiliée s'est révoltée contre le vieux monde. Ces journées de feu ont montré, une bonne fois pour toutes, que les quartiers prolétaires les plus profonds sont la base et le moteur de la Révolution Proletarienne. Cette jeunesse insurgée est la fille de la Commune de Paris, elle porte le nouveau, le futur. Ces deux grands moments ont montré de manière absolument claire que le prolétariat est une classe en mouvement, combative et extrêmement déterminée.

En complément, il y a la bataille de Sainte-Soline, où les couches intermédiaires révoltées par le système destructeur en décomposition ont montré leur grande combativité.

Le prolétariat et les couches intermédiaires sont la colonne vertébrale du Front Uni Révolutionnaire en devenir, le nouveau pouvoir révolutionnaire sera la concrétisation de cette alliance historique.

Ces trois moments marquent les trois axes de lutte où les révolutionnaires doivent agir. Ce numéro est composé de textes publiés durant ces grands moments de lutte des classes nationale, ils expriment la position de ceux qui luttent auprès des masses au quotidien. Fait nouveau, nous nous permettons de publier des documents du Mouvement Révolutionnaire de Défense du Proletariat qui expriment, à nos yeux, la pensée idéologique et politique nécessaire pour faire flamboyer cette Nouvelle Époque. Au cœur de tout, une seule question ne cesse de se poser, celle du POUVOIR. Tout le monde le sent, même ceux qui la refusent : tout, absolument tout, réside dans la réponse à cette question ; car c'est le réel, le vrai, le concret, et tout le reste n'est qu'illusion. La réponse est idéologique, politique et organisationnelle : le prolétariat doit redevenir la classe pour soi, c'est-à-dire que c'est lui qui doit mener le processus révolutionnaire jusqu'à la conquête du Pouvoir. La réponse concrète ne peut s'incarner, ne peut exister, ne peut se développer que dans la Reconstitution de l'État-major du Proletariat, seul instrument à même de rééditer la Commune de Paris, car il est bien question de cela.

Ces forces existent, elles y travaillent. Nouvelle Époque en est un des hérauts.

C'est pour tout cela que nous disons que 2023 est objectivement et subjectivement le grand moment du retour de la question du Pouvoir en France, c'est-à-dire de la conquête du Pouvoir. 152 ans après la Glorieuse Commune de Paris, ses fils et ses filles sont prêts à incendier le vieux monde et à la rééditer. ■

**Le Comité de Rédaction
de Nouvelle Époque**

SOMMAIRE

1^{er} axe : classe ouvrière

Le moment est venu de s'organiser ! (p. 7)

Faut-il défendre le système de retraites par répartition ? (p. 8)

La ligne syndicale classiste (p. 10)

La retraite c'est 150 000 communistes en armes ! Voilà le lumineux chemin ! (p. 11)

Vive les grandes révoltes actuelles ! (p. 13)

Le 1^{er}-Mai d'une nouvelle époque (p. 14)

La légalité bourgeoise ne peut pas contenir le mouvement des masses (p. 15)

Ouvrons une nouvelle période ! (p. 16)

Bilan de la Bataille pour les retraites : surmonter la dispersion (p. 17)

2^{ème} axe : quartiers prolétaires

La jeunesse prolétaire des quartiers montre la voie (p. 20)

La police tue : les quartiers ont raison de se révolter (p. 22)

La police et la justice main dans la main pour écraser la révolte des banlieues (p. 23)

Solidarité avec ceux qui payent le prix ! (p. 24)

La crise, la réactionnarisation et la Révolution - sur le Grand Soulèvement de juin (p. 26)

Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité : les militants anti-opportunistes s'investissent au coeur de leurs quartiers (p. 30)

Manifestation, émeute, tactique et stratégie (p. 33)

3^{ème} axe : couches intermédiaires

Ecologie et lutte des classes : l'exemple des soulèvements de la Terre (p. 42)

Les révolutionnaires, la Révolution et les universités (p. 44)

Le Comité de Lutte, un outil au service du peuple (p. 46)

Contre le "radical-réformisme" (p. 48)

Sur la réactionnarisation actuelle (p. 50)

2023





UNE ANNÉE DE LUTTE HISTORIQUE



1ER AXE

LA CLASSE OUVRIÈRE

AU COEUR DE LA
CONTRADICTION -
DOIT DIRIGER LE
PROCESSUS
RÉVOLUTIONNAIRE



Le moment est venu de s'organiser !

Editorial du n° 8, mars-avril 2023. La "Bataille pour les retraites" est alors bien enclenchée.

Une dichotomie de plus en plus étouffante frappe le pays qui a vu tant de grandes révoltes populaires. Une dichotomie entre le sentiment de révolte d'une partie de plus en plus importante de la population et la réponse des institutions censées l'organiser, principalement les syndicats et partis politiques. L'actuel mouvement contre la réforme des retraites est l'incarnation même de cette contradiction.

Nous savons que la France est un des pays impérialistes les plus combattifs : la révolte n'est pas quelque chose d'étranger, elle est ancrée nationalement. Les Gilets Jaunes ou les révoltes des banlieues de 2005 sont l'expression la plus récente de ces émotions qui savent embraser le pays et qui remontent au malentendu de 1789. La comparaison avec les manifestations du début du mouvement qui sont si calmes, si conformes, qui ne dépassent pas d'un iota le cadre bourgeois, est troublante. Clairement, ces manifestations font partie du passé, elles sont déjà remises au musée de l'avant-crise. Tout le monde en a conscience, du collègue de l'atelier aux maîtres à l'Élysée, sinon pourquoi achèteraient-ils en si grande quantité des instruments pour nous réprimer ? La forme de ces manifestations, la marche dominicale, reflète le fond de l'affaire, celle d'une mécanique bien huilée entre la "contestation sociale" et l'État omnipotent. Macron l'a dit : il ne cédera pas, et s'il cède cela sera à moitié pour y revenir très vite. C'est donc le rapport de force que notre classe doit imposer. Seulement, en face, les syndicats rêvent depuis 40 ans d'un trade-unionisme à l'Allemande, sachant que de toute manière la crise vient d'annihiler cette possibilité. Tout le monde l'a compris, surtout dans la base syndicale où la colère oscille avec le découragement.

Cette situation déconnectée de la situation matérielle du pays, c'est-à-dire l'augmentation de la misère, de la destruction de nos droits de civilisation, de la crise climatique et bien sur la marche à la guerre dans laquelle nos impérialistes nationaux veulent nous amener, arrive à un point de contradiction qui va devenir antagonique entre les directions opportunistes et le déroulement de la lutte des classes.

Qu'on se le dise : la grande peur des partis politiques de "gauche" opportunistes et des directions syndicales est que le mouvement social sorte du cadre et devienne politique. Tous les corps intermédiaires entre le prolétariat, les classes populaires et l'État - dont font partie les "partis de gauche" et les syndicats -, servent exactement à cela : à contenir, à encadrer la lutte des classes pour éviter qu'elle aille sur le terrain du Politique. Par Politique, nous entendons la lutte pour savoir qui va diriger la société, la lutte pour le pouvoir, qui se concentre dans la question de l'État. Comme nous l'avons expliqué dans le n° 7 de Nouvelle Époque dans l'article *La ligne syndicale classiste*, les syndicats d'aujourd'hui sont le reflet du niveau de la lutte des classes, mais surtout de la non-organisation du prolétariat dans un parti représentant son intérêt vital, c'est-à-dire la conquête du pouvoir. Les "partis de gauche" sont, eux, la gauche du "parti unique" qui siège à l'Assemblée Nationale, dont le critère commun est l'acceptation et la défense du cadre bourgeois. Ce sont les relais et le reflet de la corruption bourgeoise dans le prolétariat. La tentative de coup de force de la France Insoumise, tentant de récupérer le mouvement de grève en organisant un pseudo mouvement social en



parallèle, et qui plus est de l'extérieur, est la quintessence de cette corruption, de cet opportunisme. Quoi de plus bas que d'utiliser le mouvement social actuel pour gagner quelques places dans une Assemblée où tout le monde sait (dont les propres députés LFI) que le pouvoir ne réside pas là. L'interpénétration de plus en plus forte entre le capital et l'État fait qu'aujourd'hui aucune politique un tant soit peu de gauche n'est possible dans ce cadre. En revanche, maintenir ce mirage ne fait que légitimer la destruction du pays issu de la Résistance.

Si nous y regardons bien, le problème historique du prolétariat n'est pas le capitalisme, ni l'État, ni les flics, ni Macron, mais bien cette contradiction entre la nécessité de lutter pour la conquête du pouvoir (car sans cela on ne peut rien changer) et ceux qui orientent et tentent de diriger le mouvement de la classe. Cette contradiction, qui est ressentie avec rage comme impuissance par les masses, va aller en s'antagonisant. Soyons clairs, cette contradiction ne peut être résolue qu'en s'organisant et en dépassant les vieux cadres poussiéreux. **La nécessité d'organiser la classe de manière autonome dans un parti servant véritablement les intérêts du plus grand nombre est la seule nécessité de notre époque.**

Pour paraphraser Lénine, en dehors de l'organisation tout n'est qu'illusion, car sans un État-major qui guide la fraction la plus consciente de la classe ouvrière et des classes populaires, il n'y a aucune alternative. Ni les émeutes et l'auto-organisation des Gilets-jaunes, ni les nuits-debout et les ZAD, ni la spontanéité, ni le rêve de la grève générale, ne peuvent entamer le pouvoir. Ils peuvent et doivent servir dans un processus plus large, qui passe en premier par la nécessité de nous organiser politiquement et consciemment. A force de trahisons, nous avons perdu le sens de l'organisation politique, nous la prenons pour une contrainte - ou pire, pour un passe-temps -, alors que c'est une question vitale. Il y a concrètement une autoroute entre l'opportunisme poisseux de la vieille gauche parlementaire et le gauchisme en pleine décadence pour reconstituer avec patience et détermination l'instrument de notre émancipation. Nouvelle Époque participe à cette tâche avec ardeur en relayant celles et ceux qui ont décidé que s'organiser était la nécessité de l'Époque. Sautez le pas, nous vous attendons.

Faut-il défendre le système de retraites par répartition ?

Article paru dans le n° 8, mars-avril 2023



Réunion du Conseil National de la Résistance (CNR)

On entend souvent, lors de chaque réforme des retraites, cet argument massue : « *il faut sauver notre régime de retraite par répartition* ». La majorité de la population est attachée à ce système, qui nous protège du travail quand nous sommes trop âgés, et permet de profiter de la vie pour les prolétaires qui y arrivent en bonne santé. Le système de retraite est en fait une partie d'un régime de sécurité sociale plus large, qui « *assure contre la maladie, la vieillesse, et le chômage* », selon les mots d'Ambroise Croizat. Toutes ces prestations sont, en fait, un salaire différé. Le patron nous paye notre salaire net qui nous sert à vivre « *tout de suite* », et cotise (via les cotisations du salaire brut et les cotisations patronales) pour le salaire qui nous servira « *plus tard* ».

Défendre notre système de retraite « *par répartition* », c'est presque devenu un lieu commun, jusqu'à une partie de la gauche dite « radicale », qui voit même la sécurité sociale – et le régime de retraite – comme un « *déjà là* » du socialisme futur ! Avant de voir en quoi cet argument est faux, en quoi il dépolitise complètement la question des retraites, (alors que le rôle des révolutionnaires est avant tout de politiser et d'organiser les masses), revenons sur le contexte historique de création et de développement du système de sécurité sociale, avant de voir l'intérêt de défendre ce dernier et le rôle des révolutionnaires dans le mouvement en cours.

LA NAISSANCE DU SYSTÈME ACTUEL DE RETRAITES

Le père fondateur de la sécurité sociale, c'est Ambroise Croizat. Son histoire est de plus en plus revenue en force, en particulier dans les milieux syndicaux. C'est une figure forte pour de nombreux syndicalistes « *combatifs* ». En effet, c'est entre 1945 et 1947, à l'initiative du Parti Communiste (P.C.F.) qui agit dans le Conseil National de la Résistance (CNR), que naît cette sécurité sociale. Cette avancée, citation à l'appui, est présentée comme révolutionnaire par ceux qui parlent d'Ambroise Croizat.

Or, le système de retraite n'était pas aussi protecteur qu'aujourd'hui. La gauche parlait de « *l'antichambre de la mort* ». Et surtout, les masses étaient armées, organisées. Le P.C.F. était encore le Parti de la Résistance et la force motrice des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), le Parti avait construit autour de lui le Front National, les Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité, avec sa propre armée, ses maquis... Le P.C.F., à ce moment-là, a encore pour lui le prestige de l'URSS et du Front Populaire. Bref : la bourgeoisie craint les masses et le Parti qui les dirige. Pourtant, ce Parti est déjà en train de basculer. La droite du Parti a déjà pris les commandes, et accepte le compromis avec une bourgeoisie affaiblie ; la bourgeoisie fasciste est renversée, et la bourgeoisie gaulliste n'a pas encore les appuis solides dans un territoire qu'elle vient de reprendre. En France, en Italie, les Partis Communistes reculent, refusent la révolution et se tournent vers la collaboration. En France, c'est la « *bataille pour la production* ».

Dans ce contexte de masses armées, organisées, en colère, dont le niveau de vie recule, il faut bien donner quelque chose, et pas seulement de maigres augmentations de salaire. Car ça ne suffit pas ! En 1947 et 1948, les « *automne rouges* » voient éclater des situations insurrectionnelles. Mais la situation se redresse et l'expansion économique reprend. C'est dans ce cadre que le système de sécurité sociale est consolidé et qu'il devient un aspect du quotidien que les masses défendent avec acharnement.

LA DISPARITION DU PARTI ET LA NOUVELLE POLITIQUE IMPÉRIALISTE

Ensuite, c'est ce qu'on appelle les « *Trente Glorieuses* ». L'impérialisme profite à fond du pillage accru des richesses des pays opprimés. Grâce au pétrole, à l'intensification du transport de marchandises, le capitalisme conquiert tous les secteurs de la vie. L'expansion économique est forte. Dans le même temps, la

situation mondiale devient révolutionnaire. Quand éclate la situation prérévolutionnaire de mai-juin 1968, c'est la Grande Révolution Culturelle Proletarienne (GRCP) en Chine, les Black Panthers et les mouvements révolutionnaires aux USA, c'est la victoire du Front de Libération Nationale (FLN) au Vietnam ; c'est l'Algérie indépendante, la période glorieuse de l'Irish Republican Army (IRA)... bref, la situation est instable.

La sécurité sociale se renforce devant un rapport de force favorable au prolétariat. Mais cela n'est possible que grâce à l'expansion économique et l'impérialisme : sans cela, il n'y aurait rien à donner aux masses. En 1981, avec l'élection de François Mitterrand, la bourgeoisie acte : il faut donner aux masses plus que des miettes, les recoller à l'électorat bourgeois. Car 30 ans de lutte de classe intense, malgré la destruction du Quartier Général de la Révolution qu'était le Parti Communiste : c'est beaucoup trop ! **Et sans leur QG, les masses sont idéologiquement désarmées.** Et acceptent. Beaucoup de syndiqués et de personnes de gauche vivent l'élection de Mitterrand comme une victoire. Certes, il y a des progrès sociaux : 39h, extension de droits sociaux, etc. Mais c'est aussi le début de la reconquête du salaire par la bourgeoisie.

RÉFORME OU RÉVOLUTION ?

Nous sommes aujourd'hui dans une forte accélération de cette tendance. Notre salaire doit baisser, car la bourgeoisie ne veut pas partager. Mais c'est encore plus vrai aujourd'hui, car l'impérialisme Français est en crise mais aussi que nous arrivons aux limites physiques de notre planète. Le « gâteau » ne parvient plus à s'étendre depuis la crise de 2008, et pourtant la richesse doit continuer à se concentrer pour que le système continue à survivre. L'immense part du Produit Intérieur Brut (PIB) dédiée à notre sécurité sociale est donc un objectif de choix pour baisser notre salaire et augmenter notre exploitation.

La retraite n'est donc pas un « déjà là ». C'est une concession du système impérialiste pour se stabiliser, et pour favoriser son développement. C'est une part de salaire « différé », que l'on touche « plus tard » dans la vie.

Certains théoriciens réformistes, à l'image du plus connu, Bernard Friot, considèrent que le système de retraite est un « déjà là » du système futur. Bien sûr, d'une certaine façon, notre système est un « déjà là » du système futur. Les grandes entreprises, les grands monopoles, n'attendent que d'être socialisés pour être mis au service du peuple (ou détruits dans certains cas). Certains aspects de l'Etat pourront être conservés sans être fondamentalement transformés. Mais cela n'a rien à voir avec le socialisme. Ici, Bernard Friot et les réformistes ont le même avis que les libéraux : l'Etat, c'est « le socialisme ». Nos théoriciens oublient que l'essence de l'Etat est d'être l'outil de la bourgeoisie. Quand ils en ont les moyens, ils donnent les miettes nécessaires au maintien



Des hommes et des femmes marchent devant une affiche du CNR proclamant la Sécurité Sociale, 1945

de la paix sociale et à l'élargissement du marché. Quand, comme aujourd'hui, ils n'ont plus les moyens et doivent se militariser pour la guerre impérialiste à venir, l'Etat décide de reprendre ce qu'il a concédé.

Bien sûr, la richesse est présente, suffisante même pour toutes les revendications, même les plus irréalistes des réformistes. Mais ces derniers croient-ils vraiment que la bourgeoisie, dans les conditions actuelles, offrira les 32 h, le SMIC à 2000 €, la retraite à 60 ans et le salaire à vie simplement parce qu'on a bloqué le pays ? Croient-ils vraiment, alors que notre consommation de richesses (et particulièrement de pétrole) va immanquablement baisser en raison de l'épuisement des ressources et du réchauffement climatique, que la bourgeoisie va rogner sévèrement sur son niveau de vie pendant que celui du peuple va augmenter ? Evidemment que non. Seule la peur de la Révolution lui fera lâcher des concessions importantes... et encore. **Même mai 68, ce n'est finalement que 10 % de hausse générale des salaires... Sans peur du socialisme, la bourgeoisie ne lâchera aucune miette.**

Dans le mouvement contre la réforme des retraites, il y a deux tendances. Ceux qui considèrent qu'il suffit d'un réformisme « dur », « revendicatif », d'un « blocage de l'économie », pour remettre sur les rails le « progrès social » (financé par le pillage du reste du monde). Et, de l'autre côté, ceux qui considèrent que les luttes des masses sont des luttes qui permettent de poser la question du Pouvoir, la question de la lutte des classes. Dans ce mouvement, les masses peuvent prendre conscience de leur force, et vont chercher les révolutionnaires pour s'organiser. **Aucune victoire temporaire ne tiendra plus que quelques années, si le courant révolutionnaire ne se renforce pas. C'est notre rôle historique. ■**

La ligne syndicale classiste

Article paru dans le n° 7, mars-avril 2023

Commençons par mettre en avant un principe : les révolutionnaires doivent être présents là où est le prolétariat. Les syndicats, peu importe lesquels, sont les dernières organisations de masse où le prolétariat est organisé. A partir de ce constat il n'y a pas de question à se poser : les révolutionnaires doivent être absolument présents dans les syndicats. Bien entendu, les syndicats sont une contradiction, car d'un côté ils défendent les ouvriers, mais de l'autre ils sont les "partenaires sociaux", le corps intermédiaire intégré à l'appareil d'Etat, et ça au moins depuis 1968. Nous sentons bien cette contradiction, car toute la propagande anti-syndicale se déchaîne dès qu'elle peut. Les dispositifs rhétoriques des "preneurs d'otage" quand la SNCF fait grève est l'exemple type de la haine viscérale qu'à la réaction face à la classe ouvrière organisée.



Des membres de la jeunesse révolutionnaire sur un piquet de grève

Mais pour la bourgeoisie, il ne faut pas trop écraser les syndicats, car comme nous l'avons dit plus haut, ils ont comme un de leurs fonctions d'encadrer la lutte des classes. Ils accompagnent la restructuration capitaliste en la rendant acceptable pour les prolétaires. L'Etat leur rend bien et finance les bureaucraties syndicales, mais il est à noter – et c'est, encore une fois, une contradiction – que les mobilisations massives ont fait perdre un temps fou aux capitalistes français face au reste de l'Europe. Nous étions par exemple jusqu'à récemment le 19^e pays d'Europe en termes d'années de travail sur une vie.

Les capitalistes avaient jusqu'à ces dernières années intégré que le paradigme français, la "passion égalitariste" et celle de "la révolte" devaient être traités avec des pincettes. Mais tout cela a changé : il leur faut maintenant aller vite, très vite, la seconde crise générale du capitalisme l'impose.

La seule chose que les syndicats s'interdisent de faire, c'est de la Politique, et c'est exactement ce qu'il s'est passé lors de leur prise de position contre le mouvement des Gilets Jaunes. Le communiqué du 6 décembre 2018, signé collectivement par tous les gros syndicats, à l'appel de Macron pour maintenir l'ordre en refusant de se joindre au mouvement et en appelant au fameux « dialogue », est l'exemple du niveau de soumission des directions syndicales à l'ordre capitaliste. Une intervention des syndicats à ce moment précis, et l'histoire change assurément.

Chez les forces subjectives de la Révolution, il est de bon ton de cracher sa passion contre les syndicats, sans comprendre qu'ils sont le reflet du niveau de la lutte des classes dans le pays. Si ces bureaucraties existent, c'est parce que le niveau de la lutte des classes est bas et que surtout la classe n'est pas organisée politiquement, ce qui est le principal. Les syndicats ne sont pas intrinsèquement révolutionnaires, au contraire, ils sont au mieux dans un économisme radical, malgré la charte d'Amiens par exemple. Quand la social-démocratie a appuyé la Première guerre mondiale impérialiste, la CGT pourtant « syndicaliste révolutionnaire », s'est lamentablement vautrée dans l'Union sacrée. Lors de la Seconde guerre mondiale, la CGT-Unitaire dirigée par les Communistes a pris le chemin de la Résistance et força à la réunification avec l'autre CGT réformiste dont la direc-

tion ne voulait pas résister. La différence est donc une question de Direction politique. Le syndicat ne peut donc se suffire à lui-même, c'est une évidence prouvée par l'Histoire du mouvement ouvrier.

Tant que le prolétariat ne sera pas organisé subjectivement dans un Parti révolutionnaire, il ne pourra pas mettre le syndicat au service de la Politique, c'est-à-dire de la Révolution. Mais en même temps, dès aujourd'hui nous pouvons agir dans les syndicats. C'est le dernier endroit où il y a une conscience de classe, un reste de culture ouvrière : les syndiqués sont en général plus conscients que la moyenne. Quand nous disons « agir », nous pensons que les révolutionnaires doivent porter une ligne résolument combative, anti-opportuniste et de classe. Car c'est bien là que nous pouvons combattre l'opportunisme des directions syndicales et remonter aux ouvriers ce qu'est une position combative et de classe. Mais, encore plus important, nous pouvons participer à la politisation de la classe, c'est-à-dire à propager la nécessité d'une Grande Révolution Socialiste pour définitivement changer de paradigme.

Pour finir, dans le long processus révolutionnaire qui ne peut avoir que la forme d'une guerre civile prolongée, la grève à une place particulière. La glorieuse grève patriotique des 100 000 mineurs dirigée et organisée par les Communistes en mai-juin 1941 est l'exemple de ce à quoi doit servir politiquement le syndicat. Nous critiquons récemment la position de Révolution Permanente au sujet de la stratégie révolutionnaire de la « grève générale politique », particulièrement pour cette raison : le syndicat n'a pas vocation à être le coeur du processus révolutionnaire. Le coeur de la Politique ne peut être que la guerre révolutionnaire, où le syndicat a un rôle très important de résistance, d'organisation et d'appui politique à celle-ci. Nous le répétons, sans un Parti du prolétariat le syndicat ne peut être révolutionnaire, c'est ainsi.

La classe a besoin du syndicat, le syndicat a besoin de révolutionnaires déterminés, alors n'hésitons pas et militons là où est notre place. ■

La retraite c'est 150 000 Communistes en armes, organisés par le Parti Communiste ! Voilà le lumineux chemin !

Texte du Mouvement Révolutionnaire de Défense du Proletariat (MRDP),
publié par le blog "Au Service du Peuple" en mars 2023

Les années passent et toutes nos conquêtes de civilisation sont rognées, détruites par les maîtres du capital. Notre système social n'a pas été le fruit de la charité chrétienne, mais d'une âpre lutte des classes entre le Proletariat puissamment organisé par le Parti Communiste, et la grande bourgeoisie capitalo-impérialiste. Ainsi, c'est directement l'armement du Proletariat lors de la glorieuse Guerre de Libération Nationale Antifasciste (la Résistance), dirigé par le Parti Communiste, qui a fait se soumettre l'arrogante et traître bourgeoisie. C'est donc la trahison du P.C. (dont le premier fait fut de rendre les armes en 1945) qui a permis à la réaction de passer à l'offensive. C'est l'action des révisionnistes, ceux qui se proclament Communistes en paroles mais ne le sont pas en actes, qui a déstructuré l'outil de l'émancipation de la Classe. C'est le vieux révisionnisme, qui continue à trafiquer avec le nom du Parti, mais c'est aussi le nouveau qui nie la nécessité de la Révolution armée. Le Proletariat n'ayant plus d'État-major, la classe est redevenue une classe en soi. L'offensive idéologique n'a été que plus forte et le Proletariat s'est politiquement atomisé : certains ont pu dire que la lutte des classes était finie et donc que le Communisme avait failli. Ces tentatives de nier le réel n'arrangent que ceux qui y croient (les réactionnaires de tous bords). Les faits sont là : partout dans le monde la lutte des classes s'aiguise et les Communistes se réorganisent. En France, un contingent de Communistes en formation a décidé de porter comme nécessité de l'Époque la Reconstitution de notre glorieux Parti, seul véritable instrument d'émancipation des opprimés. **Tous les problèmes que nous rencontrons dans la lutte au quotidien sont le résultat du manque d'un État-major pour diriger la lutte des classes, cette guerre qui par son intensité, son universalité, sa portée civilisationnelle et historique ressemble à la Titanomachie. La lutte pour renverser la société de classe est la plus grande épopée de l'histoire de l'Humanité.**

C'est l'absence d'un Parti Communiste qui fait que les syndicats sont soumis à l'ordre politico-économique du capital. Le syndicat sans Direction politique, sans le Parti, ne peut être à notre époque qu'un « corps intermédiaire » coincé entre le marteau et l'enclume de la lutte des Classes. Les trahisons, les acceptions, les renoncements ne sont que le résultat du reflet du niveau de politisation de la classe, qui ne peut être que bas en l'absence du Parti. Les bureaucraties conciliatrices n'existent que par l'absence de la classe organisée politiquement. Les grands mouvements de grèves depuis 1995, la glorieuse révolte des banlieues en 2005, le mouvement proto-insurrectionnel des Gilets jaunes ; **tout cela montre et démontre que les Masses sont objectivement prêtes à l'affrontement direct avec l'État. Seule l'absence d'organisation subjective de la Classe empêche le Proletariat de faire de la Politique, c'est-à-dire de disputer le pouvoir à la bourgeoisie, qui se condense dans la question de l'État.** Pris dans la contradiction entre la nécessité de trouver une solution et le refus de l'opportunisme politique, le Proletariat se retrouve dans l'errance, ce qui peut même le jeter dans les bras des partis les plus anti-ouvriers. Le boycott massif des élections est une autre preuve que l'Époque est à l'heure des changements. Il faut briser le cadre et retrouver l'autonomie de la

Classe – les croyances dans le parlementarisme, dans les solutions faciles ou dans les populistes sont d'un autre âge.

Ce tract n'est pas le fruit du hasard mais celui d'une époque. Nous sommes entrés dans un grand moment de l'Histoire humaine, celui qui va voir le système impérialiste mondial être balayé. **La contradiction entre le travail (la création de richesse, qui est collective) et le capital (le vol de la richesse produite) est chauffée à blanc.** Partout dans le monde les Peuples, les Proletaires et les Masses s'organisent pour arracher une partie de la plus-value, c'est-à-dire récupérer une partie de ce qui leur est volé par les capitalistes. Les Masses en mouvement partout dans les pays du Sud font trembler l'ordre dominant. Il n'y a pas un jour où n'éclate une révolte contre le système génocidaire mondial de prédation. Le Brésil, et de manière secondaire toute l'Amérique Latine, est l'épicentre de la **Révolution Mondiale**, car il concentre toutes les contradictions du monde, et notamment celle entre pays dominés et impérialisme US, premier ennemi des Peuples du monde. Nous, révolutionnaires de France, nous marchons main dans la main avec les Masses paysannes insurgées de l'intérieur brésilien. Le nouveau monde est en train de naître, il va incendier la plaine.

Pris dans leur crise, les impérialismes cherchent des portes de sorties dans l'accentuation du pillage des peuples et des Masses du monde, et en se repartageant le monde, ils accentuent la tendance à la guerre **mais encore plus celle à la Révolution.** L'invasion de l'Ukraine est un aveu de faiblesse et prouve la décadence accentuée de l'impérialisme russe, tout comme la militarisation de l'Europe et de l'Asie.

Nous sommes dans l'œil du cyclone, tous les voyants sont au rouge. La dette contractée pour maintenir à flot l'économie est une bombe à retardement qui prend la forme de l'inflation, de l'augmentation de toutes les marchandises et donc de la baisse de notre salaire réel. Le but de la bourgeoisie est de continuer à valoriser le capital, c'est-à-dire faire des profits, et pour cela ils doivent casser nos acquis de civilisation (code du travail, retraites, services publics, etc.) et faire baisser nos salaires, accentuer toujours plus l'exploitation. Tout cela crée des remous gigantesques. La solution pour les dominants est de militariser les pays, c'est ce que nous nommons la réactionnarisation. Toujours plus de contrôle pour essayer d'enrayer la lutte des classes, qui par essence est inarrêtable dans le système capitaliste. La contradiction travail/capital ne s'annule pas, car on n'annule pas le mouvement.

Le Proletariat porte sur ses épaules le poids de la dette, qu'il faut au minimum contrôler, mais aussi celui du réarmement massif qu'impose la bourgeoisie impérialiste en crise. Les voutours nous préparent à la guerre, ils nous pensent soumis : le réveil sera rude.

Mais les écueils sont immenses. Le vieux révisionnisme continue à trafiquer avec le nom du Parti du proletariat et l'opportu-



Une Brigade Francs-Tireurs et Partisans pendant la Libération du pays

nisme tente de détourner le Prolétariat de sa mission historique, qui est le renversement de l'ordre capitaliste, en lui faisant miroiter un changement par les élections. C'est pour éviter ces écueils que nous devons nous organiser, guidés par l'idéologie du prolétariat de notre époque, **toute-puissante car véritable : le Maoïsme.**

Nous le proclamons : le Maoïsme, marxisme de notre époque, c'est **la lutte pour le pouvoir au moyen de la Guerre Révolutionnaire.** En dehors du pouvoir tout n'est qu'illusion, comme nous l'a appris le Grand Lénine, cela signifie que le chemin ne peut être que celui des **armes pour le Prolétariat, guidé par le Parti Communiste reconstitué.** C'est la tâche transcendante de notre époque : reconstituer avec patience et détermination le seul instrument capable de nous guider vers la Révolution. Notre programme, c'est la Révolution socialiste, l'expropriation de la propriété privée des moyens de productions, la saisie des banques, la fermeture de la Bourse, la nationalisation du commerce extérieur, et principalement la mise au pas de la bourgeoisie par **le pouvoir dictatorial du prolétariat,** c'est-à-dire une mer de Masses en armes comme nous l'a si bien imaginé Karl Marx. La Guerre Populaire est **l'unique** chemin des Masses et des peuples du monde pour en finir avec l'impérialisme. **Ce chemin est universel car le prolétariat est une classe unique.** A de nombreuses reprises, les Masses de France ont montré leur impétuosité à défendre la liberté et l'émancipation. 1792-1871-1944 sont les dates immortelles gravées dans les annales de l'histoire populaire de la France. La médiocre bourgeoisie se pense dépositaire de l'Histoire de France mais, de fait, c'est le Prolétariat et les Masses qui l'ont toujours faite. Maintenant, il est temps que le Prolétariat s'occupe de ce qui le regarde, la direction et la destinée de la Nation.

Le premier pas est de se rencontrer, entre femmes et hommes déterminés à détruire l'ordre établi en incendiant le vieux monde. Révisionnistes et opportunistes se servent de la misère pour leurs petites magouilles, les révolutionnaires eux l'organisent pour transformer le monde. Les Masses mobilisées, politisées, organisées sont invincibles, elles peuvent absolument tout. La lutte séculaire pour le passage du règne de la nécessité au règne de la liberté est entrée dans sa lutte finale, la plus aigüe. Nous ne pouvons douter que les esclaves feront tomber Rome dans les décennies à venir. Les barbares qui nous dirigent font couler le sang pour tenter d'éviter l'inéluctable **mais rien n'arrêtera le mouvement de l'Histoire.** Les puissants le sont parce que nous sommes désorganisés, nous devons rompre subjectivement avec ce monde de mort et avec notre soumission. L'audace et l'initiative doivent retourner dans notre camp.

Alors il n'y a pas cinquante chemins différents mais un seul chemin rouge et lumineux :

Organiser la fraction la plus avancée du prolétariat pour reconstituer l'État-major du Prolétariat – le Parti Communiste de France dans et par la **Guerre Révolutionnaire** ; dès aujourd'hui, **Mobiliser** en organisant la misère et la pauvreté qui recouvre de sa chappe de plomb le Prolétariat de France ; **Politiser les Masses** en expliquant que pour régler leurs mille problèmes du quotidien il n'y a que **la lutte violente pour la conquête du pouvoir.**

Il va falloir beaucoup de morts pour que triomphe la vie, ainsi accouche l'Histoire. Nous vous attendons avec armes et bagages. ■

Vive les grandes révoltes actuelles !

Article publié sur notre site internet en mars 2023 après l'utilisation du "49.3" par le président réactionnaire Macron. Des émeutes éclatent alors dans toute la France

Depuis l'utilisation de l'outil anti-démocratique par excellence qu'est le 49.3 par Emmanuel Macron, le mouvement contre la réforme des retraites a clairement pris un tournant. On peut diviser ce mouvement en deux phases : la première, une phase « tranquille » (relativement bien sûr), dirigée par les directions des centrales syndicales dans la quasi-totalité, avec des manifestations monstres (jusqu'à 3,5 millions de personnes dans les rues) et de nombreuses journées de grève. Le but de cette phase, pour les directions syndicales, c'est d'épuiser le « cheminement démocratique » dont a pu parler Elisabeth Borne ; et effectivement, nous sommes bien allés au bout de celui-ci – seulement, cela n'a rien donné.

Maintenant, nous sommes entrés dans la phase la plus intéressante, la phase « dure ». Les personnes mobilisées, se rendant compte de l'inefficacité manifeste des directions syndicales et de leur stratégie, redoublent d'effort pour pousser tout de même le mouvement vers la victoire. Les actions de blocages, de sabotages et les manifestations sauvages fleurissent partout et sont de plus en plus nombreuses. Les grèves se durcissent dans de nombreux secteurs, la frange la plus avancée du peuple se met en branle. Les actions interprofessionnelles éclatent de partout, montrant la solidarité de classe, et on comprend par l'expérience directe, par empirisme, que se contenter des actions légales ne peut suffire. Les directions syndicales, de leur côté, tentent de freiner, mais rien n'y fait, elles sont dépassées à chaque fois par leurs propres bases, combattives et anti-opportunistes, qui veulent lutter quoi qu'il en coûte.

Qu'est-ce qui distingue ces deux phases l'une de l'autre, au fond ? Ce n'est pas l'implication de la classe – dans les deux cas, elle est pied au plancher dans la lutte. La différence, c'est l'utilisation de la violence révolutionnaire par les masses. La violence révolutionnaire, c'est la violence au service du peuple, celle qui est utilisée pour s'opposer à la violence de la bourgeoisie, de l'Etat, des flics. Depuis le tournant, les masses montrent une combativité extrêmement élevée, et les révolutionnaires sincères sont à l'avant-garde de celle-ci, il ne peut en être autrement car c'est leur rôle. Il n'y a que les marxistes et révolutionnaires de salon qui osent rester bien au chaud et critiquer de loin pendant que des travailleurs et des étudiants montent au front face à des hordes de CRS et de BRAV-M surarmés et surentraînés.

La seule ligne juste dans le mouvement en cours, c'est donc de participer à toutes les initiatives qui sortent du « cadre », qui tentent de s'autonomiser de l'Etat et du giron des directions syndicales qui lui sont soumises. La tendance forte depuis la loi travail, c'est ce mouvement de fond d'embryon d'« autonomisation », que nous devons transformer en véritable « autonomie » au fur et à mesure des luttes, en organisant les éléments les plus avancés, les plus combattifs, les plus présents. Nous ne pourrions rien gagner de durable tant que nous n'aurons pas une organisation puissante, massive, qui puisse diriger nos luttes de manière franche. Avec une direction comme celle de la CGT actuelle, nous ne pouvons pas gagner, et beaucoup de camarades syndi-



qués le savent – les remous du Congrès le montrent bien. Alors il faut se battre pour le syndicat de classe, refaire l'unité à la base et critiquer plus fort, plus souvent les directions qui nous lâchent. Au contraire, il faut de l'autre côté pousser vers l'avant les dirigeants syndicaux sincères qui se forment dans les luttes, car ils peuvent et doivent porter cette lutte de conception au plus haut dans le syndicat. Ce n'est que comme cela que nous rebâtirons un syndicat unique pour la classe, au service de nos luttes et non d'un agenda politique rabougri et défaitiste ; inspirons nous des camarades de la CGT/CGT-U historique, ils nous ont montré la voie du vrai syndicat.

Tous les événements actuels nous rappellent que nous sommes décidément bien entrés dans une nouvelle période de Révolutions : en quelques années, la France a connu 3 grands soulèvements violents. Nous pouvons observer la défaite de l'opportunisme et du révisionnisme, qui nie la violence et se contente de négocier dans le cadre de l'Etat et de s'y soumettre. En faisant cela, il trahit coup après coup, et s'éloigne des masses manif après manif, blocage après blocage, année après année. Notre génération va connaître la banqueroute de ces mouvements qui ont brisé l'organisation révolutionnaire de la classe pendant des dizaines d'années, car la situation pour la classe exige la reconstitution d'un mouvement prolétarien offensif. **Elle exige la reconstitution d'un Parti Communiste authentique, opposé à tous les partis actuels.** Dans ce long chemin, nous aurons dès aujourd'hui à affronter les milices de la bourgeoisie et leurs armes, leurs tactiques impitoyables. Nous allons pleurer et prendre des mauvais coups, avoir peur pour soi et nos camarades ; certains y laisseront des yeux, des doigts... Cette répression déchaînée, c'est l'aveu de faiblesse du système contre lequel nous sommes en guerre. Nous devons donc lui opposer la seule chose qui vaille la peine : la lutte sans concession et sans pas en arrière, pour montrer au reste de notre classe et du monde que les masses de France ne se laissent pas faire et connaissent leur force titanesque ! Faire autre chose que cela, ce serait rater notre rendez-vous avec l'histoire ; et de toute façon, le peuple ne le rate jamais.

Nous sommes tout, alors ensemble nous pouvons tout ! Allons au combat sans trembler, nous sommes condamnés à gagner ! ■

Le 1^{er}-Mai d'une nouvelle époque

Article paru dans le n° 9, mai-juin 2023

La crise générale de l'impérialisme qui ne cesse de s'approfondir vient briser son vieux monde en réactivant la lutte des classes aigues. Tout le vieux monde est bousculé dans ses certitudes. **Le 1^{er} mai 2023 est une rupture avec le monde de la normalité capitaliste qui se développait depuis 40 ans sur le dos des pays du tiers monde et de la classe ouvrière nationale.**

Pour la première fois depuis des décennies, le 1er mai, d'aventure si calme et guidé par la routine des directions corporatistes syndicales, s'est mué partout dans le pays en un affrontement direct avec les forces de l'ordre capitaliste. La combativité a été exemplaire, mais ce qui change de l'ancienne époque c'est le soutien des Masses populaires à la violence révolutionnaire. **C'est que, aujourd'hui, et c'est le point de rupture principal, tout le monde commence à sérieusement poser la question du pouvoir.** Face au Régime anti-peuple, au style bonapartiste exacerbé, les classes populaires savent que sans violence nous n'obtenons rien dans le pays.

D'un côté la répression policière, loin de casser les esprits, et l'attitude de Macron se prenant pour un Président de droit divin enracinent la rage dans le peuple. La situation est telle que certains commencent à se poser des questions sur le "maintien de l'ordre" à la française si longtemps montré comme exemple. La stratégie française du "maintien de l'ordre" est à l'image du Régime de la Ve République : efficace en période de reflux de la lutte des classes, mais créateur d'instabilité pour la bourgeoisie dans la période de développement de celle-ci. De l'autre côté, alors que le Régime politique devrait atténuer la lutte des classes par divers dispositifs, la Ve République aggrave la situation. Situation d'autant plus aggravée que l'Histoire de France depuis la Grande Révolution Bourgeoise de 1789 n'est que la lutte des Masses populaires pour l'égalité, entendue comme égalité économique. Le Pouvoir est aussi affaire de symbole, et nous pouvons dire que la gestion Macroniste est une catastrophe pour la classe dominante et c'est tant mieux.

Là où le changement d'époque est le plus marquant, c'est dans les secteurs organisés de la classe (les syndicats) qui étaient par le passé privilégiés par rapport au reste des travailleurs subalternes, et qui aujourd'hui commencent à sortir du cadre. Le développement de la crise ne permet plus aux Impérialistes français de continuer à garder un système social qu'ils perçoivent comme obsolète et surtout comme un frein à une restructuration de l'appareil productif.

Bien. Nous avons donc une situation révolutionnaire en développement inégal, c'est la réalité de la lutte des classes dans le pays qui le proclame. Tout se développe de manière inégale, c'est à dire par bond, ralentissement, accélération et reflux. Il y aura donc des calmes relatifs suivis d'explosions encore plus fortes et cela jusqu'à la Révolution Socialiste. Rien n'était retombé après les Gilets Jaunes, rien ne va retomber après la bataille des retraites. Les Masses apprennent et ne sont pas dupes, personne ne croit aux "100 jours d'apaisement" mis à part ceux qui veulent y croire et ils sont de moins en moins nombreux. Cette Nouvelle Epoque que nous vivons dans le pays est conforme à la situation du Monde qui rentre dans une nouvelle ère de Révolutions Proletariennes, ère qui va voir les guerres populaires s'étendre sur tout le Globe.

Il n'est donc plus question pour les Révolutionnaires d'être des "suivistes ou des attentistes", il nous faut passer à l'offensive, nous positionner pour être choisis

comme Avant-garde. C'est une nécessité car les Masses oscillent entre espoir et désespoir, et nous devons garder à l'esprit qu'elles trouvent toujours une porte de sortie à leurs problèmes. Aujourd'hui, en relation avec le développement des forces subjectives de la Révolution, notre marge de manoeuvre est réduite pour diriger les esprits et les corps vers la seule solution viable pour la grande majorité du Peuple, celui de la Révolution Proletarienne. Le risque est donc grand d'avoir un gouvernement encore plus réactionnaire dans 4 ans, mais qu'à cela ne tienne ! Cela signifiera simplement une nouvelle étape de la Lutte des Classes et une nouvelle avancée vers la Révolution. Un régime ultra réactionnaire en France ne sera que l'expression du désespoir des Masses et **surtout de la faillite du mode pacifié de domination bourgeoise.** Il ne faudra pas attendre 100 jours pour que ce gouvernement dévoile son contenu celui encore plus anti-peuple, encore plus anti-démocratique, encore plus anti-ouvrier.

Quoi qu'il en soit, l'heure est décidément à la lutte, nous devons nous préparer dans l'action à de nouveaux bonds encore plus éblouissants. Le second quinquennat Macron doit être celui de la crise de Régime, de l'ingouvernabilité et, enfin de compte, du blocage de la restructuration capitaliste sur le dos du Proletariat. Parce que le monde est unique ce qu'il se passe ailleurs sur Terre est central pour le développement révolutionnaire interne. Le tiers-monde est lui aussi en ébullition et chaque avancée de la Révolution dans un grand pays d'Amérique Latine, le Brésil par exemple, aura d'immenses répercussions sur les Masses populaires. Les luttes entre grandes puissances pour conquérir sur le dos des autres de nouveaux marchés participent au chaos et donc au retour de la lutte des classes.

Macron comme symbole de l'ancien monde est détesté par de larges secteurs de la population. Les Gilets Jaunes, la bataille des retraites et ce 1er mai, sont celui du nouveau en gestation. Il va falloir du temps pour que tout trouve son chemin mais plus rien ne sera comme avant. **Nous avons devant nous la validation toujours grande et forte du Marxisme qui nous dit que la lutte des classes est bien le moteur de l'Histoire. Au coeur de cette lutte nous trouvons, la politique, c'est à dire la question de qui dirige la société, en un mot le Pouvoir. Si cette question est aujourd'hui dans toutes les bouches c'est bien que la lutte des Classes aigues est bien revenue dans le Pays et cela va se confirmer toujours plus dans les mois et années à venir.**

Tout n'est que question de Pouvoir, et il ne se conquiert pas dans des dîners mondains mais au contact fusionnel de l'affrontement séculaire entre la classe dominante et la classe dominée. ■



Les révolutionnaires le 1^{er} mai 2023 à Paris

La légalité bourgeoise ne peut pas contenir le mouvement des masses

Article publié sur notre site internet en avril 2023, peu après la validation par le Conseil Constitutionnel de l'infâme réforme des retraites.

«[Il est nécessaire] de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie.»

La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Lénine, 1916

Ca y est : la réforme des retraites portée par le gouvernement Macron-Borne a été adoptée par le Conseil Constitutionnel, la dernière étape du « cheminement démocratique » dans le cadre de la Ve République. Avec cet événement, tous les espoirs que certains pouvaient placer dans les institutions pourries de la bourgeoisie s'évaporent, car de toute manière, tout a été essayé par les politiciens de « gauche » pour tenter d'enrayer la réforme, dans le cadre de l'Etat. Et ça n'a pas marché.

La période démontre donc parfaitement la réalité de la société capitaliste dans laquelle nous vivons, et le rôle de l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui n'a jamais été aussi clair. Nous le voyons bien : **plus rien** de positif et de bon ne peut sortir du vieux cadre poussiéreux de la République bourgeoise, qui n'a pas servi notre lutte contre cette réforme injuste, car cela était **impossible**. L'Etat bourgeois n'est qu'un outil au service des puissants monopoles économiques pour asseoir leur domination sur le prolétariat et les masses populaires, et cette caractéristique s'est développée avec le temps, jusqu'à nos jours où le système est complètement verrouillé, le mécanisme étant maintenant bien huilé.

Si nous avons compris ça, alors nous ne pouvions rien attendre du « cheminement démocratique » dès le départ ! L'Assemblée, pourtant souveraine, allait être enjambée par l'exécutif via le 49.3 et autres mesures, et le Conseil Constitutionnel, que personne ne connaît et qui est une véritable farce composée de vieux croulants biberonnés au système, allait bien sûr valider la réforme. Personne n'est surpris par le déroulé des événements. La France Insoumise, les révisionnistes du Parti « Communiste » Français et tous les autres politiciens qui ont fait espérer une partie du peuple pour leurs intérêts sont coupables d'avoir propagé cette idée fausse selon laquelle nous pouvions « compter » sur nos élus, la République, et sur la « lutte politicienne » pour vaincre. Ce faisant, ils acceptent de jouer sur le même plateau que Macron ou le RN, avec les mêmes règles – et ensuite se plaignent sur les plateaux télé de quel point la démocratie est bafouée en France.

Ce courant, dans le cadre du mouvement actuel comme en dehors, joue le rôle de conciliateur et tente d'emporter avec lui une partie des masses pour les détourner de la lutte collective à la base, pour les tourner vers les élections, les postes et la « lutte »



parlementaire. Mais rien n'y fait : la tendance objective en France comme dans le monde est à la révolte, contre le vieil Etat et ses institutions mais aussi contre les opportunistes de divers bords qui ont trahi tellement de fois nos luttes qu'on ne les compte plus. Une part de plus en plus grandissante du peuple a compris que le véritable enjeu n'était pas dans les élections et dans un choix entre deux grandes figures ; les choses se jouent dans la lutte ! C'est-à-dire dans les rues, dans les lycées, dans les usines et entrepôts, dans les facs, etc. Les révoltes des banlieues de 2005, la loi Travail, les Gilets Jaunes, les méga-bassines... Tout montre que la période précédente marquée par l'attentisme et dominée par les grands partis bourgeois est terminée. Le prolétariat et la lutte combative font leur grand retour sur la scène, et les partis opportunistes font déjà partie du passé.

Le Parlement, le Sénat, les ministres et consorts – tous représentent un monde en train de s'écrouler. Partout, les gens se lèvent contre cet ordre injuste et ses jours sont dorénavant comptés : la France va connaître révolte sur révolte, il n'y aura plus de stabilité tant que l'ordre capitaliste n'aura pas été détruit et remplacé par une société juste. C'est un fait objectif : l'Etat et ses tentacules, c'est l'ancien ; la lutte et l'organisation de notre classe, c'est le nouveau.

C'est pourquoi la décision du Conseil Constitutionnel ne change rien, **car elle ne peut rien changer**. La bourgeoisie n'a aucune prise sur le réel, elle regarde son château de sable être lentement détruit sans pouvoir faire autre chose que d'user de flics baveux et d'armes de guerre. Cette réforme, elle en a besoin pour financer la militarisation du pays et continuer à assister les monopoles, qui ont besoin de l'aide constante de l'Etat pour tenir le coup face à la crise. Elle est donc passée, c'est-à-dire que la République l'a adoubee, **c'est comme ça et ça ne pouvait être autrement**. La seule manière d'être en capacité d'empêcher ce gouvernement ultra-réactionnaire de continuer ses sales besognes, c'est de s'organiser. Nous avons besoin d'organisations combatives, anti-opportunistes, qui portent la voix de notre classe de manière indépendante de l'Etat et des politiciens. Notre salut ne se trouve pas dans les élections, mais dans une grande Révolution pour transformer de fond en comble la société, et balayer les toiles d'araignées qui nous empêchent d'avancer. ■

Ouvrons une nouvelle période

Editorial du n° 9, mai-juin 2023, publié à la fin de la Bataille pour les retraites.

La situation est claire, le monde affronte la plus grande crise de son Histoire. Le système économique mondial, fondé sur le pillage des pays du tiers-monde, est entré en décomposition. Plus rien ne sera comme avant, plus rien ne sera stable, les tendances actuelles vont s'approfondir et s'exacerber. Dans le système capitaliste il y a deux tendances principales, intimement liées, qui ne peuvent être séparées : la révolution et la contre-révolution. La contre-révolution, c'est ce que nous voyons à première vue : la tendance à la guerre entre puissances, avec par exemple tout le jeu autour de la guerre en Ukraine et en arrière-fond la lutte pour l'hégémonie mondiale entre les Etats-Unis et la Chine. La contre-révolution, c'est aussi la réactionnarisation, avec les lois de plus en plus liberticides, anti-ouvrières qui tentent de museler la moindre opposition, l'autonomisation de la police, les tendances putschistes de secteurs de l'armée, etc. C'est évidemment un aspect extrêmement important, mais ne voir que cela, c'est assurément ne pas comprendre la tendance historique qui est la Révolution Proletarienne. Partout dans le monde, les Masses populaires se révoltent, s'organisent, cherchent leur voie vers l'émancipation et affrontent la réaction les armes à la main dans de transcendantes Guerres Populaires, et c'est pour cela que nous connaissons le phénomène de réactionnarisation, car les réactionnaires tentent de conjurer le sort. En France, la séquence de lutte intense qui s'est déroulée avec la bataille des retraites a montré encore une fois que les Masses sont prêtes à un grand changement. L'apparente victoire de la réaction n'est qu'une victoire à la Pyrrhus : chaque passage en force du gouvernement contre la majorité des Français ne fait que renforcer la tendance à l'explosion et accélérer la crise du régime.

En France la situation est donc la même, la crise économique est profonde, la colère aussi. Clairement, les Masses ne veulent plus être gouvernées comme avant, le désir de Révolution est immense. La question du Pouvoir est dans toutes les bouches d'une façon ou d'une autre. Comme miroir et second aspect de la contradiction, l'État impérialiste est entré dans une phase de réactionnarisation accélérée, simplement parce qu'il sait qu'il ne peut plus gouverner comme avant. Nous avons affaire à une crise de régime en développement. Nous avons là l'exacte situation en développement que le Grand Lénine nous a enseigné, au sujet de quand arrive une Révolution. C'est la situation objective que la France vit, et c'est pour cela que nous disons que le pays connaît une situation révolutionnaire en développement inégal.

Cela ne signifie pas que le « Grand Soir » est pour demain, mais que le processus s'est objectivement enclenché. Il est inégal car rien ne se développe de manière uniforme, ce développement connaît des accélérations et des ralentissements.

Il est maintenant clair que toute cette colère, cette rage doit être organisée afin qu'elle se concrétise en une Révolution politique qui abattra le régime honni et en une révolution économique qui expropriera les monopolistes, véritables maîtres du pays. La seule question est donc l'absence d'un État-major révolutionnaire guidant le peuple vers le Pouvoir. Cet État-major



ne peut se développer que dans la lutte des classes, c'est-à-dire dans le combat titanesque entre les forces populaires - dont le cœur est la classe ouvrière -, et la bourgeoisie et ses laquais.

Nous ne pouvons plus contempler et subir les soubresauts et révoltes du pays, reflets de la crise économique profonde : nous devons les impulser. La révolte doit passer de spontanée à organisée, scientifique, orientée dans le seul but de la conquête totale et inconditionnelle du Pouvoir pour le Proletariat. Nous ne devons plus être force de réaction mais d'action et, donc, participer activement à la situation révolutionnaire en développement dans le pays. De plus en plus de secteurs du Peuple sont prêts pour un affrontement sans condition avec le vieil ordre. La crise est telle que cela touche aujourd'hui les secteurs syndiqués, qui sont souvent dans des secteurs économiques relativement privilégiés.

C'est pour cela que nous affirmons que le 1er mai de cette année n'était pas la fermeture de la séquence « Bataille des retraites » mais l'ouverture d'une nouvelle phase de la lutte des classes dans le pays au cours de laquelle la Classe, aujourd'hui en soi, va redevenir Classe pour soi. Concrètement l'heure est au militantisme combatif, aux grandes campagnes de mobilisation contre le Régime pourri, au travail de politisation dans tous les secteurs du peuple et à l'organisation de la colère en augmentant toujours plus notre combativité et notre détermination. Nous devons briser le cadre, faire implorer la normalité, sortir des sentiers battus, devenir incontrôlables et ingouvernables, c'est cela l'affrontement classe contre classe. Sous chaque coup de boutoir, l'État se dévoilera pour ce qu'il est en substance : un pur instrument de répression des riches et des puissants contre les créateurs de toute richesse, les prolétaires. Quant à la répression, elle sera un combustible pour la révolte et non un frein, nous ne devons craindre que notre inaction.

Alors au feu les vieilles certitudes pourries, au feu les hésitations, au feu les doutes : l'époque est de braise. Alors, oui, comme nos illustres ancêtres : ayons de l'audace, de l'audace et encore de l'audace.

Bilan de la bataille pour les retraites : surmonter la dispersion

Article publié dans le n° 10, juillet-août 2023, pendant les "100 jours d'apaisement" décrétés par Emmanuel Macron

Au lendemain immédiat de la lutte pour défendre nos retraites, il est essentiel de tirer des bilans de ce qui s'est passé. Il y a beaucoup d'aspects à traiter, mais celui qui nous intéresse dans cet article c'est ce qu'on entend quand on parle d'organisation. Car c'est ce qui ressort de cette lutte : tout le monde veut passer au stade supérieur ; tout le monde veut s'organiser et mettre en commun les efforts et les ressources pour lutter au mieux contre l'Etat, qui apparait chaque jour davantage comme un corps parasite dans la société.

Durant les 6 mois qui se sont écoulés, nous avons vu les syndicats au coeur de la bataille, mais aussi les organisations politiques, des collectifs et des groupes de personnes formés par hasard et par affinité. Certains ont un mode de fonctionnement et des règles communes, mais uniquement de manière interne, d'autres non et doivent bricoler sur le moment ; et quand tout le monde se rassemble, il y a un vaste brassage des idées et des manières d'agir. Si l'on n'établit pas des principes fédérateurs de base, cela conduit à la dispersion. Cette dispersion n'est pas là par hasard, elle existe parce que l'Etat et la bourgeoisie qui le dirige ont mené une guerre idéologique pour rendre inconcevable l'organisation des masses et pour atomiser la classe : le principal instrument de domination des exploités est l'individualisme.

L'individualisme, c'est le libéralisme appliqué en politique. Le même libéralisme qui « théorise » que le capitalisme ne peut se développer qu'avec la « liberté individuelle » ; en fait, la liberté de tel individu d'amasser du capital et d'exploiter d'autres personnes, qui elles ont la « liberté » de perdre leur travail ou de voir leur salaire baisser. C'est cette « liberté » vidée de contenu et sans réalité dans la société qui guide toute la production idéologique du capitalisme, qui promeut l'individualisme le plus étroit et le plus destructeur. Dans le quotidien et en politique, l'individualisme nous fait nous comporter comme des égoïstes : recherche de plaisir personnel, calculs d'intérêts étroits, mesquinerie, etc. Cela impacte notre psychisme, car qu'on le veuille ou non on ne peut pas faire abstraction de la réalité dans laquelle on vit. Cette réalité dure à vivre fragilise certaines personnes et les rend malades, et c'est comme ça que le capitalisme ronge la société comme un acide.

La guerre psychologique menée contre nous est une règle du capitalisme. La bourgeoisie, pour continuer de s'engraisser sur notre dos, doit nous convaincre d'adhérer à son projet et donc tordre en permanence la réalité pour la faire correspondre à ses besoins. Le poids de l'individualisme est donc immense : c'est une force d'inertie dans le mouvement social.

Si tout le monde savait qu'il est nécessaire de s'organiser et savait comment faire et quoi faire, nous serions des dizaines de millions en mouvement et ça aucun Etat, aucune force de répression n'y résisterait, et nous établirions une société différente, plus juste, égalitaire. C'est ce que va apporter la Révolution prolétarienne, la véritable démocratie. La difficulté actuelle à surmonter pour les révolutionnaires, c'est de montrer la réalité et de dissiper les illusions de la bourgeoisie, et cela passe à un moment par l'or-

ganisation.

Sur quelles bases repose donc l'organisation, le regroupement d'une foule d'individus déterminés à lutter ? Premièrement, sur le principe d'unité. On le sait, il y a une diversité de points de vue, d'opinions et d'attitudes dès lors qu'on réunit un groupe de personnes, et ce même pour une soirée barbecue. Il faut donc établir un principe de base sur lequel on ne revient pas, un socle solide. L'unité signifie que les divergences sont moins importantes que les convergences. Dans la lutte contre la réforme des retraites, cela signifie que le fait de lutter ensemble contre le gouvernement pose une base unitaire qui rassemble au-delà des divergences politiques : que l'on soit démocrate, non encarté, révolutionnaire, anarchiste ou communiste, tout cela converge dans la même lutte et il ne peut donc y avoir d'exclusion sur ces divergences. Même des personnes qui partagent la même appartenance politique ont des divergences sur beaucoup de sujets. La contradiction entre les idées fait partie de la vie démocratique, et si l'on est à ce point étroit d'esprit que l'on ne supporte pas d'être confronté à d'autres points de vue, il faut se poser une question : est-ce que l'on peut avoir totalement raison seul dans son coin et isolé de la société ? Non, d'aucune manière. Les Assemblées Générales, les réunions tout comme les actions de blocage par exemple, sont l'expression de la volonté unitaire et se produisent malgré toutes les divergences d'opinion, les faits montrent donc que les convergences priment sur les divergences, et les absents ont toujours tort.

La deuxième base solide, c'est la démocratie. Et la démocratie réelle, c'est le débat lié à l'action, elle ne se limite pas au moment où les prises de parole se font dans une Assemblée Générale, un congrès ou une réunion. Ces rassemblements sont des moyens d'exercice de la démocratie : lorsqu'une idée est proposée, elle est débattue, puis il y a un vote et la majorité l'emporte. C'est un principe fondamental, mais ce n'est que le début. Le vote implique qu'il y a une action décidée, et la démocratie c'est aussi qui va faire l'action, comment elle va être appliquée, etc. Il y a donc une nécessité d'avoir des responsables, des personnes déléguées à une tâche, des commissions qui remplissent leurs tâches et donc leur devoir envers la société, leur devoir dans la lutte. C'est sur ce point-là que les choses se compliquent en général, car il existe chez certaines personnes une détestation de la responsabilité, de l'élection de personnes. Cette détestation est légitime quand on regarde l'Etat et tout le cirque parlementaire, mais lorsqu'elle touche à l'organisation du peuple, elle devient un obstacle. On ne peut pas mettre sur le même pied d'égalité des personnes qui touchent un salaire trop bas ou qui sont précaires et qui doivent faire vivre leur famille, et des rentiers ou des carriéristes qui touchent des milliers d'euros (au moins !) pour nous enfumer et qui hantent les couloirs de la haute administration d'Etat. Ce n'est tout simplement pas la même chose. Nous décidons en AG, l'AG est donc souveraine, c'est l'expression de la démocratie ; il est tout aussi légitime de nommer un ou une responsable que de destituer cette personne si elle ne remplit pas sa tâche, il faut donc se baser sur les principes et placer sa confiance dans les masses, plutôt que dans une doctrine qui une

fois appliquée, rompt avec les principes ou brise la confiance. Si cette base là est acquise, alors il existe la possibilité d'unir le peuple de manière démocratique, si les idées sont justes on en verra les effets, si elles sont erronées il faut s'en débarrasser, et il n'y a aucun mal à renoncer à un dogme poussiéreux quand bien même il a pu être un moteur pour réunir des personnes à un moment, la seule question à se poser est : est-ce que ça sert le peuple ?

Quand on milite, c'est la seule question à se poser. Bien souvent, cela remet les idées en place, c'est extrêmement enrichissant. Au contraire, le poids de l'individualisme se manifeste à travers la volonté de faire passer ses idées en force, de ne pas respecter le cadre démocratique, de refuser de se soumettre à la majorité au nom de l'illusion que l'individu (mais c'est aussi valable pour un groupe) est supérieur au collectif. C'est quelque chose qu'il faut combattre fermement avec un esprit d'unité. Lorsque ces conceptions triomphent, il n'y a plus d'unité et chacun peut faire ce qu'il veut, il n'y a donc plus de démocratie car sans unité il n'y a pas de cadre commun c'est l'atomisation de la classe qui est appuyée. Au final, cela sert le pouvoir, qui est satisfait de voir le chaos dans les rangs de ses ennemis. Au lieu de marcher dans la même direction, chacun court à gauche et à droite dans le désordre sans aboutir à rien. Il faut faire le bilan de ça quand on milite, c'est une obligation, sans quoi on reproduit les mêmes procédés stériles qui nous éloignent de notre volonté sincère de lutter.

Enfin, sans un dernier principe fondamental, les deux précédents deviennent des coquilles vides : ce principe, c'est la combativité. Dans la lutte, il est impossible de triompher sans se mouiller, toute lutte, tout combat, implique des pertes. Cela peut paraître sinistre, mais c'est tout le contraire, si on ne contrarie pas le pouvoir il ne peut y avoir de répression. La répression est le signe que nous sommes dans la bonne direction, que nous menaçons d'une manière ou d'une autre le fonctionnement voulu par les capitalistes, que l'on sort du cadre imposé par l'État. La combativité, c'est la capacité à impulser, à aller de l'avant, à prendre des initiatives, à prendre des risques aussi. Plus une lutte manque de combativité et plus cela nourrit le vieil opportunisme qui veut désarmer les masses et les rendre impuissantes, dociles. Combien d'entre nous ont vécu ces horribles réunions de plusieurs heures où les pires fatalistes et casseurs de lutte tenaient le haut du pavé pendant des semaines jusqu'à ce que les réunions ne ramènent plus personne, car les gens comprennent que ce n'est pas là qu'ils obtiendront gain de cause ? La combativité, ce n'est pas uniquement « l'action violente ». Le fait d'envahir une mairie en masse est une action combative par exemple, et il aura fallu chauffer les esprits en amont et montrer que l'on est les premiers à aller au charbon pour en arriver là. Cela bouscule le confort tranquille et la routine militante de personnes qui n'en



Un cortège unitaire de la jeunesse à Saint-Etienne pendant la bataille des retraites

ont rien à faire de la lutte et ne veulent surtout pas que les choses échappent à leur contrôle. Quand on est révolutionnaire, on veut de tout coeur que le mouvement déborde, que la colère puisse s'exprimer et faire trembler le vieux monde sur ses bases. Aucune libération des opprimés ne s'est jamais réalisée dans l'Histoire sans violence, et donc sans combativité. C'est au contraire dans l'adversité que se sont forgés les Louise Michel, les Missak Manouchian, les Patrice Lumumba, et toutes celles et ceux qui ont donné leur vie pour l'émancipation du genre humain.

Nous pensons que ces questions là, ces trois principes de base de la lutte, que nous avons proposé au début du mouvement, doivent être analysées à la lumière des faits. Là où ils ont été appliqués, il y a eu des succès dans la lutte. Là où des Comités de Lutte se sont formés, ils n'ont pu le faire que sur ces bases là, parce qu'il existait une conscience de classe et une maturité politique suffisante pour mettre son individualité au service de la lutte et du collectif. Au fond, c'est la question de la lutte entre les intérêts des exploités et les intérêts des exploités qui sont opposés et irréconciliables, ce sont deux conceptions du monde qui s'affrontent, la conception individualiste et la conception collectiviste. Ces conceptions s'expriment à travers chacun et chacune d'entre nous, que nous en soyons conscients ou non, et la plupart du temps nous n'en sommes pas conscients, c'est involontaire. À notre époque, il est essentiel d'amener ces questions politiques à un niveau supérieur, d'en débattre, de les rendre conscientes, c'est-à-dire pleinement voulues et choisies en connaissance de cause. C'est le marxisme, l'idéologie scientifique du prolétariat, qui nous élève politiquement, et ces 6 mois intenses qui ont fait vibrer le monde le montrent par l'épreuve des faits.

C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie a le marxisme comme ennemi principal et le combat à tous les niveaux : en politique, dans la culture, dans la science, et jusqu'à ce qu'il y a de plus intime en nous. Nous arrivons à un tournant dans le pays, tout le monde le sent jusque dans ses entrailles, et avec ce tournant se pose le choix de répéter les méthodes dépassées ou d'embrasser le nouveau. Dans nos vies, dans nos luttes, le marxisme est quelque chose de nouveau, c'est l'arme des opprimés pour leur libération, il faut la saisir. ■



2ÈME AXE

**LES QUARTIERS PROLÉTAIRES
LA BASE ET LE MOTEUR
DE LA RÉVOLUTION**



La jeunesse prolétaire des quartiers montre la voie

Editorial du n° 10, juillet-août 2023, écrit et publié sur notre site internet à la fin du Grand Soulèvement de juin



Le lâche assassinat du jeune Nahel a déclenché un immense soulèvement spontané de la jeunesse prolétaire la plus pauvre de France. Par milliers, ils se sont insurgés et ont fait trembler le vieux monde, ils ont montré encore une fois l'immense combativité qui anime ceux qui n'ont que leurs chaînes à perdre. Il ne faut pas chercher bien loin le pourquoi d'une telle émotion : l'impérialisme est en décomposition et écrase toujours plus les masses populaires de tout son poids. Il jette toujours plus dans la pauvreté et l'indigence les plus pauvres du pays, qui se concentrent dans les quartiers prolétaires autour des centres métropolitains dégoulinant de richesse. Toute la société est en décomposition et la police, elle aussi, est le reflet de ce phénomène. Le poids de la crise générale du capitalisme a un visage concret pour la jeunesse prolétaire : c'est le flic, arrogant, raciste, bête et méchant ; et les conséquences sont physiques et mentales, elles sont très concrètes : ce sont les contrôles abusifs et ininterrompus, les insultes racistes ou non, les gifles et les humiliations, les tabassages dans les commissariats, et dans les cas extrêmes la torture et la mort. Tout cela se déroule de manière massive et incessante, certains diront d'une manière structurelle ; mais surtout, surtout, cela est systématiquement impuni. Si nous coupons à cela la pauvreté, la difficulté à finir les fins de mois pour nos familles, l'exclusion, la vie « sans débouchés », la honte d'être pauvre, alors nous en arrivons à ce qu'un adolescent devienne un combustible qu'une étincelle peut enflammer.

L'étincelle, qui a été l'assassinat du jeune Nahel, a mis le feu à la plaine sèche de millions de jeunes désespérés. Il a fallu déployer plus de 45 000 hommes et les troupes d'élites pour arriver à contenir les insurgés après cinq jours d'émeutes, qui ont pris la forme de milliers d'actions de guérilla. Seule la violente répression et l'arrestation de milliers de personnes a permis d'étouffer, pour un temps, la rage de vivre. Les insurgés se sont attaqués directement à l'État, des dizaines de commissariats ont été attaqués, plusieurs ont brûlé, de même que les mairies étaient systématiquement prises pour cibles. Écoles, bâtiments des impôts et autres administrations ont complété le tableau. Ils visaient l'État, le Pouvoir, qui est identifié à juste titre comme le problème, et à travers tout cela le vieux monde d'exploitation. Personne dans notre camp ne devrait s'indigner face aux écoles qui brûlent : l'école n'est pas sainte, elle fait partie du problème en transmettant les valeurs et normes de la société bourgeoise. La colère de chaque gamine humiliée qui doit retirer son foulard lui fait bien comprendre qu'elle « n'est pas exactement d'ici », et se multiplie par mille au contact de la misère généralisée aux pieds des tours.

Aux attaques répétées et extrêmement déterminées de la part des émeutiers contre le problème de toute la jeunesse (l'État et les flics), il faut ajouter une immense vague de pillage où la jeunesse est venue récupérer ce que les capitalistes exproprient au prolétariat. Dans un pays hautement développé où la marchandise est partout et en grande quantité, mais où les plus



Des jeunes repoussent les forces de police, noyés dans les gaz lacrymogènes, à Nanterre

pauvres ne peuvent en profiter par manque d'argent, des phénomènes de redistribution de ce type sont engendrés quand le moment se présente. Le pillage est d'ailleurs vécu par la classe dominante comme plus grave que les attaques contre les flics et l'État, car il touche directement au cœur du capitalisme, à l'expropriation (au vol, donc) de la richesse collective par la minorité de bourgeois. C'est pour cela que qu'une partie des politiciens tente de séparer la « bonne révolte » due à l'assassinat du jeune Nahel – c'est-à-dire les attaques directes contre l'État -, de la « mauvaise révolte », celle contre le capitalisme, qui s'incarne dans la marchandise. Le prolétariat se fait voler au quotidien par le patron, venir récupérer notre dû de temps en temps est logique ; notons que cela semble plus efficace que la lutte syndicale actuelle. Si nous regardons bien les pillages, nous verrons que les masses se sont même attaquées aux supermarchés, et notamment aux supermarchés discount ; tout cela révèle la pauvreté dans laquelle se trouve plongée une partie de la population.

La jeunesse prolétaire a montré son grand sens du combat, avec des forces de l'ordre qui ont été dépassées par les techniques de guérilla, notamment le fait de ne pas rester sur des points fixes mais de bouger en permanence. Les quelques actions armées de tirs directs sur les forces de l'ordre et les bombes ou apparentés sur les commissariats ont montré au monde que les masses populaires de France sont prêtes pour la guerre révolutionnaire. La jeunesse prolétaire n'est pas restée isolée, de nombreuses manifestations de soutien ont eu lieu, certaines réprimées par la force, et le soulèvement a touché les centres-villes ; fait notable, cette fois la jeunesse révolutionnaire était présente dans le mouvement car vivant, luttant et travaillant elle aussi dans les quartiers.

Karl Marx commenta que l'écrasement de la Révolution ouvrière de juin 1848 créa « la scission de la nation française en deux

nations, la nation des possédants et la nation des travailleurs. » C'était le début de la longue guerre civile qui dure jusqu'à aujourd'hui, qui est tantôt ouverte et brûlante, tantôt endormie mais toujours présente. Les journées de fin juin 2023 sont un nouvel épisode de cette guerre civile. Il n'y a de « *guerre ethnique* » que pour ceux qui nient la lutte des classes, la « *nation des travailleurs* » étant notamment constituée des masses des quartiers prolétaires, composées principalement de descendants d'africains ; elle est la nouvelle France en gestation, et elle s'oppose antagoniquement à la vieille France qui doit disparaître, celle des possédants. Alors oui, nous sommes en accord avec les réactionnaires qui disent que le pays est au bord de la guerre civile, et nous nous en réjouissons car cela signifie pour le prolétariat l'avènement du nouveau monde alors que le bourgeois, lui, ne peut que trembler car cela sonne le glas de son existence de parasite.

Plus que jamais, les forces révolutionnaires doivent fusionner avec les masses des quartiers prolétaires qui sont, et c'est une vérité transcendante aujourd'hui, le moteur et le combustible de la Révolution. L'autre nécessité, qui est la principale, c'est reconstituer l'État-major de la Révolution, le Parti du Prolétariat car il n'a jamais été aussi clair lors de ces journées (et nuits) que ce qui a manqué, c'est une direction politique, orientant le torrent impétueux des masses populaires enrégées par la misère vers la conquête du Pouvoir. Ces deux nécessités sont en accord avec la situation révolutionnaire en développement que connaît la France et qui s'accroît de jour en jour.

Le Comité de Rédaction de Nouvelle Epoque ■

La police tue : les quartiers ont raison de se révolter !

Article publié sur notre site internet au lendemain de l'assassinat de Nahel, fin juin 2023.



Graffiti à Lyon 8^{ème}, à proximité du poste de police

Au matin du mardi 27 juin, un jeune homme de 17 ans au volant d'une voiture fait l'objet d'un « banal » contrôle policier, il s'appelle Nahel. Depuis le début de l'altercation, les flics sont virulents et n'hésitent pas à mettre des coups de crosse au conducteur ; pourtant, la fenêtre est baissée et Nahel est à l'arrêt. Le ton monte chez les policiers, ils crient à plusieurs reprises qu'ils vont « tirer » et lui « mettre une balle dans la tête ». Les chiens tirent. Nahel, 17 ans, jeune de quartier prolétaire, est assassiné de sang-froid.

Les médias se sont alors emparés directement du drame pour faire de l'audience, invitant comme toujours les pires crapules sur leurs sales plateaux. En boucle sur toutes les télévisions et radios, on nous explique que Nahel a mérité sa mort, qu'il était un « *délinquant multirécidiviste* », qu'il essayait de « *rouler sur le policier* ». Mais cette fois, le manège bien huilé a rencontré un problème : la scène a été intégralement filmée, sous plusieurs angles, par des témoins. Et tous les mensonges policiers, que leurs larbins ont repartagé partout, tombent à l'eau. Tout est faux, sans exception... même le casier judiciaire qu'ils ont inventé à ce jeune.

Alors la colère explose. Encore des mensonges. Encore des pourritures qui se couvrent entre elles. Encore des politiciens qui récupèrent les drames. Encore un jeune qu'on perd. C'est trop et depuis trop longtemps dans nos quartiers prolétaires, qui subissent le traitement de la matraque et du flashball au jour le jour.

Dans une grande partie des quartiers d'Ile-de-France et même dans le reste de la France en soutien, des révoltes s'organisent : tirs de mortiers et de feux d'artifices, barricades, cocktails molotov, tout est utilisé pour combattre et résister face à la police. Les affrontements durent toute la nuit et sont particulièrement violents, parsemés d'arrestations, de blessures graves et de lynchages en règle ; contrairement aux mensonges déversés par les propagandistes de l'État, personne ne se révolte pour s'amuser, et là rien ne saurait être plus sérieux. Surtout, on a pu

observer quelque chose de mémorable : les masses se sont organisées pour mener la lutte. Tandis que les jeunes descendent au contact et attaquent, d'autres plus âgés restent derrière pour ravitailler en munitions ; les mamans se postent aux fenêtres pour avertir des mouvements de la police et tout un quartier se met en branle contre son ennemi de tous les jours. Des habitants d'autres quartiers de la banlieue parisienne vont même venir apporter leur aide à Nanterre, convergeant vers le centre des émeutes. Les forces policières, pourtant surarmées et surentraînées, ont dû battre en retraite à plusieurs reprises, reculant sous l'assaut des masses. Toute la haine de classe justifiée qui anime ces masses en lutte, nous pouvons la ressentir à la vue des images.

Les réactions politiciennes ne se sont pas fait attendre, les habitués chiens de garde du système appellent au « *calme* » et à la « *vérité* », tandis qu'ils propagent le chaos et le mensonge. La fausse « *opposition* » « *de gauche* » elle, essaye de se placer en pole position pour récupérer l'affaire, et n'appelle pas ouvertement à se révolter ; ils sont pour une « *bonne police* », ils défendent l'ordre de la bourgeoisie qui massacre. Et d'ailleurs, ils sont complètement déconnectés des masses des quartiers, car nous le voyons chaque jour de nos propres yeux en vivant, travaillant et luttant avec elles : elles ont soif de révolte, elles n'attendent que l'étincelle et le plan pour retourner le pays.

C'est pourquoi Nouvelle Epoque, en tant que média indépendant présent au quotidien dans les quartiers pour suivre leurs luttes, se place entièrement au côté des révoltes en cours. Nous appelons à nous organiser plus en avant, à développer la résistance par tous les moyens possibles et à tout faire pour obtenir la justice. Il n'y aura pas de changement sans rébellion, montrons au vieux monde que le nouveau se trouve dans les quartiers ! Comme pendant les Grandes Révoltes de 2005 : **on a raison de se révolter ! ■**

La police et la justice main dans la main pour écraser la révolte des banlieues

Article publié sur notre site internet après le Grand Soulèvement de juin 2023.

Face aux révoltes ayant suivi la mort de Nahel, la justice s'est montrée implacable et les peines prononcées sont particulièrement lourdes. C'est l'illustration la plus flagrante d'un élément central du rôle de l'institution judiciaire : être au service de la police dans sa mission de répression.

Les peines tombent les unes après les autres : un an par ci, six mois par là. Le mot « ferme » revient à de nombreuses reprises, et le terme « mandat de dépôt » également. Au total, 350 personnes ont déjà été jetées en prison depuis le début des révoltes, il y a seulement une semaine. Les comparutions immédiates s'enchaînent, et dans certains tribunaux, les audiences ne durent pas plus de vingt minutes par affaire.

Il s'agit là de l'application des consignes de fermeté données par le gouvernement. Envolé le mythe de l'indépendance de la justice, le ministère de la justice a en effet demandé aux procureurs dans une circulaire du 30 juin une réponse « *rapide, ferme et systématique* ». Le ministre a également plaidé pour un usage massif de la comparution immédiate et de celle sur reconnaissance préalable de culpabilité, afin d'expédier les affaires le plus rapidement possible. En outre, la circulaire incite les procureurs à engager le maximum de poursuites pour « *participation à un groupement en vue de la préparation de violences ou de dégradations* ».

Ces trois préconisations du ministère esquissent une stratégie de répression particulièrement intense. Le motif de participation à un groupement en vue de la préparation de violences ou de dégradations étant particulièrement flou, il permet d'arrêter quasiment n'importe qui. Le caractère systématique des poursuites exigé par le ministère permet de multiplier les procédures. Enfin, les comparutions immédiates servent à expédier rapidement les affaires, tout en empêchant au maximum les accusés de préparer leur défense avec leurs avocats. L'objectif est également que les procès aient lieu tant que l'émotion liée aux révoltes est encore forte dans une partie de l'opinion publique, et ainsi légitimer des condamnations particulièrement lourdes. Ces trois éléments cumulés visent ainsi à permettre un maximum d'arrestations et d'incarcérations pour briser le mouvement de révolte et faire peur.

CHAQUE CONDAMNÉ PREND POUR TOUS LES AUTRES

La justice, prétendument indépendante, se plie à ces exigences. L'interdiction faite au pouvoir politique de donner des consignes aux procureurs dans des affaires individuelles est contournée par des consignes collectives, comme celles citées plus haut. Les magistrats du siège – ceux qui jugent et prennent les décisions finales – se montrent quant à eux si sévères dans leurs décisions qu'il est désormais évident pour tout le monde que celles-ci sont prises en fonction des intérêts du gouvernement, et plus largement de l'État bourgeois. En effet, les placements en détention provisoire pleuvent, y compris pour des individus au casier vierge. Les peines, quant à elles, suivent bien souvent les réquisitions des procureurs, avec des mandats de dépôt qui tombent les uns après les autres. Parfois jusqu'à l'absurde, comme pour cet homme de 28 ans condamné à dix mois

de prison ferme et immédiatement incarcéré après avoir volé une seule canette de Red Bull le 29 juin à Marseille.

Face à une révolte de grande ampleur, la justice en oublie ainsi ses propres principes, notamment celui de l'individualisation des peines : chaque participant aux révoltes arrêté et jugé prend pour tous les autres. Près de 11 % des personnes arrêtées sont déjà passées derrière les barreaux, alors que de nombreux procès n'ont pas encore eu lieu. Le message est clair, il ne s'agit pas de juger chaque cas spécifiquement et uniquement pour les faits commis, mais bien de juger le mouvement de révolte dans son intégralité afin d'envoyer un message. Une situation parfaitement résumée par le procureur lors d'une audience à Strasbourg, dans des propos rapportés par Rue89 Strasbourg : « *Cette vague de violence est socialement inacceptable et n'a rien à voir avec la mort du jeune Nahel. Ce sont des attaques aux valeurs qui font la République.* » À elle seule, cette phrase illustre la peur des autorités : voir la révolte dépasser largement le cas de Nahel et attaquer les fondements mêmes de l'État capitaliste français.

EN PÉRIODE DE CRISE, L'ÉTAT MONTRE SON VRAI VISAGE

La particulière sévérité avec laquelle la justice a expédié ces affaires illustre la nécessité pour l'État de régler la crise engendrée par le meurtre de Nahel. Si en période normale, hors mouvement social, la justice peut se permettre de juger individuellement chaque cas, et de respecter – au moins dans certains cas – ses principes, comme celui de ne pas condamner sans preuves ou aveux, en période de crise, la priorité change. C'est dans ces périodes de crise intense que le pouvoir et toutes ses composantes, y compris la justice, montre son vrai visage.

Ces derniers jours, nous avons toutes et tous pu voir que la justice est au service de la police. Elle est ainsi un élément de l'arsenal répressif étatique. Son indépendance, toute relative habituellement, a volé en éclats, et les juges ont fait exactement ce que l'État attendait d'eux. Loin de comprendre les raisons des révoltes et envisager des peines légères en raison du contexte d'intense colère, les juges ont choisi de participer, activement et avec zèle, à la répression. Le gouvernement, de son côté, a choisi la même voie. Aucune loi d'amnistie pour les milliers de participants aux révoltes n'est à l'ordre du jour, bien au contraire. C'est là toute l'illustration d'un changement d'époque depuis quelques années : si l'État pouvait encore jouer l'apaisement face aux grands mouvements sociaux et aux révoltes populaires, comme l'avait par exemple fait Chirac en 2005 dans une allocution télévisée après la mort de Zyed et Bouna, le climat est aujourd'hui tellement tendu et les luttes tellement intenses en France que cela n'est plus possible. Les menaces proférées par Emmanuel Macron et son gouvernement à l'encontre des parents des participants aux révoltes en sont la parfaite illustration. ■

Solidarité avec ceux qui payent le prix !

Article publié en juillet 2023 dans le journal international Red Herald, recensant les actions de soutien aux révolutionnaires et masses emprisonnées durant le Grand Soulèvement de juin, faites dans le monde entier. L'article ici présent n'est pas exhaustif, la totalité des actions est trouvable sur notre site internet ; ici, des actions en Allemagne, au Danemark, en Colombie, au Mexique et en Autriche.

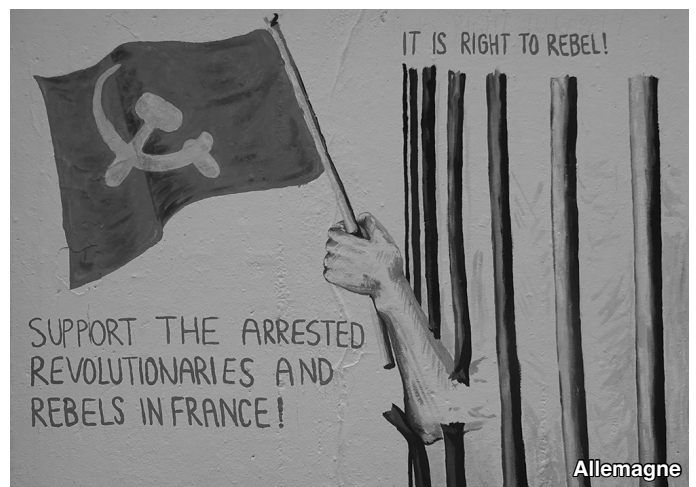
Nous avons déjà fait état de la rébellion des masses en France suite à l'assassinat du jeune Nahel. Le ministre français de la Justice, Eric Dupond-Moretti, a annoncé que plus de 700 personnes avaient été condamnées à des peines de prison dans le cadre du soulèvement de masse de fin juin. Plus de 95 % des accusés ont été condamnés. Dupond-Moretti a souligné la nécessité d'une réponse ferme et systématique pour rétablir l'ordre national.

Personne ne devrait s'étonner ou se faire d'illusions dans des procès dits «équitable». La justice de classe exécute la terreur blanche comme réponse pour effrayer les révolutionnaires et les masses. Mais lorsque vous êtes un enfant de 11 ans qui ose combattre la police anti-émeute française, quel juge pourrait vous effrayer ?

Nous avons vu que la rébellion a franchi les frontières nationales de l'État français avec l'esprit de l'internationalisme prolétarien :



Allemagne



Allemagne



Colombie



Danemark



Danemark



Allemagne



Danemark



Mexique



Mexique



Autriche



Autriche

Le point de vue féminin révolutionnaire sur les événements de juin

Texte du Comité Féminin Populaire (CFP), envoyé à notre rédaction fin août 2023

27 juin 2023 : la police assassine Nahel, un jeune homme de 17 ans, un enfant. Le jeune homme, élevé par sa mère, a été condamné à mort par un agent de police pour un contrôle routier. Ce meurtre n'est pas anodin, c'est une attaque non pas contre une femme célibataire et son enfant, mais contre la jeunesse des quartiers, contre la jeunesse du prolétariat. C'est l'État bourgeois qui chaque jour assassine le prolétariat et sa jeunesse, au travail et dans les quartiers.

Suite à la mort du jeune Nahel, la jeunesse se soulève, fait face à la violence d'État, et rend coup pour coup. Face à la juste révolte des masses, les médias bourgeois se déchainent, défendant corps et âme les forces de police et l'État réactionnaire. La presse bourgeoise, en grande majorité détenue par les milliardaires monopolistes (Bolloré, Arnault, Bouygues, Lagardère...), se débat pour prouver que la violence des « émeutiers » est disproportionnée, pour trouver un autre coupable que la classe bourgeoise meurtrière.

Les discours s'enchaînent et se ressemblent. Les jeunes sont dépeints comme des « jeunes de banlieues », des racailles qui se déchainent contre tout et rien, et surtout contre une République qui leur aurait tout donné. Mais nous savons bien ce que la République nous donne : la faim, le froid, la maladie et la mort. Le système est moribond, tout le monde le sait, le seul choix qui nous reste à faire est simple : le choix du révolutionnaire ou le choix du réactionnaire. Nous pouvons choisir de nous résigner, de nous dire que le changement n'est pas possible, que nous pouvons seulement espérer de brefs et superficiels aménagements d'un système en décomposition. Nous pouvons aussi nous battre pour détruire ce système moribond. Qu'il soit réfléchi en profondeur ou non, c'est ce choix qu'a fait la jeunesse. Mais rien ne pourrait expliquer ce choix à la bourgeoisie réactionnaire.

Puisqu'il faut bien trouver un coupable, la bourgeoisie pointe du doigt les mères de familles, souvent seules à assumer l'éducation de leurs enfants, expliquant la juste révolte des masses par un manque d'éducation. L'État appelle à la responsabilité des parents, leur rappelle « *qu'il faut tenir leurs gosses* » (Éric Dupont-Morreti).

« *Parce que ce n'est pas à la Police Nationale ou à la Gendarmerie ou au maire ou même à l'État de régler le problème quand un enfant de 12 ans met le feu à une école.* » (Gerald Darmanin) Qu'en est-il lorsque plusieurs milliers de gamins partout en France mettent le feu ? Comme toujours la bourgeoisie se débat et cherche toutes les portes de sortie possible pour éviter d'assumer ce qui est de son fait seul : la misère et la révolte qui l'accompagne.



Ces déclarations annonçaient la suite : expulsions arbitraires des familles des émeutiers, peines de prisons exemplaires pour les révoltés, passage à tabac dans les rues par les policiers en uniforme. L'État et ses criminels en col blanc (ou en uniforme) ne se cachent plus - pour tenir leurs murs qui s'effondrent ils doivent s'armer, assassiner.

Mais n'en déplaisent aux médias bourgeois, les femmes prolétaires, qui élèvent souvent seules leurs enfants sont des combattantes. En tant que telles ce sont des combattantes que nous forgeront toujours plus pour défendre notre classe face aux attaques de la bourgeoisie. Nous l'avons vu : dans les marches pour la justice, ce sont les mères de Nahel, de Mohamed, de tous les autres, ce sont leurs sœurs, ce sont les femmes qui tiennent la première ligne. Ce sont les femmes qui sont accusées des débordements de leur entourage. Mais ne prenez pas nos marches pour la justice pour ce qu'elles ne sont pas, ne prenez pas nos appels au calme pour des appels à la paix. Si nous marchons ce n'est pas pour la justice bourgeoise, nous savons qu'elle ne nous est pas destinée, qu'elle vise à punir ce qui effraie la République bourgeoise, à étouffer la révolte.

Devant les tribunaux engorgés après l'appel de l'État à être intransigeant, une fois de plus nous sommes seules, comme nous sommes seules quand nos enfants meurent sous les coups de la police ou des matons. La justice, nous la ferons et nous serons nous aussi, intransigeantes.

**Se lever contre un système agonisant n'est pas un crime,
nous avons raison de nous révolter !
Défendons nos enfants, organisons-nous dans nos quartiers !
Combattante, rejoins le Comité Féminin Populaire ! ■**

LA CRISE, LA REACTIONNARISATION ET LA REVOLUTION – SUR LE GRAND SOULEVEMENT DE JUIN 2023

Texte du Mouvement Révolutionnaire de Défense du Prolétariat, publié sur le blog "Au Service du Peuple" en juillet 2023



Émeutes suivant la mort de Nahel

Durant sept jours, la France a connu le plus grand soulèvement des Quartiers Populaires depuis des décennies, dépassant celui de 2005. Ces quartiers concentrent toutes les contradictions du vieux monde et portent le nouveau dans leurs entrailles. C'est là que vit le Prolétariat le plus profond, c'est là que doivent être les Communistes.

*La France affronte une situation révolutionnaire en développement inégal, ce qui se confirme chaque jour un peu plus dans les faits. Cette révolte massive et extrêmement combative, qui a eu sans aucun doute un caractère insurrectionnel, est la confirmation absolue de l'analyse développée par la Ligue Communiste Internationale (L.C.I.). Non seulement ce soulèvement de la jeunesse prolétaire (parfois très, très jeune) la plus profonde est hautement politique, mais de plus le niveau d'intensité a été tel que des actions armées ont visé directement et physiquement les forces de l'ordre réactionnaire. Ce glorieux soulèvement montre et démontre que les Quartiers Populaires sont **la base et le moteur de la révolution en France**, et que le travail politique en leur sein est le cœur de tout processus de Reconstitution de l'État-major du prolétariat, qui est la nécessité historique, et qui se révèle chaque jour un peu plus comme une urgence.*

LA SITUATION EN DÉVELOPPEMENT : REACTIONNARISATION ET RÉVOLUTION

Les réactionnaires et opportunistes veulent faire de ce soulèvement un problème ethnique, alors que le cœur du problème est l'impérialisme en décomposition qui écrase toujours plus les

masses ; que cela soit économiquement (chômage massif et travaux les plus pénibles), politiquement (police raciste et ultraréactionnaire), socialement (40 % de pauvreté dans les Quartiers Prolétaires) ou culturellement (comme Prolétariat écrasé par les valeurs petites-bourgeoises et avec la négation des droits religieux). Il n'y a pas de problème de « race », comme le rabâchent les réactionnaires, mais un problème de classe, c'est-à-dire de savoir qui dirige la société, et donc qui capte la richesse issue du travail. Il n'y a pas de « *problème culturel d'intégration* » mais un seul problème : celui de la dictature des monopoles qui, via son Etat, entrave le développement des forces productives nationales ET celles des pays semi-colonisés, principalement de l'Afrique francophone.

Bien entendu, comme Communistes, nous affirmons que le Prolétariat de France est le résultat du processus historique de lutte des classes dans le pays, du développement et de la décomposition de l'impérialisme. L'impérialisme Français a empêché, par le colonialisme direct, puis par le semi-colonialisme, le développement des forces productives dans les pays du tiers-monde – principalement pour la France, l'Afrique arabo-noire. Le mode de production semi-féodal, maintenu par l'impérialisme, a empêché le développement des forces productives, et permis l'apparition du capitalisme bureaucratique, laissant les nations du tiers-monde dans une violente arriération économique, politique, sociale et culturelle. La nouvelle lutte de repartage du monde ne fait qu'accentuer la crise du capitalisme bureaucratique (capitalisme des pays semi-colonisés), et les masses plongées dans la guerre et la misère n'ont plus comme seule porte de sortie que la révolte ou l'immigration. Bien que l'immigration (très ancienne en

France) possède d'autres facteurs (transition démographique avant l'heure, guerres impérialistes, etc.), **le principal facteur est l'impérialisme et son État qui irradie et écrase bien au-delà des frontières nationales.** L'immigration est donc un problème social directement causé par la société impérialiste parasitaire.

Pour un Communiste, celui qui participe à la production fait partie du Prolétariat de France, car ses intérêts sont directement liés à la vie sociale du pays, et donc à la Révolution Proletarienne. Le grand soulèvement l'a montré matériellement, le Prolétariat est une classe unique et ce peu importe ses origines, ses différences culturelles, sa couleur de peau ou sa religion ; le centre, c'est sa place dans les rapports de production entre le travail et le capital. Politiquement, nous luttons contre l'atomisation du Prolétariat causé par les révisionnistes et servant directement la bourgeoisie ; nous regardons chaque prolétaire pour son action sociale, et rien d'autre.

Le prolétariat est la nation en gestation de demain, car c'est la bourgeoisie qui a séparé la nation des possédants de la nation des travailleurs après le massacre de juin 1848. Seule la Révolution Socialiste créera une unité supérieure et une nouvelle culture nationale, c'est-à-dire socialiste ; une nouvelle nation, supérieure à l'actuelle, *par le centralisme prolétarien conscient, démocratique, en opposition au centralisme bourgeois, militaire, bureaucratique* (Lénine). La division, c'est la bourgeoisie, et l'unité nationale, c'est le Prolétariat.

Ce gigantesque Soulèvement a montré à la France entière que le slogan « *tout le monde déteste la police* » est une réalité matérielle dans le Prolétariat le plus profond, reflet des violences et vexations quotidiennes et massives. Le flic raciste, idiot, brutal, arrogant, tortionnaire et meurtrier si besoin est, est le reflet de la situation de l'institution policière, et donc du pouvoir. Dans l'œuvre de Lénine, *l'État et la Révolution*, nous devons analyser les citations d'Engels, où il « *développe la notion de ce "pouvoir" qui s'appelle l'État, pouvoir issu de la société, mais se plaçant au-dessus d'elle et lui devenant de plus en plus étranger. Ce pouvoir, en quoi consiste-t-il principalement ? En des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc. Nous avons le droit de parler de détachements spéciaux d'hommes armés, parce que la force publique propre à tout État "ne coïncide plus directement" avec la population armée, avec l'"organisation armée autonome de la population"* ». L'État prolétarien sera l'organisation autonome de la population comme « *mer armée des masses* ».

La police et l'armée sont donc la colonne vertébrale de tout État de dictature de la bourgeoisie, nous pouvons même dire que c'est l'État bourgeois dans *le plus pur* sens du terme. Donc, les hommes armés qui composent ces « *détachements spéciaux* » coïncident de moins en moins avec la société, reflet du retour de l'antagonisme ouvert, c'est-à-dire de la lutte des classes aigüe. Le « *mal-être* » de la police n'est que le reflet de sa situation de bras armé de la bourgeoisie monopoliste ; de ce fait, la population ne peut que les haïr, tôt ou tard. Le flic n'est plus du Peuple et ne sera jamais de la bourgeoisie, mais il la sert, il ne lui reste donc que la corporatisme à outrance et la politisation partisane. Le communiqué ultraréactionnaire des syndicats de police corporatistes Alliance et UNSA appelant à la sédition n'est qu'un cri de désespoir face à cette situation qu'ils ne peuvent pas comprendre – et de toute manière, qu'ils ne désirent pas comprendre. C'est une « *sédition* » du gouvernement, mais pas de l'État, car la police et l'armée, comme nous l'avons dit, sont la colonne de l'État. Il faut bien sûr s'opposer fermement aux vellétés putschistes, car elles ne peuvent que s'accroître avec le développement de la Révolution. Engels développe plus en profon-

deur sur l'État et nous explique que « *Ce pouvoir exécutif – L'Etat –, avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec sa machine étatique complexe et artificielle, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée d'un demi-million de soldats, effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité qu'il aida à renverser.* » La première Révolution française a développé la centralisation, « *mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental. Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'État* ». La monarchie légitime et la monarchie de Juillet « *ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail...* ».

Aujourd'hui, ce parasite qu'est l'État de la dictature des monopoles écrase encore plus la société. Le régime Gaulliste de la Ve République est la version de l'État bonapartiste à l'heure de la décomposition impérialiste. Il fut l'instrument de la conjuration de la crise issue de la décomposition du colonialisme, et le grand restructurateur économique (sur des bases économiques encore « *saines* »), aujourd'hui, rien ne prouve qu'il soit adapté à la décomposition du semi-colonialisme et à la nécessité d'une restructuration massive (sur des bases pourries).

L'État en France est un parasite qui écrase toute la société. Il y a aujourd'hui 5 millions de fonctionnaires ou assimilés qui suce le sang du prolétariat jusqu'à la moelle pour, et nous le voyons aujourd'hui de plus en plus clairement, assurer l'unique bon fonctionnement de « *ces détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc.* », ce qui passe par la captation de la richesse produite par le Prolétariat, par l'impôt direct et indirect, et qui vise à pérenniser l'ordre des monopoles et, en dernier recours, à assurer leur survie.

Mais cette crise de régime ne signifie pas l'effondrement de l'État, comme nous l'explique Karl Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* :

« *La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. Tous les bouleversements n'ont fait que perfectionner cette machine au lieu de la briser [souligné par nous]. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considèrent la conquête de cet immense édifice d'État comme la principale proie du vainqueur* »

Il faut donc comprendre que l'État va se renforcer d'une façon ou d'une autre avec le développement de la lutte des classes dans le pays, reflet de la situation mondiale. C'est cela que nous nommons la réactionnarisation, que nous définissons comme :

« *Le renforcement de l'Etat – aujourd'hui l'Etat de la dictature des monopoles, c'est-à-dire de la classe bourgeoise monopoliste principalement – en période de crise – c'est-à-dire de lutte des classes –, au service de la restructuration du capitalisme monopoliste et de ses intérêts – c'est-à-dire la lutte pour le repartage colonial du monde -, processus qui pave la voie au fascisme mais qui n'en est pas encore.* »

Comme colonne vertébrale, l'Armée interviendra tôt ou tard dans la vie politique du pays, en tant que garante de la stabilité de l'État et de sa restructuration. Il n'y a pas d'armée « *républicaine* » mais « *un détachement spécial d'hommes armés* », garant de la société de classe, comme nous l'explique le Président Gonzalo :

« *Il faut établir une différence entre système de l'État et système*

de gouvernement qui sont les deux parties d'une unité ; le premier représente la place qu'occupent les classes à l'intérieur de l'État et la deuxième la façon selon laquelle s'organise le Pouvoir, comme nous l'a enseigné le Président Mao, qui souligne que l'essentiel est de définir le caractère de classe de l'État, car les formes de gouvernement que l'on introduit peuvent être civiles ou militaires, avec des élections ou de facto, démocrates-libérales ou fascistes et que toutes représenteront toujours la dictature des classes réactionnaires. »

C'est-à-dire que le caractère de classe de l'État français est clair, il défend les intérêts de la bourgeoisie, et aujourd'hui la forme de gouvernement est « démocrate-libérale » avec des tendances bonapartistes de plus en plus fortes. Nous pouvons faire tomber le gouvernement, voir le système de gouvernement sans toucher au caractère de classe de l'État. C'est pour cela qu'il ne suffit pas de prendre l'appareil d'Etat, mais qu'il faut le détruire et le remplacer par un État de type nouveau, prolétarien. ET c'est aussi pour cela que tout le bal des opportunistes et révisionnistes autour des élections est une farce nauséabonde.

« L'opération Ronce » qui est le plan (réel ou supposé) militaire d'intervention directe dans les Quartiers Prolétaires, **sera aussi le premier pas d'une intervention politique directe de l'Armée.** L'État-major, bien que n'ayant pas pris position sur l'existence d'un tel plan, ne l'a pas non plus nié, et a rappelé très justement que l'Armée peut intervenir « si les moyens dont dispose l'autorité civile sont estimés inexistantes, insuffisants, inadaptés ou indisponibles ». Cet engagement se ferait en réponse à une crise majeure. Surtout que le travail de mobilisation réactionnaire porte ses fruits, comme le montre le sondage CSA commandité par CNEWS, datant du 30 juin, qui révèle que 70 % des Français sont favorables à l'envoi de l'Armée pour rétablir l'ordre dans les Quartiers Prolétaires. Nous savons pertinemment que chez les Hauts-gradés, l'idée d'une intervention « si la Patrie est en danger » (c'est-à-dire l'État, donc l'ordre capitaliste) n'est pas un fantasme, mais une réalité concrète, exprimée très clairement dans la lettre de démission du Général de Villiers par exemple. De Gaulle l'exprimait déjà en ces termes : défendre la République, la Nation mais avant tout l'État (donc le système de l'État, son caractère de classe), c'est-à-dire la dictature des classes réactionnaires, de la grande bourgeoisie monopoliste.

La réactionnarisation est l'option actuelle pour maintenir le système de gouvernement, celui de la démocratie libérale, qui est pour les classes dominantes le meilleur compromis. Comme nous l'avons dit, tout cela prépare le terrain pour le fascisme, qui viendra quand la Révolution se sera développée largement et touchera le système de l'État, c'est-à-dire directement le caractère de classe de la société. C'est-à-dire quand la lutte des classes sera mature et que le Prolétariat bataillera dans une réédition de la Commune de Paris pour la conquête et la destruction de l'Etat bourgeois, afin d'établir l'État de Dictature du Prolétariat.

Face à tout cela, l'application de la clandestinité, du secret de tout, **mais aussi de nos apparitions comme Communistes, sont des nécessités vitales, directement liées à la Guerre Révolutionnaire.** Plus que jamais, les Communistes sont les ennemis stratégiques du vieil État, plus que jamais nous devons suivre l'adage « que les Masses sachent ce que l'Etat ignore ».

LE PRINCIPAL DU GLORIEUX SOULÈVEMENT DE JUIN

Pour la première fois depuis des décennies, des Communistes en formation guidés par le Marxisme-Léninisme-Maoïsme, principalement le Maoïsme, et les apports de validité universelle du

Président Gonzalo, ont été au cœur des émeutes et ont été sollicités par les Masses pour mener des actions de haute intensité contre les forces de l'ordre réactionnaire ; ils ont, aussi, participé à la mobilisation dans les quartiers pour la solidarité avec les insurgés.

Nous l'affirmons, c'est là, dans ces quartiers abandonnés de tous que naît la Nouvelle France, celle, rouge et étincelante, de la Dictature du Prolétariat, et surtout, en premier lieu, de la Guerre Révolutionnaire, celle de la Commune Immortelle. Comme nous l'a enseigné si poétiquement le Président Gonzalo : « **La pauvreté n'est pas un opprobre, au contraire, elle doit être „célébrée“** ». C'est pour cela que nous célébrons ce Soulèvement comme combustible et terreau de la Révolution socialiste, que nous devons prioritairement organiser politiquement, et cela dès aujourd'hui. Tout cela confirme que « *Les masses sont la lumière même du monde... elles sont la fibre, la palpitation inépuisable de l'histoire... Quand elles parlent tout tremble, l'ordre chancelle, les cimes les plus hautes s'abaissent, les étoiles prennent une autre direction, parce que les masses font et peuvent tout.* » Les masses font l'histoire, c'est un de nos grands principes. Le PCP nous « *signale le rôle politique des masses, la lutte pour le Pouvoir à travers la guerre populaire que la lutte revendicative doit servir.* » Le Président Gonzalo nous dit que nous devons « *Tout construire en fonction de la guerre populaire actuelle ou potentielle* ». C'est-à-dire que la préparation à la Guerre commence dès maintenant, que chaque pas, chaque position à conquérir doit avoir comme but le Déclenchement.

Parler du problème des Quartiers Prolétaires, c'est parler du problème de la dictature des monopoles en décomposition, qui écrase toujours plus les masses les plus exploitées, et qui les poussent à la rébellion spontanée – et c'est parler du problème militaire, **car c'est dans ces Quartiers Populaires que se trouve la base et le moteur de la Guerre Révolutionnaire**, là où les masses les plus profondes n'ont que leurs chaînes à perdre, **où la spontanéité exige d'être dirigée.** Parler du problème militaire c'est parler du problème du Pouvoir, de l'État Nouveau, c'est-à-dire de la dictature du Prolétariat qui naîtra **du développement de la Guerre Révolutionnaire dans ces quartiers profonds** sous la forme de Comités et Assemblées Prolétaires clandestines, auxquels nous arriverons par la Révolution Socialiste que dirige le Prolétariat à travers son Parti, le Parti Communiste, **c'est-à-dire que nous parlons de la nécessité de la Reconstitution.** Donc, la question des Quartiers Populaires, c'est une partie de la question du Parti, donc de la forge d'une Direction, de la Guerre Révolutionnaire, et donc de la Reconstitution, **principalement aujourd'hui de la Reconstitution.**

Les Masses profondes, mais aussi une partie de la classe ouvrière organisée et de la petite-bourgeoisie, sont aujourd'hui prêtes à la Guerre Révolutionnaire. Il est clair et limpide que les différents soulèvements passés et présents ont manqué d'une Direction, c'est-à-dire du Parti Communiste de type nouveau, guidé par le Maoïsme. **Les Masses les plus profondes, principalement, sont prêtes pour la lutte armée.** Des actions par armes à feu et couteaux ont directement visé la police. Le bilan est clair et sans appel, le ministère de l'Intérieur a recensé 808 blessés parmi les forces de l'ordre, 269 attaques de locaux de police ou de gendarmerie, 1 105 bâtiments incendiés ou dégradés, 5 892 incendies de véhicules et 12 202 feux sur la voie publique. Seule une répression démesurée mobilisant 45 000 flics et arrêtant 3 486 personnes en 5 jours, suivie d'une justice expéditive, a pu étouffer le feu.

A tout cela, une seule question qui amène une réponse

claire, quel est le niveau au-dessus ? La lutte armée. La lutte armée doit absolument être dirigée par le Parti Communiste comme Guerre Révolutionnaire, sinon elle servira des intérêts antagoniques au Prolétariat.

Alors nous l'affirmons, plus qu'il y a quelques jours, la Guerre Révolutionnaire, c'est-à-dire la Lutte Armée, comme seule ligne de mire – donc en substance aujourd'hui la question de la Reconstitution qui s'opère dans et par la violence révolutionnaire au milieu des Masses les plus profondes car *"...la forge des communistes est ainsi, dans la turbulence et les difficultés, jamais dans le calme..."*, (Président Gonzalo).

Que cela soit clair, il n'est pas question « de jouer avec l'insurrection » comme nous l'a appris le Grand Lénine, mais de ne pas non plus être en arrière des Masses. Il est question de **guider les Masses** en canalisant la spontanéité insurrectionnelle vers la Guerre Révolutionnaire, c'est-à-dire avec des plans précis pour avancer de manière coordonnée vers le but ultime. Le Prolétariat, les Masses Populaires, c'est une réaction en chaîne nucléaire, nous devons être l'outil qui l'oriente vers la création de l'énergie Révolutionnaire scientifiquement organisée. C'est avant tout un bond qualitatif. C'est la connaissance de l'idéologie du Prolétariat qui nous fait découvrir et comprendre les lois de la guerre, et qui transforme la spontanéité de la Révolte en Guerre Révolutionnaire. Le spontanéisme ne peut que s'échouer sur le récif de la répression, et est condamné à recommencer inlassablement, la décomposition de l'impérialisme créant ses bases. **Le Glorieux Soulèvement de juin est hautement politique**, les premières cibles étaient la police et les Mairies (et de manière secondaire, les bâtiments administratifs), touchant donc au cœur de l'État, à la question du Pouvoir, là où se concentre l'antagonisme de classe. L'envahissement d'une mairie de banlieue parisienne a donné lieu à une scène de joie où le slogan était *« elle est à nous »*. Voilà en substance ce que veut le Prolétariat : **le Pouvoir pour lui et dans son intérêt**. Policiers et *« élus de la République »* sont au cœur d'attaques politiques physiques et psychologiques qui viennent de différents secteurs de la société, et qui attestent chaque jour un peu plus que la question du pouvoir est au centre des préoccupations.

S'immerger dans les Masses dans et par le Travail de Masse, être « comme un poisson dans l'eau », pour le plus rapidement « se jeter dans le Dniepr », voilà la seule ligne politique révolutionnaire. Tout ce processus doit être absolument dirigé par le Parti Communiste en Reconstitution, du haut vers le bas, en se gardant de la tentation de mettre le fusil aux commandes.

Être présents au cœur du Soulèvement était absolument notre place comme Communistes. A la guerre, quand on prend à l'ennemi, on doit donner quelque chose, c'est une loi qui ne peut être conjurée. Comme Communistes nous devons être prêts à contribuer à la Révolution jusqu'à l'acte ultime, celui de donner sa vie. Il faut aussi être prêt à la torture et, bien sûr, à la prison. La prison est une Tranchée de Combat, c'est-à-dire que c'est une partie de la guerre, où on combat aussi la réaction. Il n'est pas question de simplement « exiger » la libération de camarades, mais de continuer les plans du Parti, pour faire avancer la Révolution dans le bon sens. Les Camarades emprisonnés doivent donc suivre, eux aussi, les plans du Parti en Prison. Ils doivent la transformer en une zone de la Guerre Révolutionnaire et pas un îlot à part. Le Président Gonzalo est l'incarnation de cette *« Lumineuse Tranchée de Combat »*, par sa lutte obstinée dont la base était la lutte contre la capitulation et le révisionnisme, il a suivi les Plans du Parti et lutté contre la Ligne Opportuniste de Droite (LOD), qui en son nom a tenté de détruire le Parti et la Guerre Populaire.

Cela montre une bonne fois pour toutes que la ligne politique que porte les Maoïstes est la seule qui soit véritablement Prolétaire, Socialiste et révolutionnaire, en un mot Communiste.

L'année 2023 concentre dans ses moments de lutte des classes la nouvelle époque qui s'ouvre, celle de la nouvelle vague de Révolutions Prolétariennes.

La bataille des retraites a été le retour de la classe ouvrière organisée dans la lutte des classes aigüe et combative, le premier mai marquant un tournant historique avec la violence révolutionnaire au cœur des manifestations. Les vieux cadres pourris des directions syndicales ont commencé à se fissurer, les ouvriers organisés ont montré leur puissance potentielle en ayant le pouvoir d'entraver, voire de bloquer, le flux capitaliste continu. La classe ouvrière, au cœur de la contradiction capitaliste entre le travail et le capital, doit retrouver **sa fonction dirigeante**.

Le Glorieux Soulèvement des Quartiers Populaires démontre toujours plus que le prolétariat le plus profond, le plus opprimé, est **la base et le moteur** de la Révolution Prolétarienne en France. Sa combativité, sa détermination, la violence comprise comme nécessité de l'Époque, font de la jeunesse des "banlieues" la pointe acérée de la Révolution. Cette jeunesse concentre toutes les contradictions de l'impérialisme en décomposition, elle, plus que tout autre, exige d'être dirigée par le Parti Communiste.

Les couches intermédiaires, elles, se sont radicalisées avec, notamment, la question écologique, comme l'ont démontré les Soulèvements de la Terre, Sainte-Soline et la répression qui a suivie. Le soutien massif de la *« société civile »* montre et démontre qu'une partie de la population du pays, loin de ce que veut montrer le monopole de la presse, est animé d'une foi démocratique et compte la défendre. Les couches intermédiaires doivent être gagnées à la Révolution en luttant pour le développement du Front Unique Révolutionnaire, elles sont le **complément** nécessaire.

La Direction, la base et le moteur et le complément, sont nos trois axes de lutte où les Communistes agissent dès aujourd'hui. C'est l'union par un programme minimum (le socialisme) de ces trois composantes, qui sont les Masses Populaires, qui formera le **Front Unique Révolutionnaire**.

Encore une fois, nous nous inclinons humblement devant la jeunesse prolétaire de France, qui une fois de plus, a montré que tout est possible. Les sept jours de braise ont montré que les Masses peuvent tout, qu'elles n'ont peur de rien, qu'elles sont l'aurore dans la nuit de la métropole impérialiste. Nous nous inclinons, aussi, devant la nouvelle génération de jeunes qui s'organise et se forge au contact des Masses les plus profondes dans et pour la Reconstitution du Parti. Elle est la fille de la Nouvelle Vague de la Révolution Prolétarienne Mondiale, elle plante les graines de la Reconstitution et de la Guerre Révolutionnaire dans ce terreau fertile des Quartiers Prolétaires, qui donnera assurément une belle récolte. **Elle sera prête quand le Parti l'ordonnera à se jeter dans les eaux rugissantes du Dniepr pour accomplir les rêves des Glorieux Communistes !**

Nous crions à tous les révisionnistes, les opportunistes, les réactionnaires et fascistes : gare à la revanche, quand tous les pauvres s'y mettront ! Et ils vont s'y mettre !

Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité : les militants anti-opportunistes s'investissent au coeur de leurs quartiers

Article paru dans le n° 7, janvier-février 2023. Depuis, de nombreux développements des CPES dans toute la France ont pu être observés. Plus d'informations sur notre site internet.

En 2022, plusieurs CPES se sont formés sur le modèle de la lutte commencée à Lyon par les habitants du 8^{ème} arrondissement dès 2021. Face aux frais abusifs que les locataires doivent payer au principal bailleur social de la ville, les activistes de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) ont organisé une campagne pour mobiliser les habitants. Partant de là, le premier CPES s'est développé. Après 2 ans, il est temps de faire un bilan du travail réalisé par les CPES qui existent maintenant aussi à Saint-Etienne, Grenoble, Toulouse et s'organisent dans la région parisienne.

Les révolutionnaires ont pour tâche de partir des problèmes concrets que les gens rencontrent, et d'y répondre par la mobilisation, la politisation et l'organisation des masses. Ce ne sont pas les discours qui changent la réalité, c'est le travail de masse, c'est l'action qui parle. Tous les moyens sont bons pour se lier aux masses, distributions de journaux sur les marchés, porte-à-porte, tractage à la sortie du métro ou du tram, à l'entrée des usines, mais aussi affichage de slogans combatifs ; tout cela permet d'aller à la rencontre du prolétariat et d'écouter ses préoccupations. C'est un travail d'enquête qui ne peut être fait que sur le long terme car rien n'est magique, sinon la révolution aurait déjà eu lieu, car tout le monde veut un changement de société. L'écrasante majorité de la population en a assez des politiciens véreux, des conditions de travail qui se dégradent, du travail vidé de sens par la rentabilité, de la corruption et du militarisme de la bourgeoisie qui se préoccupe davantage de vendre des armes que d'ouvrir des hôpitaux. Nous subissons le chômage à chaque délocalisation, à chaque spéculation financière les prix augmentent et les salaires baissent. Jusque dans les quartiers où toute la misère et l'injustice du capitalisme est concentrée, et où même des terrains de jeux pour les enfants sont l'objet de lutte.

Les CPES permettent aux habitants des quartiers de régler les problèmes, et les révolutionnaires synthétisent les besoins exprimés par les masses et trouvent une solution qui passe par l'organisation combative des habitants. À travers les CPES, c'est une forme d'organisation de la classe ouvrière qui se constitue, de manière autonome vis-à-vis de l'Etat et des institutions, qui porte les intérêts du peuple et qui agit, qui ne fait pas de vagues promesses de changement. Ce sont des organisations véritablement démocratiques car elles œuvrent en rapport direct avec les besoins des masses, et ces besoins vont frontalement contre les intérêts des capitalistes : les luttes menées par les CPES révèlent clairement aux yeux de tous le caractère exploiteur et anti-peuple de l'Etat dirigé par les capitalistes.

À Lyon, le principal problème remonté concerne les logements, et ça n'a rien de mystérieux. En France, c'est plus de 15 millions de personnes qui sont mal logées, et dans les quartiers les promoteurs immobiliers ont fait construire à la va-vite des logements mal isolés, mal conçus, avec des installations électriques faites à l'arrache par des sous-traitants mal payés, des canalisations qui ne sont pas entretenues. Les bailleurs sociaux qui gèrent ces immeubles s'enrichissent honteusement à leur tour en faisant des payer des charges pour un entretien qui n'est pas réalisé. À la place, les façades sont repeintes pour cacher la

misère sous le tapis et faire comme si il y avait une préoccupation pour les locataires. Ou alors ce sont des parterres de fleurs, dans le meilleur des cas, qui donne une image «positive» du cadre de vie. Cette gestion honteuse est un problème qui pèse lourdement sur la vie des masses qui ont intérêt à un profond changement. Et les CPES montrent et démontrent que ce changement ne peut venir que du combat, rien n'est obtenu sans lutte acharnée.

Plusieurs réunions publiques ont été organisées à Lyon après une intense activité de porte-à-porte et de tractage pour faire connaître les revendications du CPES, des dizaines d'habitants ont ainsi eu l'occasion de se réunir et d'exprimer leur colère. Les révolutionnaires qui ont conscience de la nécessité de s'organiser pour lutter collectivement ont donné corps à cette colère, ils l'ont organisée pour permettre aux habitants d'obtenir réparation. L'ennemi public numéro un, le bailleur Grand Lyon Habitat, s'est affolé devant la mobilisation et a fini par recevoir les habitants qui ont investi les locaux du bailleur le 2 novembre pour obtenir des réponses : pourquoi payer des charges qui augmentent si aucun entretien n'est réalisé ? Aucune réponse n'a été donnée, les cadres de GLH ont baratiné à propos de la guerre en Ukraine, et les habitants ont vu leur colère monter d'un cran. Début décembre c'est devant le maire d'arrondissement du 8^e que les habitants ont demandé des comptes, car s'ils l'ont élu c'est bien pour qu'il se préoccupe des problèmes des administrés. En pleine rencontre, le maire est simplement parti en disant qu'il ne pouvait rien faire, montrant l'hypocrisie des politiciens qui se font élire.

LA LUTTE POLITIQUE N'EST PAS LE SEUL ASPECT DES CPES

En 2022 des goûters populaires ont été organisés à Lyon, Saint-Etienne, Toulouse, en solidarité avec la lutte héroïque du peuple palestinien et en défense de Georges Ibrahim Abdallah, combattant de la cause palestinienne enfermé depuis 38 ans. Les habitants ont été mobilisés et invités à y participer, et lors de l'événement des discussions ont permis de connaître les problèmes du quartier. Ce sont des moments politiques, mais aussi des moments de vie du quartier qui permettent aux familles de se croiser et d'échanger à propos des problèmes rencontrés dans le quartier. C'est aussi l'occasion de montrer que le peuple en France soutient le peuple en Palestine, à travers ça c'est l'internationalisme qui s'exprime : nous vivons dans des pays éloignés, mais c'est le même régime impérialiste qui opprime partout sur Terre. Grâce à ces goûters populaires les CPES se font connaître et popularisent des idées révolutionnaires qui sont toujours très bien reçues.

Des tournois de foot ont aussi été organisés dans le cadre de la campagne de boycott des élections présidentielles à Lyon et Saint-Etienne par les CPES en avril 2022, rassemblant les jeunes et leurs parents, près de 200 personnes à chaque événement. C'est un aspect tout aussi important des CPES car ce genre d'événement permet de nourrir la vie culturelle dans les quartiers



Photographie prise en soutien à Georges Abdallah, combattant pour la Palestine, lors d'un repas populaire organisé par le CPES du quartier Viviani à Lyon 8^{ème}

pour des occasions politiques, mais une politique à l'opposée de ce qui existe dans le cadre de l'Etat bourgeois. À Saint-Etienne le tournoi de foot a permis de faire revivre un stade laissé à l'abandon faute de financement, ce qui a ému les parents en leur rappelant des souvenirs lointains, et qui a permis aux jeunes tout simplement de s'amuser et de tisser des liens. Des choses qui peuvent sembler banales, mais que le capitalisme est en train de détruire, de ronger année après année. Un simple barbecue en plus de ça et le tournoi de foot devient une fête populaire avec un contenu politique.

De nombreuses autres initiatives ont été permises par les CPES. À Lyon des séances de sport populaire ont été organisées pour s'initier à la boxe. En aout un toboggan a été aménagé à Lyon par les habitants du quartier eux-mêmes, car il n'y avait pas d'installations de jeux pour les enfants. Les fonds ont été levés par le CPES et les habitants mobilisés pour les travaux d'installation. C'était une revendication de longue date des habitants qui a été laissée sans suite par la mairie. Le CPES a pris les devants, montrant que les masses peuvent régler elles-mêmes leurs problèmes et administrer leur quartier. En octobre 2022, c'est à Grenoble qu'un tournoi de foot a été organisé par le CPES en soutien à Georges Abdallah, prisonnier politique et défenseur de la cause palestinienne, qui malgré sa longue incarcération n'a jamais baissé le drapeau rouge. En 2021 et en 2022, pour Noël, une campagne de solidarité a permis de récolter des centaines de jouets pour les enfants des quartiers : ce genre d'événement annuel permet de montrer la solidarité dont les habitants des quartiers font preuve à chaque occasion, et permet à de nombreux enfants d'avoir des jouets pour Noël, alors que la crise s'accroît et que pour beaucoup il est difficile de pouvoir simplement faire plaisir à ses enfants dans une période de fêtes. A Saint-Etienne, les habitants organisés par le CPES ont pris en main un nouvel aspect en décorant eux-mêmes le quartier pour les fêtes, car les décorations installées par la mairie s'arrêtaient aux portes du quartier ; ce fut l'occasion de régler un problème concret tout en pointant du doigt les responsables qui nous prennent pour des imbéciles.

Ce ne sont pas des événements compliqués à organiser. Une réunion pour préparer le plan, penser aux détails et à tous les aspects, d'abord politiques mais aussi les tâches assignées à chaque camarade ; de la logistique pour gérer le matériel, et ça y est, tout peut être mis en mouvement. Ce qui importe c'est l'initiative, le fait d'aller dans les masses, de saisir toute opportunité pour le faire et ainsi avoir les deux pieds sur terre. Quand les

révolutionnaires parlent de travail de masse ils ne parlent pas de théories hors-sol, ils partent de la réalité pour pouvoir la transformer, et les habitants sont impliqués peu à peu dans ce processus. Les CPES sont voués à devenir des organes prolétaires qui gèrent la vie dans les quartiers grâce à des Assemblées Populaires qui sont des organes démocratiques, embryons du Nouveau Pouvoir révolutionnaire.

LES LEÇONS DES CPES POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES

Premièrement, les masses, bien loin des clichés méprisants qui veulent en faire des moutons ou des inconscients endormis, sont très politisées et conscientes des problèmes, car elles les vivent dans leur chair au quotidien. Ce que les gens réclament partout dans le pays, c'est d'être organisés ! Pourvu qu'on donne aux masses les armes pour se battre, elles se battent et savent défendre leur dignité, elles n'ont besoin de personne pour le faire à leur place

Deuxièmement, et c'est un point très important : dans les quartiers populaires ce sont les femmes, les mères de famille, qui sont les plus actives, les plus engagées pour la collectivité, les plus déterminées. On est dans une société qui est patriarcale et qui méprise les femmes en les rabaisant, en parlant d'elles comme des êtres de moindre importance ou de moindre capacité. Tout nous montre à quel point ces conceptions sont loin de la réalité. Les femmes s'occupent d'administrer leur famille, que ce soit pour l'éducation des enfants, les courses, le budget, elles sont les plus impliquées car ce sont elles qui subissent le plus lourdement la vie sous le capitalisme, sans compter qu'elles occupent les métiers les moins bien payés et les plus pénibles.

De plus, les révolutionnaires attachés à une réelle transformation de la réalité ont appris grâce aux CPES le sens du travail révolutionnaire. Nous ne sommes pas là pour donner des leçons et faire des discours théoriques, mais pour lutter auprès des masses. Les étudiants en premier ont compris que les universités sont stériles si elles sont coupées des quartiers et des usines.

Enfin, les quartiers connaissent de nombreux problèmes, et sont dépeints de manière dégradante dans les médias, mais la réalité, c'est qu'il existe une volonté et une dignité dans les quartiers qui n'existe pas sur les plateaux téléés et chez les politiciens. ■

Manifestation, émeute, tactique et stratégie

Texte du Noyau d'Etude Marxiste (NEM), envoyé à notre rédaction en juin 2023 en tant que support de débat public



Des révolutionnaires pendant une émeute de Gilets Jaunes en 2018

L'émeute est un soulèvement populaire, généralement spontané et non organisé. Elle occupe une place émotionnelle importante dans les masses, car elle représente aujourd'hui la quintessence de la rébellion à l'ordre établi durant une manifestation. Nous, Communistes, nous devons traiter de toutes les questions qui touchent à la lutte et plus largement à la guerre. A la guerre et dans la lutte, le premier des principes est de « *mettre tout en jeu pour conserver ses propres forces et anéantir celles de l'ennemi* » (Parti Communiste du Pérou, *Ligne Militaire*). La réactionnarisation du régime, pavant la voie au fascisme, fait que l'ennemi mène une politique préventive de plus en plus anti-insurrectionnelle. Les milliers d'arrestations et de condamnations durant les Gilets Jaunes ont ouvert une nouvelle séquence, à laquelle nous devons absolument réfléchir. Nous vous proposons par cette étude introductive notre position sur cette question, afin d'ouvrir un débat qui nous semble central à notre époque.

UN BASCULEMENT D'ÉPOQUE

Comme toute chose, l'émeute doit être replacée dans son contexte, son époque. En tant que marxistes, nous savons que tout n'est que contradiction : l'émeute n'échappe pas à cela. Notre époque est celle de la seconde crise générale du capi-

talisme, c'est-à-dire celle de la décomposition totale du vieux monde impérialiste. La décomposition de la base économique entraîne le retour aigu de la lutte des classes dans le monde, et, comme unité de contraire, une réactionnarisation accrue des appareils de répression étatiques. Sous le poids de la crise, toute la superstructure se crispe, se contracte, et montre toujours plus son véritable visage, celui d'un outil de répression contre le peuple. Le masque d'une « *machine à consensus* » s'efface et met à nu le véritable objet de l'État, celui d'instrument de la dictature d'une classe sur une autre, en l'occurrence de la bourgeoisie sur le prolétariat. L'effondrement du vieux révisionnisme et sa décomposition (fin de l'URSS en 1989) a marqué le retour du spontanéisme et le rejet de la politique, entendue comme lutte pour la conquête du Pouvoir, dont le cœur est l'État. Dans cette période d'atomisation de la classe ouvrière, l'émeute est apparue comme l'objet politique le plus radical. La tactique du « *black block* » a marqué l'époque par son empreinte dans les consciences et a joué pour beaucoup le rôle d'une bouée de sauvetage quand l'histoire semblait finie. Dans cette période, l'État a pu tolérer, plus ou moins, l'existence de ce phénomène.

Il faut comme postulat de départ comprendre que l'émeute, même la plus radicale, fait partie du spectacle démocratique. Les violences policières, d'une certaine façon, rentrent elles aussi



Des BRAV-M pendant une manifestation à Paris

dans ce spectacle, car elles sont « contrôlées ». Les émeutes ont joué le rôle de soupape, mais malgré cela le pouvoir a appris à les contrôler et à s'en servir politiquement, notamment en développant son appareil répressif et législatif. Aujourd'hui, et cela est encore plus vrai depuis la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine, car tout s'accélère, la bourgeoisie a besoin de restructurer à vitesse grand V le capital national pour rester concurrentielle dans la lutte pour le repartage du monde. L'immense fardeau de la dette doit être porté par le prolétariat, et pour cela ils sont prêts à tout. La France possède un des appareils de maintien de l'ordre le plus efficace au monde, c'est une particularité due à l'antagonisme entre État et masses, héritage du « malentendu » de 1789. L'historien Michel Winock constatait à juste titre que « *l'histoire intérieure de la France est l'histoire d'une guerre civile, tantôt vive et sanglante, tantôt larvée* ». Dans beaucoup d'autres pays, des manifestations aussi violentes que celles que nous connaissons verraient les rues jonchées de cadavres, comme récemment en Iran. La police est extrêmement « efficace », la force est usée de manière réfléchie et choisie, même si au niveau tactique les ca-fouillages sont répandus.

Le basculement d'époque s'est assurément fait lors du mouvement des Gilets Jaunes. Pour la première fois depuis des décennies, la machine du maintien de l'ordre a semblé s'enrayer pendant un laps de temps très courts. La caractère populaire, massif, incontrôlable des Gilets Jaunes a forcé le pouvoir à lâcher la bride des forces de l'ordre. A noter que cela était déjà le cas dans les quartiers populaires, zone où la police se comporte en hors-la-loi. Ce mouvement a montré la faiblesse des corps intermédiaires, et de fait le pourrissement de l'État et du Régime. Macron n'a pas eu le choix pour garder le contrôle sur la police que de lui donner une marge d'autonomie et une totale impunité. Il fallait briser le mouvement par la terreur, la répression ; tout cela a pu paraître incontrôlé mais c'était en fait globalement très bien contrôlé. Cela a aussi choqué les esprits et participé à vider les manifestations. Bien que déterminés, beaucoup n'étaient

pas prêts à la prison ou encore à mourir pour cette lutte, surtout que les buts n'étaient pas clairs. Des millions de français ont senti le poids d'obstruction de l'État sur le chemin de l'émancipation. L'exemple le plus clair de cela est la criminalisation systématique des manifestations alors que c'est un droit démocratique phare.

SUR LA POLICE, L'ÉTAT, LES MANIFESTATIONS ET L'ÉMEUTE

Depuis les « premiers errements » des actes de Gilets Jaunes, la police a beaucoup appris. Elle contrôle terriblement bien les manifestations, même s'il y a toujours des exceptions. Frontalement, le *black block* ne peut exister que parce que le pouvoir en a décidé ainsi, car à chaque instant il a le pouvoir de briser le cortège de tête, de briser les plus farouches, d'emprisonner un grand nombre, voire de tuer ; et tout cela sans grand risque politique immédiat. L'appareil militaire est plus que disproportionné par rapport à la force effective des manifestants. La force effective chez les manifestants, c'est la détermination du « *quoi qu'il en coûte* ». C'est-à-dire accepter de payer d'une façon ou d'une autre l'action de manifester, car non seulement les agents de police en affrontement direct ne risquent physiquement rien, mais en plus ils ont les capacités de chercher en profondeur les manifestants qu'ils désirent. Hélicoptères, drones, renseignement ; murs de boucliers qui dirigent ; gaz, flashball et grenades qui dispersent et terrifient ; nasses et semi-nasses qui contraignent ; appareil judiciaire qui discipline, pendant et après coup ; l'arsenal est complet. **Le jeu du cortège de tête est de plus en plus dangereux, car l'émeute n'a que peu d'enjeu politique (voire pas du tout), elle ne joue que très peu sur le cours des événements. Même pendant les Gilets Jaunes, quand la police a été l'espace d'un instant dépassée, aucune force politique n'était organisée pour la transformer en action politique (prise d'une mairie, par exemple).** L'émeute, seule, c'est-à-dire sans direction, sans but précis, est de fait une technique archaïque datant

de l'âge de l'insurrectionnalisme. Un âge révolu depuis le développement de l'État, des techniques de contrôle et de répression. Les révolutionnaires doivent urgemment s'adapter car, en face, l'ennemi apprend de chaque erreur. La manifestation contre les méga-bassines à Sainte-Soline a montré, en actes, ce qu'est la puissance de l'État, ce qu'il peut déployer tout en gardant un cadre légal. L'État est le créateur de la légalité car il a le Pouvoir, c'est-à-dire les armes. Par contre, sa légitimité, comme nous le dit Raymond Aron « *échappe à tout critère objectif dans la mesure où elle émane d'un jugement historique* » (Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*. Tome II : L'âge planétaire. Gallimard, p. 117). Nous reviendrons sur cette question de la légitimité, qui nous semble centrale dans tout développement révolutionnaire historique.

Nous avons là une contradiction historique : nous sommes la masse, mais nous sommes désorganisés et donc faibles ; en face, ils sont relativement peu, mais très organisés. En arrière-plan nous devons avoir en tête que c'est la détermination sans faille de la bourgeoisie à perpétuer le capital qui est le cœur de son dispositif idéologique et pratique. En dernière instance, le coup de matraque est le résultat de la société de classe.

La manifestation est un droit démocratique. De plus, elle est aujourd'hui avec la grève le centre de toute lutte. Comme nous l'avons dit, elle fait partie du spectacle démocratique bourgeois, **il faut donc que les révolutionnaires, d'une façon ou d'une autre, la brise**. Accepter les marches dominicales est un non-sens politique et historique, car on reste dans le cadre de l'État et cela peu importe le nombre. L'émeute vient rompre le spectacle de pacification de l'État, mais ne sort pas non plus du cadre simplement parce qu'elle est contrôlée, soumise à la volonté policière. Nous l'avons vu avec les mouvements récents : si la grève n'est pas soutenue par un climat insurrectionnel, le gouvernement ne lâchera pas. Ce climat insurrectionnel devrait être porté par le syndicat (la grève massive crée un climat insurrectionnel de fait) mais pour cela il faudrait une direction politique, et ce n'est pas encore le cas. Les syndicats, aujourd'hui, n'ont pas les capacités de mobilisation pour véritablement bloquer le pays. Ce n'est pas une question matérielle mais une question de direction consciente de la grève. Si les grèves étaient vraiment efficaces, les lieux d'émeutes seraient les piquets de grèves, les manifestations seraient portées par la violence ouvrière et serviraient d'appui à la grève. Tout cela reviendra quand la classe sera organisée politiquement, ce n'est pas pour tout de suite, mais c'est le but.

LE MORAL DE NOS FORCES, CELUI DE L'ENNEMI

A la guerre, les « *facteurs moraux* » sont d'une extrême importance. Comme dans toute chose, nous avons affaire à une dialectique entre le moral des forces révolutionnaires et celui des réactionnaires : plus le leur baisse et plus le nôtre augmente. Nous avons plus que jamais besoin de moral aujourd'hui, pour reconstituer les forces subjectives de la Révolution. Nous pensons que plus que jamais nous devons penser cette question.

La volonté du gouvernement est intimement liée à la volonté de la police et surtout de ses chefs à tenir ses troupes, et vice-versa. Les Gilets Jaunes ont montré que la police a beaucoup souffert de la longévité du mouvement. L'institution policière est forte tant que l'homme de la troupe, et principalement le chef, ne doute pas du bien-fondé de sa mission et que le ra-

tio paie/contrainte n'est pas trop déséquilibré. D'ailleurs, pour transgresser cette question, la police tend à devenir partisane, elle se politise. Malgré cette tendance, être flic reste un boulot avant tout. Un boulot spécial, qui les place en dehors de la société, du côté de la bourgeoisie mais sans en être (les flics sont littéralement considérés par les bourgeois comme des larbins), et ne faisant plus partie du peuple car défendant le système et l'État bourgeois. Avec le grand retour de la politique, de la lutte des classes, le flic va, lui aussi, apparaître pour ce qu'il est : un instrument au service de l'ordre capitaliste. Tout cela traverse l'institution, car le taux de suicide est très élevé, c'est un révélateur de la contradiction qui traverse chaque flic subalterne. L'institution ne peut pas se poser ces genres de questions sous peine d'imploser, alors elle se corporatise, se blinde et se coupe encore plus du peuple. Elle n'admet plus aucune remise en cause de sa toute-puissance régaliennne. Le moindre questionnement sur les violences policières, légitime dans une démocratie même bourgeoise, devient une question de vie et de mort pour les flics. Les « syndicats » (qui ne sont que des lobbys militants) de police sont l'expression de cette corporatisme. L'institution servant l'ordre injuste mais ne l'assumant pas, elle ne peut être qu'une victime. Par ce tour de passe-passe, les flics tentent de passer pour les bons dans l'histoire. Donc nous avons là un point important, ce que Clausewitz, grand penseur de la guerre, a appelé les « *facteurs moraux* ».

MENER UNE POLITIQUE DE HARCÈLEMENT STRATÉGIQUE

Maintenant, la question de notre époque, que tout révolutionnaire devrait se poser, est de savoir que faire pour conjurer la situation actuelle. Cette question est centrale dans le sens où, si nous ne la résolvons pas, nous allons épuiser nos forces et nous n'en gagnerons pas d'autres, car notre horizon sera une série de défaites plus ou moins fortes. Il nous semble que la politique et la guerre étant dialectiquement liées, nous pouvons user de l'art de la guerre pour mener une politique juste. Il n'est, ici, aucune question de parler de « prendre les armes », ou de proposer une aventure militariste groupusculaire type années 1970-1980. Même si nous usons de termes guerriers, il n'est nullement question de « guerre » : nous tenons à préciser qu'il n'y a pas de guerre révolutionnaire sans destruction physique de l'ennemi. La Révolution sera une longue guerre civile, la préparer est le devoir de tout révolutionnaire, mais nous ne sommes pas au stade du déclenchement pour diverses raisons qui ne sont pas l'objet de ce texte. Aujourd'hui, nous questionnons les modes opératoires des forces révolutionnaires et tentons d'apporter quelques réponses. Bien entendu, c'est l'entraînement qui fait que nous serons plus ou moins prêts à la guerre révolutionnaire. C'est la pratique qui différencie le réel de ce qu'il y a écrit sur le papier.

A la guerre, nous avons deux contraintes centrales, le brouillard de guerre et les frictions. Le brouillard de guerre c'est « *l'absence ou le flou des informations pour les participants à des opérations militaires* » et les frictions, ce sont tous les événements imprévus et incontrôlables qui sont résumés par : « *à la guerre tout est simple, mais les choses simples sont difficiles* » (Clausewitz. *De la guerre*, livre I, chapitre VII)

Pour bien commander, la police a besoin de maîtriser ces deux facteurs, le principal dans son cas étant de savoir où est l'ennemi (le manifestant), combien il y a d'éléments déterminés, et comment ils sont organisés. Le cortège de tête et le *black*

bloc leur facilitent évidemment la tâche en début de manifestation, car ils concentrent les éléments les plus déterminés. Ceci est néanmoins à nuancer, car nous avons vu apparaître ces derniers mois une nouvelle tactique, qui visait à concentrer les forces justes avant l'affrontement.

Le facteur moral est une autre donnée centrale, cela nous le savons depuis Clausewitz. Le moral de la troupe est au centre des préoccupations du chef. Le moral est là quand l'action est vécue comme juste et surtout quand la confiance avec les chefs règne. Pour que la machine fonctionne bien, le chef doit aussi avoir le moral. Sans moral, tout s'effondre. L'État a « le temps », il peut faire durer les choses tant que la troupe suit, tant que le moral règne. Le moral ne peut s'effondrer que quand la situation devient incontrôlable, quand le brouillard de guerre envahit les QG de police, quand les frictions ne sont pas là où les chefs les attendent, **quand elles deviennent ingérables.**

La police pense la manifestation de manière géographique principalement, les manifestants devraient la penser **en termes politiques.** Les « buts de guerre » de la police sont clairs : la manifestation ne doit pas aller dans certains endroits que le pouvoir estime important politiquement (principalement les lieux de pouvoir et les quartiers bourgeois), et les dégradations ne doivent pas dépasser un certain seuil. Ceux des manifestants devraient être, en premier lieu, de remporter des victoires morales en sortant du cadre bourgeois. La rupture avec l'époque se trouve dans la question du cadre.

La police fonctionne en encadrant la manifestation et en tenant des « places fortes », des lieux qu'elle estime stratégiques. Pour cela, elle utilise le rempart pour bloquer le mouvement des manifestants (contrôler le flux), et « l'artillerie » pour briser les volontés et la concentration des forces (lacrymogène, flashball, etc.). La force des manifestants, c'est le mouvement, c'est pour cela que la police a développé des unités de tirailleurs (troupes légères qui harcèlent l'ennemi, bien souvent sans ordre) comme la BAC ou même de cavalerie (de type Hussards) comme les BRAV-m. C'est dans ce contexte de développement tactique du maintien de l'ordre que les manifestations de ces dernières années ont montré la limite de l'utilisation du *black block*, qui de fait use la même tactique que la police (affrontement bloc contre



Mao Zedong, grand maître de la Guérilla

bloc), **mais sans les mêmes moyens.** Le paradigme de tout cela est la manifestation récente à Sainte-Soline, où la bataille ressemblait à « une multitude » attaquant un camp fortifié. Tout cela ressemblait plus au moyen-âge qu'au XXI^e siècle. Cette manifestation était hautement politique, car l'État voulait donner un exemple de son autorité et de fait les manifestants aussi. L'autorité est finalement restée du côté de l'État.

Bien que puissante, la police n'en reste pas moins une armée en miniature avec une hiérarchie, une difficulté à s'adapter, une volonté qui peut chanceler quand la situation lui échappe. La force des révolutionnaires, c'est la capacité à s'adapter, c'est notre force, et cristalliser la lutte dans des pratiques qui ne seront plus tolérées peut devenir un grand danger physique et moral. Le pire pour la police, c'est quand elle se retrouve à passer d'une posture tactique offensive à une posture défensive, c'est-à-dire



quand elle « subit ». Si la direction des opérations perd pied, le moral s'effondrera et les volontés et les corps s'useront. Nous voyons tout cela dans l'idée d'un mouvement long et non d'une manifestation ponctuelle. En général sur ce type de manifestation, la police est extrêmement bien préparée pour résister, elle a notamment des réserves à engager.

Nous pensons que la bataille morale est d'une importance stratégique pour le renforcement du camp révolutionnaire. La violence de la police est acceptée du moment qu'elle maintient l'ordre, c'est-à-dire que les flux ne sont pas bloqués, que tout est sous contrôle. Si ces flux sont perturbés, elle perd tout crédit. Le désordre pour les tenants de l'ordre est une catastrophe car cela signifie la perte de leur légitimité entièrement basée sur celui-ci.

Nous voulons assurément en venir à la question centrale de comment user le moral et donc quelle tactique appliquer. Nous pensons que les enseignements tactiques de la Guérilla devraient être appliqués par le plus grand nombre, non seulement dans les manifestations mais en général. Le grand maître de la Guérilla est le révolutionnaire chinois Mao Zedong qui l'a élevé, pour la première fois de l'Histoire, en tant que tactique centrale pour la conquête du Pouvoir dans le cadre de la Guerre Populaire Prolongée (stratégie politico-militaire universelle). Jusque-là, la Guérilla, et cela depuis Clausewitz, était considérée comme un appui à l'armée régulière.

La Guérilla est constituée d'unités mobiles et flexibles pratiquant une guerre de harcèlement, d'embuscades et de coups de main menés par des unités irrégulières (francs-tireurs) ou des troupes de partisans, **sans ligne de front**. La Guérilla a pour but politique de renverser une autorité contestée par de faibles moyens militaires très mobiles, utilisant les effets de surprise et avec une forte capacité de concentration et de dispersion.

Dans notre situation nous pouvons nous risquer au concept

de « *Guérilla de basse intensité* », c'est-à-dire sans destruction de l'ennemi, car simplement nous n'avons pas les moyens d'assumer, aujourd'hui, un tel bond. La guerre de Guérilla a été magistralement synthétisée par le chef révolutionnaire péruvien, le Président Gonzalo. Il nous dit que :

« Quand l'ennemi avance, nous reculons ; quand l'ennemi s'arrête, nous le harcelons ; quand il se fatigue, nous l'attaquons ; quand il se retire, nous le poursuivons. Cette tactique fondamentale il faut l'incarner et l'appliquer, en tournant autour de l'ennemi et en cherchant son point faible pour lui porter des coups. » (Parti Communiste du Pérou, *Ligne militaire*)

La manifestation est une « *campagne d'encercllement* » menée par la police pour anéantir les volontés et conserver le cadre de l'ordre ; les forces révolutionnaires doivent mener des campagnes de contre-encercllement sur les arrières de la police pour la déstabiliser et rompre l'isolement de la manifestation. Géographiquement, les manifestations sont très isolées, et bien souvent autour tout continue à fonctionner : ces lignes arrières devraient pourtant être utilisées par les forces révolutionnaires pour briser le moral de la police, qui voit le cadre géographique de la manifestation (donc le cadre de son ordre) implorer.

Concrètement, nous devons imaginer une manifestation où pendant son déroulement des groupes organisés mèneraient des « coups de mains » : blocage de route, barricades disposées dans divers secteurs de la ville, sabotages spectaculaires, manifestations sauvages « spontanées » qui se dissolvent aussi vite qu'elles se sont créées, etc. Le principe majeur de « *conserver ses propres forces* » et de porter des coups à l'ennemi est mis en œuvre dans le fait de « *frapper vite et partir* » : « *Chaque campagne a un objectif politique et un objectif militaire spécifiques ; ils se réalisent par surprise ; nous frappons ainsi quand nous voulons, où nous voulons et comme nous voulons* » (Parti Communiste du Pérou, *Ligne militaire*). Nous créons par des actions simples



Un rassemblement de la "société civile" contre les violences policières à Grenoble, après l'assassinat de Nahel

et rapides toute une ambiance qui fait étendre le brouillard de guerre des forces de police. Nous reprenons l'initiative, tandis que l'uniforme le perd. Sa fonction de maintien de l'ordre n'est plus assurée, le doute s'installe, le cours des choses devient incontrôlable, la manifestation, même officielle, sort du cadre. Nous pouvons imaginer, quand les forces seront plus conséquentes, mais surtout plus organisées, l'attaque de leurs lignes logistiques et bases d'appui.

Pour clore cette partie, nous vous proposons une partie de la synthèse faite par le ministre de l'Intérieur sur les grandes grèves insurrectionnelles de fin 1947 en France. Nous avons là, de la bouche propre des gestionnaires de l'ordre, ce que nous devons commencer à pratiquer, et cela de plus en plus organisé, comme véritable tactique.

« *Un point commun de la ressemblance des manifestations de rues dans l'aspect tactique a été l'absence en général d'une technique bien étudiée de diversion. Il est apparu, dans l'ensemble, que l'organisation de démonstrations sur la voie publique n'était pas suffisamment préparée pour provoquer un éparpillement des forces de police dans la localité. Les autres opérations de diversion ont été sporadiques, timides, et sans efficacité.* » (Robert Mencherini, *Guerre froide, grèves rouges : les grèves insurrectionnelles de 1947*. p. 91)

Cette citation est un concentré de toutes leurs hantises. Les "opérations de diversion" sont bien la tactique de la Guérilla de basse intensité.

LA BATAILLE CONTRE L'HÉGÉMONIE MORAL DE L'ORDRE

Nous devons absolument réfléchir plus loin que la manifes-

tation. La tactique de la Guérilla de basse intensité, exposée ci-dessus, doit être couplée avec une campagne pour saper l'autorité de la police et donc de l'État, à notre avis. Comme nous l'avons dit, l'autorité de l'un rejailit sur l'autorité de l'autre, et en période de crise aigüe, l'autorité de l'État ne peut qu'être sapée, peu importe ce qu'il entreprend. La crise du Covid-19 a été le grand révélateur de l'effondrement de l'autorité de l'État, c'est-à-dire de la confiance qu'ont ses administrés à lui laisser gérer les problèmes de la chose publique. Nous avons là une chance historique : nous ne sommes pas face à l'État gaulliste triomphant, mais face à un État en décomposition. Nous pourrions dire que des factions, de droite comme de gauche, ont des pensées, voir des actes pour la droite, conspiratifs contre l'État. Bien entendu, le but n'est pas le même que le nôtre, mais la volonté de saper l'autorité de l'actuel régime est grande dans les factions les plus réactionnaires de la bourgeoisie, dans l'Armée, dans la police, et dans une partie des masses réactionnaires - au nom de l'autorité de l'État, bien entendu. Nos buts sont de saper l'autorité de l'État et de renforcer stratégiquement le courant authentiquement démocratique. Nous savons qu'à l'extrême gauche, « démocratique » s'apparente à une insulte. L'analyse faite par certains secteurs de la gauche arguant que « l'idéologie démocratique » défendait l'État s'effondre sous le poids de la crise. Les pires réformes sont passés au nom de la « démocratie », mais tout le monde comprend que c'est l'inverse, **la politique impose de se servir de toutes les contradictions du vieux monde. Pour beaucoup, le terme démocratie signifie quelque chose de profond, c'est un fait.**

Nous partons du postulat que nous sommes dans un pays où existe encore une « société civile » forte, il y a un peuple démocrate (de gauche comme de droite, au demeurant) qui est profondément révolté par la tournure que prennent les événements. L'indignation de beaucoup est réelle face à la réactionnarisation

du régime. Le rapport à l'État en France est particulier, il peut très bien être toléré s'il remplit son rôle de protecteur et que la machine économique fonctionne bien. La crise de décomposition de l'impérialisme entraîne la restructuration à vitesse grand V du capitalisme national, et pour cela il doit détruire ce cadre de « l'État social » qui était de fait le premier corps intermédiaire de la nation, et cela depuis la Résistance. Les Français sont une nation éminemment politique, l'Histoire de la Grande Révolution Bourgeoise, le Front populaire ou encore la Résistance sont des grands marqueurs de conscience, des événements profondément démocratiques et sociaux. Les Français sont attachés à la « liberté d'expression » - l'immense mouvement autour de Je Suis Charlie (malgré toutes ses contradictions) l'a confirmé - et à tout un tas de chose qui créent une base d'appui contre la réactionnarisation.

Les forces révolutionnaires ont pris de haut toute cette « société civile », elles y voyaient quelque chose d'impur, d'antirévolutionnaire, de négatif, comme un frein à la Révolution. Il y a bien sûr, comme dans chaque chose, un aspect positif et négatif à cette « société civile ». Nous, révolutionnaires, nous devons faire feu de tout bois, c'est une nécessité, car la Révolution n'avance pas de manière rectiligne et est avant tout une question de finesse politique. La Révolution se moque des jugements arrêtés et dogmatiques. Le dogmatisme idiot des forces révolutionnaires s'apparente à du gauchisme, grand ennemi de la Révolution. Avant tout, ce n'est pas l'État qui est puissant, mais nous qui sommes très faibles.

Nous pensons qu'il est nécessaire de s'appuyer d'une façon ou d'une autre sur cette « société civile », dans l'idée de développer une « profondeur stratégique », pour éviter l'isolement. Isolement auquel il va falloir apporter une réponse stratégique, au fur et à mesure que la réactionnarisation de l'État va se développer. Le traitement militaire de la manifestation des méga-bassines a révolté de larges secteurs de la société française. Tout le monde est indigné que l'État utilise des armes de guerre contre des manifestations qui sont, en plus, vécues comme profondément justes et légitimes par la société (car portées sur « l'écologie »). N'y a-t-il pas dans cela un enjeu de lutte ?

Le grand problème des forces révolutionnaires, le problème historique, c'est l'absence de lien avec les masses populaires, c'est-à-dire la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie. Dans ce cadre qui est celui de notre époque, nous pensons qu'une campagne massive et concrète pour **la suppression des armes de guerre de la police** serait d'une grande portée démocratique dans le pays. Cela serait une des façons concrètes de lutter **contre la réactionnarisation, qui pave la voie au fascisme**, en mettant l'État face à ces contradictions. Quand nous disons « massive et concrète », nous n'imaginons pas une énième pétition (ou alors, comme appui), mais une campagne de diffusion de tracts dans les lieux de travail, les quartiers populaires, les facs et lycées, des animations sous forme d'un grand festival, etc. Un front tactique de toutes les organisations et associations démocratiques, révolutionnaires du pays pourrait largement diffuser 500 000 à 1 million de tracts dans les masses. Que pourrait dire l'État ? Peut-il interdire une campagne d'une telle ampleur reprise par tous les médias, appuyée par la société civile et les personnalités en vue, et qui aurait une répercussion internationale ? La victoire ne résiderait pas tant dans l'interdiction de ces armes, car la police sous le capitalisme restera toujours la police au service du capitalisme, mais dans la sape de l'autorité de l'État et, aujourd'hui, du régime de la Ve République. Cela serait aussi, car il faut faire d'une pierre deux coups, un frein de masse à la réactionnarisation.

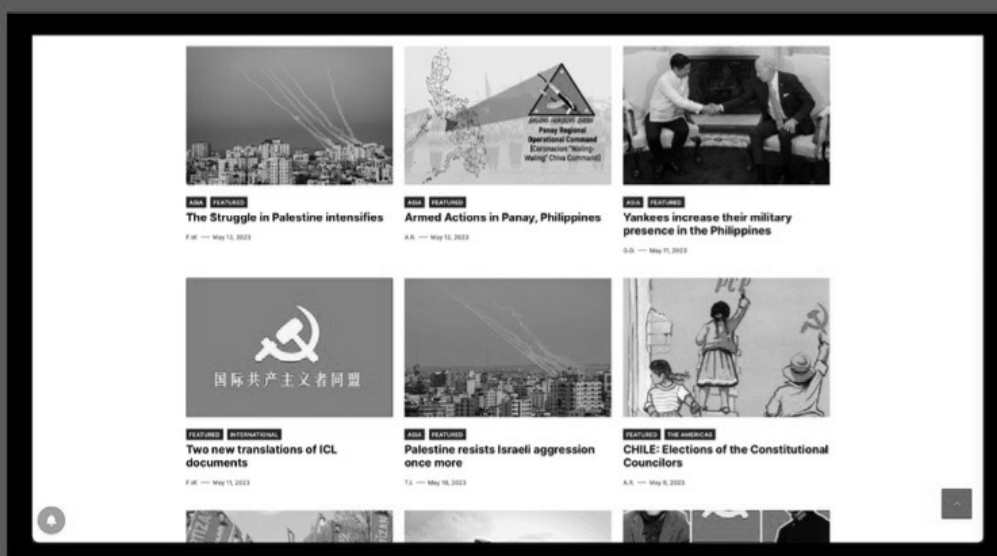
En synthèse, nous pensons que le débat, franc et ouvert, est nécessaire avec toutes les forces politiques qui portent un projet émancipateur. La situation de crise accélère le processus de réactionnarisation du Régime et de l'État dans son ensemble. Non seulement le cadre des manifestations ne répond plus à l'époque de retour du politique, mais il y a nécessité de bloquer ladite réactionnarisation avec une politique de masse et non de « milieu ». Bien entendu, la grande faiblesse historique des forces révolutionnaires est l'absence d'une organisation révolutionnaire, sur cette question chacun continuera à porter ses solutions. C'est le développement de la lutte des classes qui réglera cette question historique. ■



La Commune de Paris de 1871, première expérience de la Dictature du prolétariat, que les révolutionnaires doivent s'employer à rééditer

PARUTION DU NOUVEAU JOURNAL INTERNATIONAL EN LIGNE

THE RED HERALD

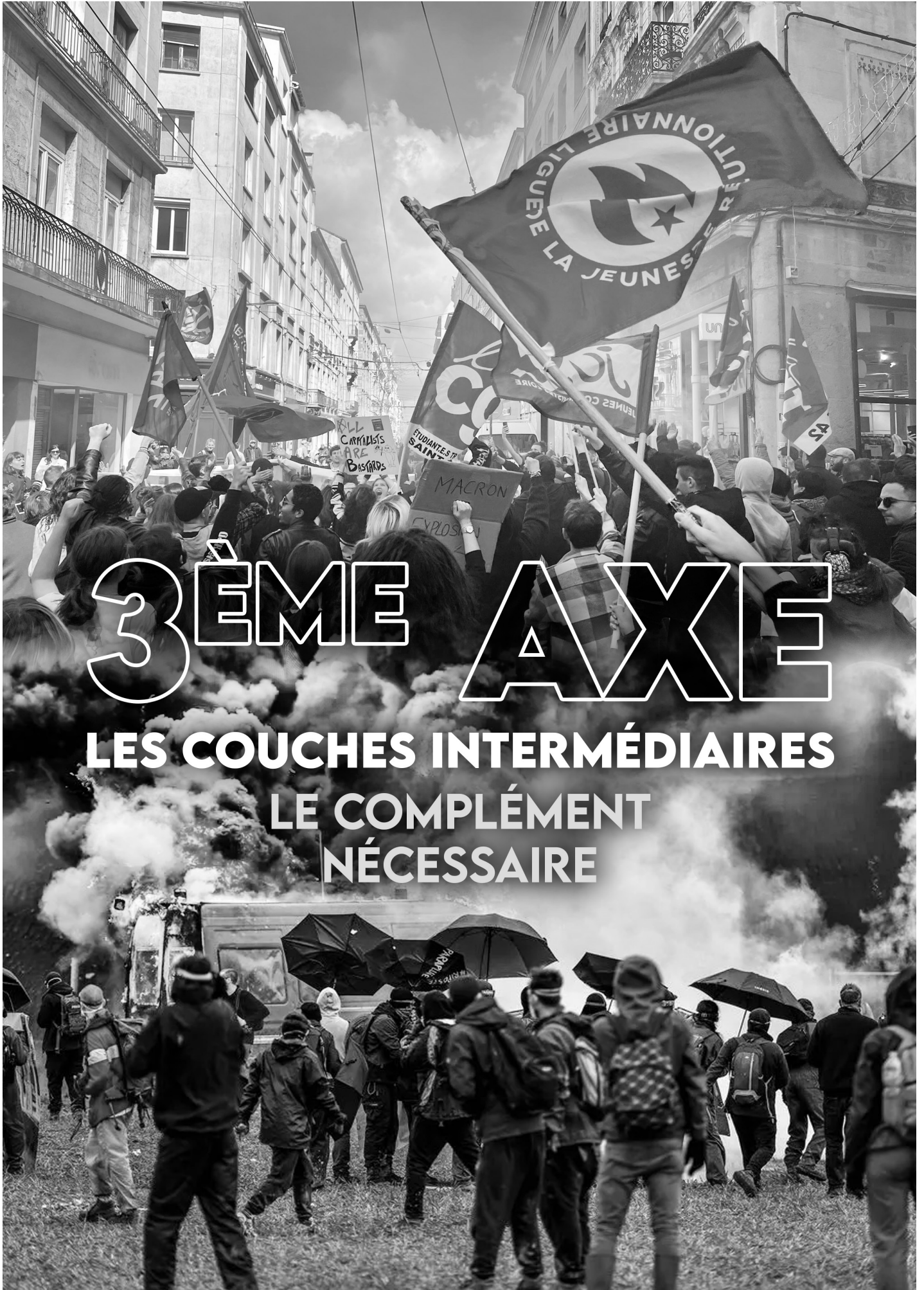


Nous, les responsables de cette page web, sommes des journalistes et des activistes de différents coins du monde, unis par le souhait de fournir des informations à des lecteurs de tous horizons sur des questions que nous jugeons très intéressantes et importantes, et qu'il est difficile de trouver sur d'autres plateformes. Nous ne sommes pas une organisation, mais nous avons bien sûr des opinions bien arrêtées et, même si nous voulons être aussi ouverts que possible, nous ne publierons que des articles et d'autres documents qui ne vont pas à l'encontre de notre consensus de base.

Il nous arrive souvent de publier des nouvelles qui peuvent être controversées, mais nous croyons fermement que dans un monde dominé par les géants des médias appartenant à une poignée de personnes, il est plus que jamais nécessaire de promouvoir ce type d'information qui, espérons-le, pourrait déranger les maîtres de la guerre et de la destruction.

Tous nos efforts sont totalement non lucratifs, nous n'avons aucun intérêt commercial, et tout le travail effectué l'est bénévolement.

contact@redherald.org | redherald.org



3ÈME AXE

**LES COUCHES INTERMÉDIAIRES
LE COMPLÉMENT
NÉCESSAIRE**

Ecologie et lutte des classes : l'exemple des Soulèvements de la Terre

Article publié dans le n° 10, juillet-août 2023, quelques mois après Sainte-Soline.



L'été arrive et la catastrophe écologique ressurgit. 51 départements sont déjà en état de sécheresse dès fin juin, tandis qu'entre Garonne et Atlantique les orages diluviens s'enchaînent. Les événements climatiques exceptionnels deviennent la norme, et dans ce moment précis l'État choisit de dissoudre les Soulèvements de la Terre (SDT). Le soutien populaire est réel et puissant, des dizaines de milliers de personnes appuient la ligne des SDT, c'est-à-dire l'action directe relativement radicale. Les « *Faucheurs volontaires* », un groupe anti-OGM du début des années 2000, avaient déjà prouvé l'inquiétude qui touche les masses populaires au sujet de l'écologie et de la nourriture. Il semblerait que tout notre monde n'est plus que poison : l'eau, la nourriture et l'air sont devenus des dangers pour la vie humaine ; l'explosion des cancers est le reflet de cette réalité matérielle dans notre chair.

Les Soulèvements de la Terre ne sont en fait pas persécutés parce qu'ils s'attaquent à l'écocide, mais parce qu'ils s'attaquent au fondement de la société bourgeoise, la propriété privée. Dès la Révolution française, la Déclaration des droits de l'Homme pose le cadre : « *la propriété est un droit inviolable et sacré* » ; et dans notre actuelle Constitution, le droit à la propriété « *est un droit naturel et imprescriptible pour l'Homme dont sa conservation constitue l'un des buts de la société politique* ». La chose est on ne peut plus claire : s'attaquer à la propriété, c'est l'apostasie de la société capitaliste, dont la base est la propriété privée des

moyens de production. Désarmer une centrale à béton appartenant au monopole Lafarge, détruire une pompe pour empêcher que les agro-capitalistes continuent à profiter, relève de « l'hérésie ». Le rôle central de l'État bourgeois, sa raison d'être, est bien de conserver et de protéger la propriété privée, si besoin par la mort et la destruction.

Nous touchons là aux limites des Soulèvements de la Terre. La démarche est puissante, mais l'analyse ne va pas au fond des choses et reste superficielle. Ils n'expliquent nulle part que c'est le mode de production capitaliste qui engendre tout cela, et que c'est par le passage révolutionnaire à un mode de production supérieur, le Communisme – et donc par la fin de la propriété privée –, qu'on sortira de la catastrophe. Les SDT soutiennent la petite paysannerie comme si elle était la solution à un problème beaucoup plus large. Il est effectivement nécessaire de soutenir la petite et moyenne paysannerie face au monopole agro-capitaliste, mais penser qu'il y a possibilité de revenir en arrière est illusoire. Karl Marx le disait déjà au XIX^{ème} siècle : la paysannerie est condamnée comme classe car elle ne répond pas aux exigences économiques du capitalisme. L'effondrement numérique accéléré de la petite et moyenne paysannerie correspond à la modernisation et au développement de l'impérialisme français. Les politiques de regroupement de parcelles et de mécanisation massive ont visé à moderniser l'agriculture pour répondre au développement de l'agro-capitalisme. Ce fut une des œuvres

du Gaullisme, qui de manière opportuniste se faisait le « *défenseur du petit paysan* ». La concentration de la terre est consubstantielle de la décomposition de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Tout le système n'avantage que les gros propriétaires, les autres devant se moderniser ou périr – ou de manière minoritaire, trouver des « niches ». Cette concentration va s'accélérer, car 5 millions d'hectares (soit 20 % de la surface agricole nationale) vont changer de main d'ici 2033, du fait du départ à la retraite de plus de 25 % des agriculteurs. En 2013 en France, 20 % des exploitations étaient supérieures à 100 hectares (c'est-à-dire considérées comme « grande propriété ») mais contrôlaient à elles seules 61,9 % de la surface agricole utile – elles se concentrent dans les zones de grandes cultures céréalières intensives.

Cela démontre ce que le marxisme affirme : **le capitalisme pose les bases matérielles de la collectivisation**. La solution est dans la collectivisation des grandes propriétés foncières d'un côté et le soutien aux moyennes et petites propriétés de l'autre ; ces dernières passeront dans le domaine collectif sur une période plus longue, dans une démarche avant tout pédagogique. Qui dit collectivisation de la terre, dit destruction du monopole de l'agroalimentaire, par l'expropriation des grandes entreprises, véritables vampires de la petite et moyenne agriculture. Nous avons là le programme révolutionnaire minimum pour la petite et moyenne paysannerie : **expropriation et collectivisation** de la grande propriété foncière et du monopole agro-industriel.

Quand nous parlons de collectivisation, nous parlons d'une gestion de la terre et de la nature non pas organisée pour le bien-être du marché, mais au service de la population et du développement social du pays. La planification agricole permettra d'adapter les cultures aux réalités des sols, d'organiser des grands plans de réparation des sols, d'utiliser l'eau de manière rationnelle, d'interdire des grandes parties du territoire à la présence humaine, dans l'esprit des *zapovedniks* (grandes aires naturelles intégralement protégées) de l'URSS.

Si nous creusons un peu plus sur ce sujet, nous nous rendons compte que le réel problème historique est la division entre la ville et la campagne, aujourd'hui entre la métropole et « l'hinterland », l'arrière-pays. C'est le cœur du problème paysan et rural, mais aussi métropolitain. Toute politique écologique révolutionnaire doit poser la question de la déconcentration à grande échelle des métropoles et de la réorganisation radicale du territoire. Le démantèlement planifié des métropoles doit aller de pair avec le développement économique des zones rurales. Cela ne peut passer que par la réindustrialisation du territoire, créant les bases économiques pour un développement en harmonie avec la biosphère. Le but, à terme, est de supprimer la différence entre la ville et la campagne. L'appropriation de la technique et de la science pour le bien-être collectif donnera les clés pour résoudre tous les problèmes, car la recherche scientifique au service du capital et coupée de la réalité matérielle des masses participe grandement à la catastrophe. Notons d'ailleurs ici que la critique de la technologie *dans l'absolu* qui est faite par les SDT est totalement erronée. Le marxisme porte comme projet la fin de la division entre la sphère manuelle et intellectuelle, le socia-



Manifestation combative contre les méga-bassines à Sainte-Soline

lisme portera donc la fusion entre le travailleur de la terre et le scientifique.

Bien. Tout cela pose les bases d'un début de réflexion, mais ne sera qu'un vœu pieu si la question du Pouvoir, c'est-à-dire la question de qui dirige la société, n'est pas abordée. Les SDT « *n'attendent rien de l'État* », pourtant leur démarche actuelle qui ne pose pas la question du Pouvoir tend à renforcer l'État, à lui donner encore plus un rôle de médiateur entre le capital et « *la terre* ». Qui d'autre que la puissance étatique peut aujourd'hui arrêter les méga-bassines ? Qui a décrété la fin de l'aéroport de Nantes et qui autorise et soutient massivement les LGV Bordeaux-Toulouse ou Lyon-Turin ?

La question au centre de tout devrait donc être celle de l'État. En un mot, **quel État et pour qui** ? Tous les militants, activistes et masses qui appuient les SDT sont d'accord : nous vivons sous la dictature de la minorité de riches qui imposent leurs volontés à la majorité. Rien n'est plus exact ! En revanche, nulle part il n'est dit que ce dont nous avons besoin, c'est de la dictature de la majorité sur cette minorité, pour la contraindre à disparaître socialement, soit en tant que classe, en expropriant par la force les monopoles, en nationalisant le commerce extérieur, en fermant la bourse. Depuis Karl Marx, cette politique s'appelle la Dictature du Proletariat, la démocratie pour le plus grand nombre mais la dictature pour les exploités. C'est le seul chemin politique qui pourra contraindre les Lafarge à disparaître, qui pourra mettre toute l'intelligence collective vraiment au service du collectif, qui pourra organiser un plan massif de plantation de haies et de forêts, de sauvegarde de l'eau et de sanctuarisation de vastes zones naturelles, qui pourra supprimer le tourisme de masse dans ces zones, et tout le reste.

Nous faisons donc assurément partie intégrante des Soulèvements de la Terre, nous comprenons l'urgence et la nécessité d'agir, mais nous disons qu'il faut aller plus loin, qu'il faut politiser la question et que la politique c'est l'expression de l'antagonisme de classe, et donc de qui dirige la société, de **quelle classe a le pouvoir** ; car c'est bien le cœur de tout. Si ça ne l'était pas, les attaques des SDT contre la propriété privée n'auraient pas reçues une réaction aussi radicale de la part de l'État, que cela soit à Sainte-Soline ou avec leur dissolution. Alors allons jusqu'au bout de la critique, et proposons un chemin clair pour la biosphère et la fin de l'écocide. ■

Les révolutionnaires, la Révolution et les universités

Article publié dans le n° 8, mars-avril 2023, pendant les vagues d'occupation d'universités



Les êtres humains sont le reflet de la société dans laquelle ils vivent. C'est-à-dire que la manière dont nous appréhendons les choses, nos pensées, sont aussi le reflet du monde matériel dans lequel nous évoluons. C'est ce qu'affirme la conception marxiste du monde, c'est ce qui se nomme le matérialisme en philosophie. Dans une société façonnée par le capitalisme, spontanément les gens auront une façon de voir le monde qui reflète ce système – bien entendu de manière plus ou moins profonde. Idéologiquement, le capitalisme porte l'idéalisme et le subjectivisme. L'idéalisme c'est « **la position selon laquelle toute réalité se ramène à des déterminations de l'esprit, qu'il s'agisse d'idées, de représentations mentales ou de déterminations plus subjectives comme les 'expériences sensibles' ou les sensations** » ; c'est ramener l'existence entière à celle du sujet, de la pensée. Partant de là, nous comprenons comment les universités sont le reflet de la décomposition de l'impérialisme en crise profonde. Sur les campus, nous croisons une concentration de sujets écrasés culturellement et politiquement par cette crise abyssale, qui frappe la civilisation du profit et de la Bourse. Plus qu'ailleurs, la dépression du vieux monde est frappante. Les corps et les énergies sont vidées, la rébellion n'existe plus, la conformité de la société du « *chacun pour sa gueule* » paraît avoir triomphé.

Les étudiants sont particulièrement touchés par l'idéalisme et le subjectivisme, car ce sont les universités qui dans nos sociétés ont la fonction de « *produire du savoir* » par le biais de « *la recherche* » ; c'est-à-dire qu'elles participent directement à la production de la superstructure idéologique de la société. Les étudiants sont majoritairement issus des couches intermédiaires (la petite-bourgeoisie) coincées entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les révolutionnaires ont besoin de gagner ces couches qui sont très développées dans un pays impérialiste comme la France, sinon la Révolution ne pourra pas triompher. Les gagner, c'est éviter qu'elles tombent dans la contre-révolution.

Il faut comprendre que la base de la société c'est l'infrastructure,

la base économique, la division de classe. La superstructure, c'est ce qui chapeaute tout cela : l'idéologie, la politique, la culture, etc. La superstructure est le reflet de l'infrastructure, mais la dialectique n'est pas absente car la superstructure elle aussi influence l'infrastructure (avec les lois, par exemple). Nous ne pensons et vivons pas la vie de la même manière dans un système capitaliste et socialiste. Notre relation à chaque moment de la vie sociale est complètement différente. Nous disons bien tout, c'est-à-dire que les relations amoureuses, la façon de penser la mort, la fatigue, la dépression, etc. sont vues d'une façon complètement différente.

Dans le cadre d'une société divisée en classes, les universités sont d'une importance stratégique pour le besoin idéologique de la reproduction capitaliste. C'est pour cela qu'elles ont une position à part qui est contradictoire : d'un côté le monde universitaire est coupé de la production et donc de la société, et de l'autre il doit produire de « *la recherche* » sur la société qui puisse ne pas nuire au capitalisme. Nous parlons spécifiquement des facultés de sciences humaines, qui sont les plus importantes au niveau stratégique pour la domination idéologique. Leur rôle historique et stratégique, selon la bourgeoisie, est de tenter de rendre inopérant le Marxisme par divers dispositifs. Bien entendu, c'est peine perdue, car le Marxisme est conforme au monde réel, il n'est pas une production intellectuelle ex-nihilo : il existera tant qu'existera une société de classe. Les dispositifs sont divers et se sont transformés avec le temps, mais la base est la même : le Marxisme serait « *dépassé* » ou « *incomplet* ».

Le cœur du Marxisme, c'est la lutte des classes, et c'est donc celle-ci qui serait dépassée – ou, lorsque c'est avancé plus finement, seulement sa « *centralité* », ce qui revient au même. Il fallait remplacer, détourner ou travestir la compréhension marxiste avec de nouveaux concepts, comme « *l'intersectionnalité* » dont la base sont « *les oppressions* ». Les pluriels sont extrêmement importants, car le sujet révolutionnaire marxiste – le prolétariat

dont le cœur est la classe ouvrière – se transforme en une multitude de sujets. Les sujets sont dès lors divisibles à l'infini (sexe, ethnie, religion, etc.), C'est la course au sujet le plus opprimé. Le sujet « *prolétaire* » a quasiment disparu des matrices et s'il subsiste, il n'est qu'une chose parmi tant d'autres, ce qui lui enlève dans les mots toute puissance révolutionnaire. Il n'y a plus de bourgeoisie mais « *des dominants et des dominés* », et la plupart du temps le problème vient des « *dominés* » qui ne seraient pas suffisamment « *déconstruits* » pour marcher vers l'émancipation. Le meilleur exemple du rôle de ces concepts, c'est la stratégie de la CIA d'imposer la « *French Theory* » (Foucault et consorts – le postmodernisme/relativisme) dans les facs américaines, meilleure antidote face au Marxisme.

Bien entendu tout cela n'est pas conforme à la société dans laquelle nous vivons, où il y a toujours deux classes antagoniques, la bourgeoisie et le prolétariat. Poussé à l'extrême, ce corpus d'idées vient faire ressurgir les monstres du passé comme les « *racés* » (concept réactionnaire, et peu importe s'il est question d'un sujet politique ou non), nie la science en niant la biologie, impose l'essentialisation et le relativisme, et va contre l'Universel. L'émancipation devient une quête individuelle où le collectif est secondaire. La déconstruction serait le moyen pour faire la Révolution, il n'est donc plus question de conquête de pouvoir par la violence révolutionnaire. Tout se concentre autour du « *je* » et du « *moi* », ce qui plonge les gens dans un mal-être constant, la vie étant de toute manière absurde car à la fin on meurt tous. Tout cela est profondément réactionnaire, car cela va contre la longue marche de l'Homme du règne de la nécessité à celui de liberté, qui est une immense marche vers l'Universel, l'émancipation ne pouvant être que collective. L'extension du capitalisme qui a envahi chaque centimètre carré de notre Terre a son contraire : le prolétariat qui lui aussi est, aujourd'hui, Universel. Le prolétariat est une classe unique dans le monde. Il a bien sûr des différences nationales (ethniques, culturelles) mais le principal c'est que le système est partout le même – d'une forme, certes, plus ou moins développée – et que donc l'émancipation prendra forcément les mêmes formes.

Nous nous devons de lutter dans les facs contre cette chape de plomb réactionnaire qui empêche les étudiants de s'émanciper mais surtout et principalement de participer à l'émancipation du genre humain, c'est à dire à la Révolution Socialiste.

Affirmer les concepts et les principes, défendre la science, dans la lutte idéologique dans les universités est une nécessité pour combattre l'antimarxisme qui fait partie du processus de réactionnarisation. Assumer et porter des concepts comme « *prolétariat* », « *classe ouvrière* », « *masses* », « *Révolution Socialiste* », « *lutte des classes* », « *unité de la classe* » est une partie importante de la lutte idéologique, car la volonté est de rendre caduque le Marxisme et donc de nier son contenu. Il faut propager le



Blocage de l'université de Rennes 2 durant la Bataille pour les retraites

matérialisme dialectique, la philosophie marxiste, en expliquant concrètement ce que cela signifie, c'est d'une extrême importance car c'est le seul instrument qui a le pouvoir de nous faire comprendre l'ensemble du monde matériel, ses problèmes et comment les régler.

Mais cela n'est pas suffisant pour développer une Nouvelle Culture – car là est l'enjeu, et nous parlons d'enjeu de civilisation –, il faut que les étudiants se confrontent au monde de la production et au prolétariat, la seule classe qui n'a rien à perdre. C'est la pratique, l'expérience, en luttant avec les masses populaires qui nous fait comprendre la totalité des problèmes idéologiques qu'affrontent les universités soumises à une chape de plomb réactionnaire. La lutte concrète est la plus grande des écoles et nettoie la montagne d'ordure que nous avons accumulé au fil des ans. Les Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité dans les quartiers peuvent notamment servir aux étudiants à cette « *prolétarianisation idéologique* » avant de passer à la « *prolétarianisation pratique* ». Les étudiants ont besoin de vivre et de lutter avec les masses avant de travailler avec elles.

Il faut que l'université redevienne un foyer révolutionnaire en liant les étudiants au monde réel, voilà l'enjeu de l'Époque. Pour leur position stratégique dans la superstructure idéologique, les universités sont un front de lutte entre Révolution et contre-révolution. Le courage est la vertu principale dans la lutte à mener dans les facs, car la décomposition est très avancée. ■

Le Comité de Lutte, un outil de combat au service du peuple

Article publié dans le n° 9, mai-juin 2023, pour rendre compte de la pratique du Comité de Lutte à Lyon pendant la Bataille pour les retraites



A Lyon et dans sa métropole, le Comité de Lutte de Lyon se développe depuis le 19 janvier 2023, à l'initiative de différents acteurs. Pour donner suite à la première grande journée de manifestation nationale, un appel lancé par le groupe « *Inflation* » circule sur les réseaux, pour se réunir dès le soir même et organiser la suite de la mobilisation. Plusieurs appels allant dans ce sens circulaient déjà parmi les groupes révolutionnaires, les gilets jaunes, les autonomes, et c'est ainsi qu'une centaine de personnes se réunit à la Guillotière à la suite de la manifestation.

Ce Comité de Lutte est « *un espace d'organisation ou peuvent se retrouver syndiqué.es, étudiant.es, précaires, chômeurs et chômeuses, personnes non organisé.es. Il est à la fois un point d'appui aux luttes en cours et une force d'initiative qui vise aussi bien à organiser la solidarité matérielle à la base, qu'à intensifier l'offensivité du mouvement contre l'ensemble des conditions qui précarisent nos vies* ». Ce Comité vise donc à lutter contre la réforme des retraites mais également contre son monde, soit le capitalisme. Il organise des assemblées générales interprofessionnelle, qui visent à multiplier les actions de lutte pour le retrait de la réforme des retraites et l'organisation à la base de la solidarité de classe : contre la répression, pour le soutien financier et juridique, pour le soutien moral des camarades en grève. Il se mobilise en complé-

ment et non en concurrence de l'agenda syndical.

Les activistes de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire, tout comme nous, s'y activent. En effet, les activistes anti-opportunistes soutiennent la ligne d'unité à la base, de décision démocratique, seule voie pour lutter contre les réformes injustes. Nous avons ainsi pu suivre au plus proche le développement de ce comité.

Pour les activistes révolutionnaires, l'Assemblée Générale du Comité de Lutte est un formidable outil pour l'unité à la base. Dès le 26 janvier, l'A.G. invitait syndiqués et non syndiqués à se réunir pour augmenter l'intensité de la lutte des classes. Des ouvriers et ouvrières, dont des cheminots, gaziers, postiers, intérimaires de la logistique, prolétaires de la grande distribution mais aussi des travailleurs et travailleuses de la culture, employés, enseignants se retrouvent et décident collectivement des actions à mener. Les premiers jalons sont posés : augmenter l'intensité de la lutte fin janvier, pour enraceriner celle-ci alors que les journées d'action de l'intersyndicale sont encore largement espacées. L'A.G. permet de compléter la stratégie de l'intersyndicale. Celle-ci cherchait à permettre aux masses de vérifier l'hégémonie de l'opinion contre la réforme, de se compter, de prendre confiance en elles.

L'A.G. du C.L. permet de construire le front combatif entre ces journées et de maintenir une tension contre le gouvernement.

Bien sûr, appeler à l'unité en parole est une simple formule rhétorique. Tous les opportunistes, de « gauche », comme de droite, refusent dans les faits l'unité, au nom de « *divergences politiques* ». Cela ne les empêche pas d'appeler à l'unité – autour d'eux, et de leurs stratégies, bien entendu. C'est donc dans l'action qu'il faut gagner les masses. Dès les premiers jours, barrages filtrants, opérations péages gratuits, blocages, soutien aux caisses de grèves permettent d'agréger plus d'une centaine de personnes régulièrement actives, issus de nombreux courants politiques, simples militants syndicaux ou étudiants et étudiantes. Le Comité de Lutte met ainsi rapidement en pratique ses mots d'ordre combatifs, le MEDEF et une permanence de député sont recouverts d'affiches et le conseil municipal du 4^{ème} arrondissement de Lyon est envahi pour protester contre la réforme. Le ton est donné, le Comité de Lutte apparaît de plus en plus comme une force combative avec laquelle il faut compter. Dans le même temps il se dote d'une commission action/suivi qui sert de fait à mettre en œuvre les décisions prises démocratiquement lors des A.G., qui sont bien entendus ouvertes à tous et toutes. Ainsi, de par ce travail, la démocratie est réellement appliquée et mise en œuvre.

Dans l'action, certains militants des organisations opportunistes ou réformistes se mettent à soutenir de fait l'unité. L'A.G. du C.L. grandit avec la lutte contre la réforme et en représente une des pointes avancées derrière les syndicats. Elle permet de réunir des non-syndiqués, méfiants de la direction prise par les grandes centrales. Mais aussi des syndiqués combatifs, heureux de pouvoir se coordonner au-delà de leur branche de métier, ou encore des syndiqués isolés, espérant un soutien moral, organisationnel et financier pour tenir jusqu'au bout. Un bel exemple d'unité est une opération de tractage portée par l'intersyndicale. Le C.L. se pose en soutien, montrant ainsi que l'unité à la base de la classe est primordiale. Conscient de leur force, les militants syndicaux eux-mêmes décident de bloquer le périphérique. Enthousiasmés, les militants du C.L. prennent des barrières, des poubelles, et érigent deux barrages filtrants à deux points de la ville, pendant que la majorité du C.L. envahit la rocade avec la C.G.T. près de Perrache. C'est le début du mois de mars et la force de l'unité s'impose à beaucoup de syndiqués combatifs comme une évidence : syndiqués cheminots, gaziers, de la chimie ou syndiqués étudiants seront désormais plus nombreux aux A.G. du C.L.

D'autres A.G. se tiennent, sur des bases relativement similaires : celle de l'éducation de Vaulx-Villeurbanne, née lors de la lutte en 2019, celle d'A.G. Culture et celles interprofessionnelles de quartier à l'initiative des cheminots de Perrache et Part-Dieu, réactivées lors des grandes luttes sociales. Ces A.G. connaissent un succès encourageant en comparaison des A.G. sur les lieux de travail, pour une raison simple : elles n'ont pas de direction. C'est d'ailleurs une des raisons principales de l'échec des A.G. sur les lieux de travail. La classe ouvrière a bien conscience de ne rien pouvoir décider en A.G., et que c'est l'intersyndicale qui décide. Sans direction, sans comité d'action ou de suivi, exécutant les décisions de l'A.G., rien n'est possible. Les masses le savent, et sans lutte politique pour des directions lors des luttes, les masses ne reviendront pas dans les A.G. Un des rôles des révolutionnaires est de prouver l'importance des directions, et de montrer le chemin pour les construire : dans les luttes, les éléments les plus investis, honnêtes et dévoués, luttant pour l'unité, doivent former des directions : que ce soit dans les A.G., dans les syndicats, dans les comités populaires, dans les associations de

locataires, etc. De fait, les masses exigent une direction, une direction démocratique et révocable mais une direction, car sans ça, pas d'organisation donc pas de victoire ni d'émancipation. L'organisation est une des bases des sociétés, la question est de savoir quelle forme prend la direction et au service de *qui* elle se trouve. Mais de fait, il n'existe aujourd'hui aucun mouvement ou organisation sans direction, qu'elles soient ouvertes, cachées ou niées. Le C.L. a su répondre démocratiquement à cette exigence de lutte et de changement, c'est une des clés de sa réussite.

Bien sûr, entre autres, les activistes révolutionnaires ont dû mener la lutte de lignes pour la direction, car rien n'arrive sans efforts. En effet, comme nous l'expliquions dans un article paru dans le numéro 8 de Nouvelle Époque, l'unité implique la lutte politique, car une unité se fait sur des principes. De fait, une direction s'est construite, avec une liberté tactique approuvée par l'A.G. La direction peut donc décider d'actions sans le vote de l'A.G., à partir du moment où le principe de l'action a été validé par cette A.G. Toutefois, elle est responsable devant l'A.G., à qui elle rend des comptes, et peut être révoqué. La conscience politique des membres de cette commission est un aspect essentiel ; se détacher de la masse de l'A.G. la rendrait inopérante, empêcherait le développement de l'action et compromettrait les chances de victoire. De plus, la majorité des membres de la « direction » sont des membres actifs, combatifs et dévoués : ils et elles ne sont pas arrivés là par des manœuvres politiciennes, mais grâce à la confiance de la majorité, grâce à leur investissement permettant de réaliser les tâches votées par l'A.G., grâce à leur niveau de conscience politique. Bien sûr, au sein de la direction, la lutte politique continue : mais elle est ouverte, et vise l'unité. La lutte de lignes est quelque chose de fondamentale pour toute organisation, elle est la preuve que l'organisation existe et vit. Sans lutte de lignes, pas de vie, c'est donc quelque chose à célébrer et non une chose à craindre et rejeter.

Reprenons depuis le début. Nous l'avons vu, l'unité se construit à la base, basé sur la conscience de classe. Non pas suite à des discussions de cabinet, mais dans l'action, sur le terrain, et dans les A.G. ouvertes et unitaires. Ainsi, au plus fort de la lutte, l'A.G. à rassemblé plus de 300 personnes à la Bourse du Travail en même temps et un réseau de plusieurs centaines de personnes se mobilisant de manière irrégulière. L'A.G. a pu être à l'initiative d'une opération « ville morte » et en prépare une seconde – en coopération avec d'autres A.G. et des syndicats de branches. Pour les activistes, c'est une preuve que la ligne syndicaliste classiste et anti-opportuniste est juste. L'élévation du niveau de la lutte des classes à un prix : la lutte constante, consciente et patiente pour l'unité, cadre de la lutte pour l'élévation de la conscience politique au travers de la pratique et de la lutte des deux lignes. ■

Contre le “radical-réformisme”

Texte du Noyau d'Etude Marxiste (NEM) envoyé à notre rédaction, publié dans le n° 9, mai-juin 2023. Il fait office de réponse à l'article "Face à la radicalisation autoritaire pour une réponse démocratique radicale par en bas" de Juan Chango, journaliste d'obédience trotskyste pour Révolution Permanente.



Tête de la manifestation du samedi 12 décembre 2020

La stratégie est au cœur de toute chose, la ligne politique d'une organisation la reflète. Au cœur de la ligne politique il y a la ligne militaire, c'est-à-dire la question de la conquête du pouvoir par la violence révolutionnaire, non par choix mais par nécessité révélée par l'Histoire de la Lutte des Classes. Tout projet politique révolutionnaire qui navigue à vue ne peut tomber que dans l'opportunisme et le révisionnisme, en un mot la trahison des intérêts de la classe. Si la fermeté idéologique n'est pas au rendez-vous, nous bâtissons un château de cartes, les premiers détours font s'effondrer l'édifice et en premier, nos certitudes. Il n'y a qu'un seul chemin pour la conquête du pouvoir et donc qu'une seule stratégie qui elle-même ne peut être qu'universelle c'est-à-dire adaptable dans ses principes à n'importe quel endroit de la Terre. Comme Marxiste il est aussi central de mettre au poste de commandement la ligne Prolétarienne, c'est à dire le point de vue de la classe sur chaque aspect d'une situation.

L'article "Face à la radicalisation autoritaire pour une réponse démocratique radicale par en bas" de Juan Chango, journaliste dans le périodique Révolution Permanente, est un exemple de problèmes posés par une vision unilatérale ne comprenant pas, au fond, le matérialisme dialectique, couplé avec l'absence d'une stratégie juste et claire qui fait sombrer la Grande Idée dans l'opportunisme.

"L'explosivité de la lutte des classes en France est en grande partie le produit de la dureté du régime bonapartiste de la Vème République." : voilà l'analyse de base du texte dont le déroulé mène à une montagne d'opportunisme. Cette analyse marche sur la tête, car c'est parce que la lutte des classes dans le pays est forte que le régime se réactionnarise. La base de la lutte des classes est

économique mais bien entendu elle s'exprime dans un cadre historique qui est le développement de la lutte des classes dans un cadre national donné. Le premier point, dont tout découle, c'est que le monde affronte la seconde crise générale du capitalisme, celle de décomposition de l'impérialisme. C'est la pire crise de l'Humanité et en même temps celle de sa rédemption car le vieux monde agonise et le nouveau pointe à l'horizon.

L'impérialisme français est violemment touché par cette situation. Il est le maillon faible des puissances secondaires, sa zone d'accumulation impériale étant bestialement attaquée par la concurrence féroce des autres impérialismes, la désindustrialisation ayant atteint un seuil critique tandis que les monopoles ont renforcé leur poids dans toute la structure économique. Si nous couplons cela au malentendu historique issu de 1789 au cours duquel l'égalité politique vite acquise a supplanté l'espérance trahie de l'égalité économique et dont le résultat le plus flamboyant est cette longue guerre civile tantôt ouverte tantôt étouffée, nous avons un cocktail détonnant. Nous avons là, la seule base pour toute analyse juste.

La réactionnarisation actuelle est la réponse de la bourgeoisie à sa propre crise. Elle est affolée et en déclin et doit restructurer l'appareil productif vitesse grand V pour qu'il continue à être concurrentiel. Mais comme un malheur (pour elle) n'arrive jamais seul, elle doit aussi rapidement réarmer le pays pour participer au repartage du monde qui devient de plus en plus tendu entre grandes puissances, et dont l'arrière plan est l'affrontement USA-Chine.

Bien que l'auteur nous expose des faits pertinents et s'appuie

sur des auteurs comme Serfati dont les travaux sont de qualités, il part d'un regard bourgeois, c'est-à-dire en omettant que la militarisation de l'Etat est le résultat de la Lutte des Classes. Il y a bien sur une vision particulière de l'Etat en France issue de son long développement historique, lui-même résultat de la lutte des classes. Le Gaullisme, version moderne du Bonapartisme a pensé régler la contradiction historique que connaît la France par rapport à la question de l'Etat. L'Etat, comme machine de répression restructurant le capital mais aussi comme garant du bien-être du peuple avec son "côté social", voilà la contradiction qui est en train de voler en éclat.

Tout au long de l'article nous sentons poindre le désespoir propre à une position de classe que l'auteur exprime car aucun "point de vue" n'est neutre. Cette position de classe se révèle à la fin de l'avant-dernier paragraphe :

"Tout ce cocktail explosif, entre renforcement des mesures bonapartistes, offensive du ministre de l'Intérieur contre le « terrorisme intellectuel de l'extrême gauche » face aux accusations de violences policières, durcissement de la lutte des classes et plus grande acceptation de la violence, laissent entrevoir, indépendamment du résultat de la lutte actuelle, une continuité de l'instabilité et des explosions sociales dans les années à venir. Et ce d'autant que la banqueroute croissante du capitalisme français, accélérée par la perte de poids de la France sur la scène internationale, comme on l'a vu dans le cadre de la guerre en Ukraine ou de ses reculs en Afrique, et la continuité de sa désindustrialisation relative, n'augurent pas d'une prospérité qui pourrait aider à adoucir les fortes tensions sociales et politiques à l'œuvre."

Pourquoi un révolutionnaire devrait s'inquiéter du chaos ? La Révolution ne naît pas de champs de roses sous serre mais du pourrissement toujours plus grand de la structure économique, de l'Etat et de la société dans son ensemble. L'impérialisme en se décomposant écrase toujours plus le Proletariat qui en retour se révolte toujours plus. Qui veut donc *"adoucir les fortes tensions sociales et politiques"* si ce n'est les réformistes ? Un révolutionnaire se sert de la situation pour lutter pour la seule chose qui peut régler les problèmes exposés dans ce texte : La Révolution Proletarienne.

Au fond et comme toujours, il y a cette peur panique de la violence incontrôlée, de la perte de contrôle, pourtant la Révolution ce n'est pas un acte pacifique, c'est tout l'inverse. Le règlement des contradictions ne peut être qu'une explosion de rage et de colère. L'auteur ne voit pas l'autre côté de la contradiction du noir tableau qu'il dresse, car si la Bourgeoisie en arrive au point de s'assois sur ces propres lois, de gouverner par décret, de détruire le mythe parlementaire, de réprimer, en brisant le cadre démocratique c'est que cela va très mal pour elle et donc, de fait cela va très bien pour la Révolution. La Révolution arrive, comme nous l'a dit le Grand Lénine, quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant et que ceux d'en bas ne veulent plus être gouverner comme avant. Nous nous dirigeons vers cela, c'est notre moment historique.

Tout cela s'exprime dans le dernier paragraphe, dans lequel le journaliste va même contre la ligne de sa propre organisation par désespoir et faiblesse idéologique. Il se rend compte que "nous ne sommes pas encore en condition de remplacer Macron par « *un gouvernement des travailleuses et des travailleurs, des classes populaires et de toutes et tous les exploités et opprimés, en rupture avec le capitalisme* » (Programme de Révolution Permanente aux élections Présidentielles). Bien entendu nulle part l'organisation n'a expliqué une stratégie claire pour

arriver à ce gouvernement de travailleurs. Il y a un immense vide stratégique qui permet donc un retour "à la radicalité de la Révolution Française". Pour l'auteur, le palliatif à la crise de la démocratie bourgeoise c'est une démocratie bourgeoise radicale type Robespierrienne. 1793 était et restera l'apothéose de la Révolution Bourgeoise, les germes de la Dictature du Proletariat y étaient bien présents, mais parler de régler les problèmes en changeant la superstructure sans toucher à l'infrastructure, aux monopoles, et à "l'économie" c'est du réformisme radical, rien d'autre. Quand bien même cela serait possible il n'est nulle part écrit comment arriver "à la Convention de 1793, instaurant une assemblée unique dont le rôle ne serait pas de parler pendant que le gouvernement gouverne, mais de légiférer et gouverner en combinant les pouvoirs législatifs et exécutifs. Ses membres seraient élus pour deux ans, au suffrage universel, avec une majorité fixée à 16 ans à la proportionnelle intégrale, sans discrimination de sexe ou de nationalité, élargissant la citoyenneté à toutes celles et ceux qui vivent et travaillent sur le territoire national. Les députés seraient révocables à tout moment si leurs décisions contredisent le programme pour lequel ils auraient été élus ou les intérêts de la population, et avec la possibilité de convoquer un nouveau scrutin si une proportion suffisante du corps électoral l'exige. Pour en finir radicalement avec la professionnalisation de la politique, marquée par ses indemnités indécentes des élus et leurs privilèges, les députés recevraient le salaire d'un ouvrier spécialisé ou d'un enseignant."

Jamais la bourgeoisie n'acceptera d'elle-même ce programme, si elle accepte c'est qu'elle y sera forcée, par la force des armes, mais si le Proletariat est en armes, alors la question sera de tout prendre, d'exproprier les expropriateurs, d'instaurer la Dictature de la majorité sur la minorité et d'instaurer le socialisme.

A noter qu'il n'est pas question de saborder les droits démocratiques : au contraire il faut les défendre, car moins il y a de droits, moins il y a de marge de manœuvre. Cette ligne n'est pas en contradiction avec la question de la violence révolutionnaire, car dans les faits elle la sert. Démontrer aux larges Masses, par la défense de nos libertés, que ce système est une dictature d'une minorité de monopolistes sur la majorité qui sont les créateurs de richesse est une nécessité. Dénoncer les violences policières, les magouilles des gouvernements, la corruption, etc., participe à saper l'autorité de l'Etat de la bourgeoisie. A vrai dire, il y a impossibilité de stopper la lutte des classes. Les droits démocratiques seront étendus au maximum sous le socialisme, ils parfaîtront les droits actuels gagnés de hautes luttes. La Révolution Proletarienne sera effectivement la fermeture de la phase ouverte en 1789 pour en ouvrir une qui sera le mouvement vers le Communisme toujours aussi lumineux.

Que disons-nous donc, nous révolutionnaires ? Nous disons qu'il n'y a pas de Révolution sans Guerre Civile car la bourgeoisie va se battre comme un diable et jamais se rendre. La question centrale c'est que cette Guerre Civile doit être la perspective immédiate de toute action politique révolutionnaire. Elle doit être le cœur, l'idée guide, la ligne de mire, de tous ceux et celles qui veulent véritablement en finir avec la barbarie. Il n'y a aucun retour en arrière possible car la roue de l'Histoire ne peut aller à l'envers. ■

Sur la réactionnarisation actuelle

Article publié dans le n° 10, juillet-août 2023.



Le Général Piquemal lors d'une manifestation anti-migrants

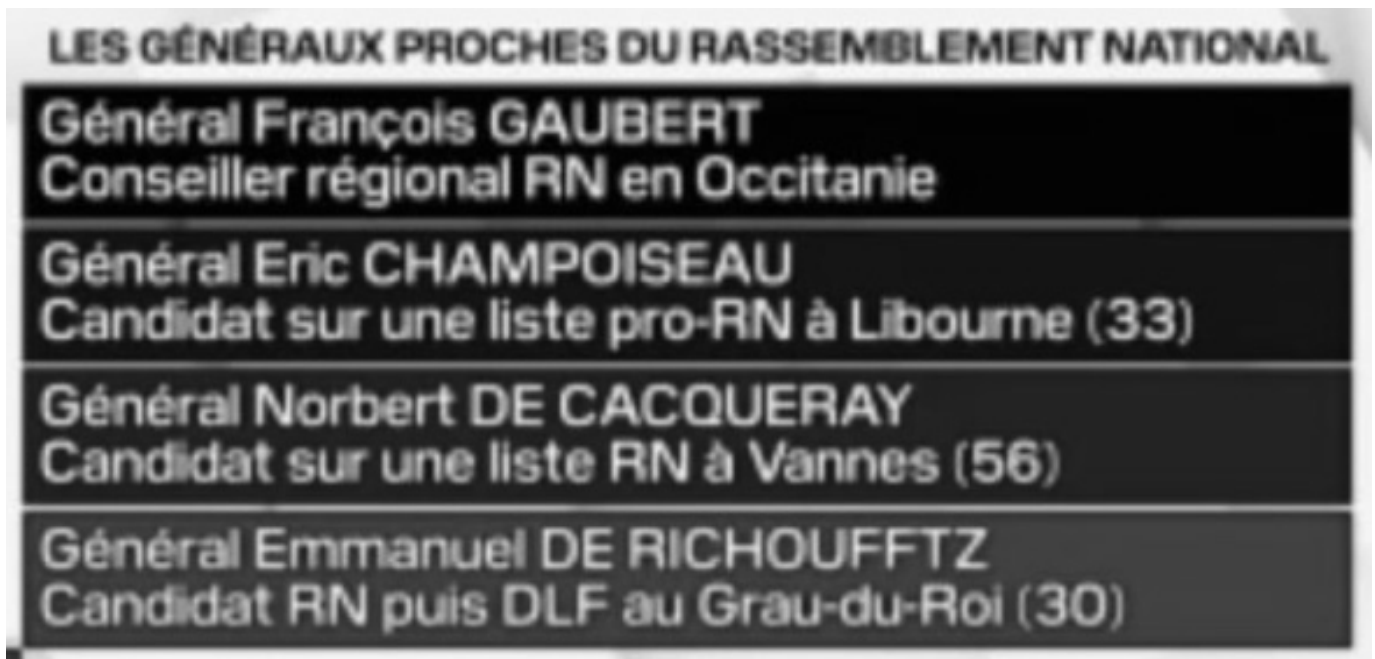
Le développement inégal de la situation révolutionnaire dans le pays est un fait, mais il faut raison garder et ne pas dire, comme certains l'affirment, que nous vivons une situation pré-insurrectionnelle. Une situation pré-insurrectionnelle nécessite que la classe soit organisée et consciente, nous n'en sommes qu'aux prémices. Par contre, la situation de crise économique profonde déstabilise en profondeur la société, et crée une situation de crise de Régime en développement. Cette crise va sévir et est déjà en train de renforcer la machine étatique, car comme nous l'avons appris Friedrich Engels : « *Tous les bouleversements n'ont fait que perfectionner cette machine - l'État - au lieu de la briser.* » C'est la seule façon pour la bourgeoisie de répondre à la crise profonde qui agite le pays et le monde. C'est la seule façon, car la classe dominante, classe parasitaire, expropriatrice de la richesse collective, ne peut répondre aux besoins du plus grand nombre sans se nier.

Ce renforcement de l'État, c'est ce que nous nommons la réactionnarisation, c'est une tendance historique, qui dépasse les clivages politiques et les gouvernements. La réactionnarisation est donc « *le renforcement de l'État - aujourd'hui l'État de la dictature des monopoles, c'est-à-dire de la classe bourgeoise monopoliste principalement - en période de crise - c'est-à-dire de lutte des classes -, au service de la restructuration du capitalisme monopoliste et de ses intérêts - c'est-à-dire la lutte pour le repartage colonial du monde -, processus qui pave la voie au fascisme mais qui n'en est pas encore.* » Il est important de bien comprendre ce que cela signifie en profondeur, car toute action politique doit se faire en fonction de la réalité. L'État, le pouvoir qui subjugue la société, se résume en

substance à des « *détachements spéciaux d'hommes armés - police, armée, disposant de prisons* », mais aussi de tribunaux et de tout un arsenal législatif dont la fonction est de maintenir l'ordre, la société de classe. L'État a un caractère de classe et n'est pas neutre, c'est le principal à retenir. En France, l'État représente le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste principalement, celui des patrons des grandes banques et entreprises. L'État est une dictature de cette minorité de parasites qui exproprient et concentrent une très grande part de la richesse collective, qu'elle soit nationale ou directement volée aux peuples du tiers-monde. L'État sert directement les intérêts des monopoles, c'est son rôle profond.

Notons que la bourgeoisie monopoliste connaît une lutte en son propre sein. Deux voies s'affrontent : l'une désire maintenir le statu quo le plus longtemps possible, et une autre fraction, comme le communiste bulgare Georgi Dimitrov l'expliquait, « *cherche de plus en plus le salut dans le fascisme, afin de prendre contre les travailleurs des mesures extraordinaires de spoliation, de préparer une guerre de brigandage impérialiste, une agression contre l'Union Soviétique, l'asservissement et le partage de la Chine et sur la base de tout cela de conjurer la révolution* ». Aujourd'hui, l'URSS n'existe plus, mais la lutte pour le repartage est aigüe : la guerre en Ukraine, par exemple, est une guerre de pillage où chaque puissance veut la plus grande part du butin. Cette bourgeoisie qui se convertit petit à petit au fascisme est aujourd'hui minoritaire, car simplement le mouvement révolutionnaire ne met pas en danger l'ordre capitaliste.

En période d'aggravation de la crise générale de l'impéria-



lisme (décomposition du capitalisme) les intérêts des monopoles sont doubles, ils doivent tenter d'acquérir la plus grande part du butin dans les guerres actuelles et futures de repartage du monde et, aussi, de se restructurer pour affronter sur le terrain de la guerre économique les monopoles des impérialismes concurrents. La crise entraîne le retour de la lutte des classes, qui est aussi nourrie par la restructuration économique, visant avant tout à encore plus concentrer l'économie dans une poignée d'entreprises géantes. Concrètement pour les masses, la crise c'est le chômage, l'augmentation de la pauvreté, l'inflation des prix de toutes les marchandises et services, la destruction de nos acquis de civilisation ; tout ceci est le résultat de la mainmise des monopoles sur la société, et surtout de leur crise. L'État soutien à bout de bras les monopoles en détournant toujours plus la richesse collective dans des subventions à l'économie, aggravant la dette et donc l'inflation. Comme la crise générale aggrave les tensions entre puissances et accélère la lutte pour le repartage colonial du monde, l'État doit réinvestir massivement dans l'armée pour assurer une meilleure position aux monopoles en cas de guerre impérialiste, mais aussi inter-impérialiste.

Tout cela, donc, déchaîne de nouveau la lutte des classes dans le monde et en France. Les révoltes sporadiques et de plus en plus fortes de ces vingt dernières années sont l'expression de cette crise et du retour de la lutte des classes. Ce retour de la lutte des classes, comme nous l'avons dit, ne peut mener qu'à une politique de plus en plus liberticide, à une militarisation de la société, à la négation des libertés civiles et de la Constitution bourgeoise, à la négation de l'idée même de « démocratie libérale » et à l'utilisation toujours plus grande de la police pour régler les conflits. La réactionnarisation est aussi idéologique, car il faut justement convaincre les masses de la nécessité d'une telle politique anti-peuple. Leur ennemi ne peut être que « *les idées de gauche* », c'est-à-dire progressistes, défendant des valeurs guidées par les principes, au fond, du mouvement ouvrier historique. Car, là est le fond de l'affaire, c'est une lutte contre la classe ouvrière et le prolétariat avant tout, car c'est la seule classe qui peut menacer la bourgeoisie. Toutes « les réformes » de fond visent avant tout à détruire les droits conquis par les ouvriers, le Code du travail, le droit de grève, de manifester, le droit au logement,

à la santé et à l'école, le droit d'association politique, etc. Peu importe comment est enrobée la sauce, tous les réactionnaires luttent contre les droits gagnés par les masses, qui de fait représentent la majeure partie de la société, y compris les couches intermédiaires.

Entre les masses populaires (composées du prolétariat et des couches intermédiaires) et la bourgeoisie se dressent la police et l'Armée ; pour l'instant la police directement, et l'Armée réactionnaire comme spectre et perspective. La police comme l'Armée réactionnaire sont formées « en dehors » de la société, tout simplement car si elles étaient la société, le risque de guerre civile serait trop grand pour la bourgeoisie. La seule hantise de la bourgeoisie est l'armement autonome du prolétariat, qui se constituerait en nouveau pouvoir, en nouvel État ; toute politique bourgeoise vise à conjurer l'inéluctable guerre civile entre la France des possédants et la France des travailleurs. La position de la police et de l'Armée, comme colonne vertébrale de l'État, comme garants de l'ordre de classe et donc larbins de la bourgeoisie, les coupe définitivement du peuple. Comme nous l'avons dit, l'impossibilité pour les monopoles en crise de satisfaire les nécessités et besoins des masses les poussent à envoyer systématiquement la police maintenir l'ordre. Cette position de larbin de la bourgeoisie se masquant derrière le service de l'État crée d'immenses tensions et une tendance à la corporatisme, qui n'est que l'expression d'une tendance lourde au fascisme dans le cœur même de l'État. Le gouvernement, pour contenter son bouclier, n'a eu comme seule option que de « lâcher la bride » et d'augmenter le pouvoir de ces « *détachements spéciaux d'hommes armés* ». Le point de bascule a eu lieu pendant le mouvement des Gilets Jaunes, où la police a acquis une autonomie répressive, c'est-à-dire que l'État couvre toutes les violences, ce qui assure leur fidélité. Le communiqué de « sédition » des syndicats de police (UNSA et Alliance) durant le glorieux Soulèvement des Quartiers de juin n'est que la continuation de cette politisation du cœur armé de l'État, qui pousse toujours plus à la réactionnarisation.

Du côté de l'Armée, des hauts-gradés, la tendance est la même mais en plus réfléchie, car l'intervention de l'Armée ré-

actionnaire ne se fera que quand la situation sera plus aigüe, c'est-à-dire quand les émeutes spontanées des quartiers prolétaires seront scientifiquement organisées, quand il existera un État-major reconstitué des pauvres et des exploités, du prolétariat et de la classe ouvrière. L'Armée réactionnaire est politisée, et cela depuis la Grande Révolution Bourgeoise : elle a participé de près ou de loin à toutes les magouilles, aventures, coups d'État et contre-révolutions contre les masses populaires du pays. Quand la situation devient critique, elle court au secours de l'ordre de classe pour le maintenir et le renforcer. Personne ne doit oublier que notre système de gouvernement est issu d'un coup de force militaire soutenu par la grande bourgeoisie, qui nécessitait d'en finir avec l'aventure coloniale pour restructurer en profondeur l'appareil productif et l'État.

L'ultra réactionnaire Zemmour, avant-garde des monopoles les plus agressifs, s'est dès le début fait le héraut de l'intervention de l'Armée dans les quartiers prolétaires pour régler « le problème ». La bourgeoisie sait qu'aujourd'hui ces quartiers où vivent les masses profondes sont un danger réel pour elle, qui deviendrait catastrophique si elles fusionnent avec l'autre composante des masses, la classe ouvrière et les couches intermédiaires. Mais c'est aussi LA porte d'entrée pour accélérer la prise de contrôle de l'appareil d'État par la bourgeoisie la plus radicale. Il faut pour cela que l'Armée réactionnaire entre dans la danse : une faction de militaires pousse déjà ouvertement pour l'intervention directe de l'Armée, comme l'exprime clairement la « Lettre des généraux » d'avril 2021, signée par vingt généraux, une centaine de hauts-gradés et plus d'un millier de militaires. Nous ne pouvons douter que le premier pas de l'intervention directe dans la lutte des classes de l'Armée réactionnaire sera sous la forme de la prétendue « opération ronce », qui fera intervenir les militaires directement dans les quartiers prolétaires, réitérant la bataille d'Alger. Pacificatrice, apparaissant au-dessus des partis et servant « *uniquement l'intérêt national* » elle pourra être le cheval de troie de la conquête de l'État

par la fraction bourgeoise radicalisée, qui avec la puissance étatique pourra élargir sa base.

Bien évidemment nous n'en sommes pas là, et il faut lutter très largement contre toutes ces tendances qui ne peuvent être qu'un problème pour le développement de la Révolution dans notre pays. Nous devons, dès aujourd'hui, étudier le développement de la réactionnarisation qui est un fait mondial, reflet de la crise de décomposition de l'impérialisme, mais qui prend des formes différentes dans chaque pays. Il ne faut pas penser que les choses vont être rectilignes, car il faut avoir en tête l'immense peur de la bourgeoisie monopoliste française de continuer à perdre du terrain dans la lutte pour le repartage du monde, et le développement de la crise elle-même, qui accélère la situation.

La lutte contre la réactionnarisation doit donc être concrète et s'appuyer sur le fond « démocratique » des masses, sur le rejet de la dictature et de la destruction de nos libertés, tout en bâtissant un puissant outil de résistance aux restructurations économiques, pour la défense des droits ouvriers. Il n'est plus question de faire l'éloge de la spontanéité mais de mener un patient travail d'organisation et d'explication dans les masses populaires, face aux nombreux périls concrets que la bourgeoisie affolée fait peser sur nos têtes. Faire comprendre en profondeur que toutes les lois liberticides, anti-peuple et anti-ouvrières, le SNU ou la toute-puissance de la police ne sont que les faces d'une même pièce, qui, en fin de compte, ne mène qu'à la guerre et au massacre. La seule solution est la conquête et la destruction de l'État de dictature de la bourgeoisie pour créer un État de type nouveau, prolétaire, représentant l'intérêt de la majorité, et une société de partage intégral des richesses produites par tous, le socialisme. ■

SOUTENEZ-NOUS ! ABONNEZ-VOUS !

Nouvelle Époque est un journal qui a pour objectif de diffuser tout ce que le monopole des médias bourgeois condamne ou passe sous silence. Il doit servir à propager nos luttes, nos organisations de quartier, notre vision de l'actualité et du monde ; c'est un programme colossal.

Pour réaliser cet objectif, Nouvelle Époque doit être diffusé dans tout le pays. Nous nous dotons donc d'une édition imprimée nationale, qui est diffusée dans de nombreuses villes par des militants dévoués. Cette édition doit servir de support d'organisation : parlons de Nouvelle Époque à nos collègues, à nos amis, notre famille, aux voisins, pour diffuser la voix du peuple et contrer les médias dominants qui ont tous le même son de cloche !

Prix : 20 euros pour 1 an
Contact : nouvelle-epoque@protonmail.com



Rendez-vous sur
NOUVELLEPOQUE.FR